



# Arts et spectacles : le Festival de Venise

## Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14485 - 6 F.

JEUDI 5 SEPTEMBRE 1991

BOURSE ★★

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

### Cachottier !

Un homme est resté...  
Cachottier !  
Un homme est resté...  
Cachottier !  
Un homme est resté...  
Cachottier !

Le premier ministre de la...  
Le premier ministre de la...  
Le premier ministre de la...  
Le premier ministre de la...

BOURSE DE PARIS  
Retour de la hausse  
Bourse de Paris  
Retour de la hausse

CULTURE GÉNÉRALE  
Les bases de votre réussite  
CULTURE GÉNÉRALE  
Les bases de votre réussite

CAPELLO  
CAPELLO  
CAPELLO

A trois jours de la conférence de paix de La Haye

## Violents combats en Slavonie entre Serbes et Croates

### Une mission délicate

UNE mission fort délicate attendait lord Carrington, l'ancien secrétaire d'Etat britannique, désigné par les Douze pour présider la conférence de paix sur la Yougoslavie qui doit s'ouvrir, samedi 7 septembre, à La Haye. Avant d'entamer ces négociations, le CEE avait d'abord posé comme condition l'arrêt total des hostilités en Croatie, mais l'accord de cessez-le-feu signé à Belgrade au début de la semaine, par toutes les parties concernées, n'est pas du tout respecté.

En Slavonie, les combats se poursuivent, des villages ont été complètement détruits, les habitants fuient par milliers les zones sinistrées et vont se réfugier, notamment, en Hongrie. Les Européens ont donc pour le moment choisi d'oublier cette condition et d'accroître leur tentative de médiation.

DANS la tragédie actuelle, où les deux principaux protagonistes - la Serbie et la Croatie - se livrent aussi une violente guerre de propagande, seuls des observateurs étrangers peuvent présenter un bilan à peu près impartial de la situation. Le premier contingent de « casques blancs » est parti vers sa mission sous l'étiquette compliquée, il va lui falloir notamment traiter avec l'armée fédérale, qui, ces derniers jours, a ostensiblement appuyé les autonomistes serbes dans des offensives qui consistent en fait des conquêtes de territoires, dans un scénario de remodelage des frontières et de création d'une Grande Serbie.

Il convient de le rappeler : ce n'est que du bout des lèvres que le président serbe, M. Stobadan Milosevic, avait accepté et signé l'appel au cessez-le-feu des Douze en ajoutant, en post-scriptum, quelques conditions. Son approbation du plan de paix n'était peut-être qu'une manœuvre politique. De plus en plus isolé sur le plan international, désigné du doigt comme principal responsable de la guerre en Croatie par les Européens et les Etats-Unis, menacé de sanctions par la CEE, il a sans doute vu là - en faisant un petit geste de bonne volonté - un moyen de réduire son isolement.

BIEN vite, cependant, le ton a changé, par le biais de la minorité serbe de Croatie. Les dirigeants serbes de la Krajina, qui s'étaient autoproclamés en 1990 « région autonome serbe de Croatie », ont fait savoir qu'ils voulaient eux aussi participer - sur un pied d'égalité avec les six Républiques de la fédération - à cette conférence de paix convoquée par les Douze. On devine, derrière cette soudaine revendication, la « patte » de M. Milosevic et de ses amis nationalistes, qui continuent à prétendre que, dans ce conflit, ce n'est pas la Croatie qui est agresseuse, mais les Serbes.

L'objectif de M. Milosevic est de rassembler tous les Serbes de Yougoslavie dans un Etat unique, et il n'a d'autre moyen de le faire que de provoquer la sécession. Les négociations européennes devront tenir compte de l'obstruction de cet homme, prêt à la guerre pour parvenir à ses fins. Et cela, bien qu'il ait approuvé officiellement le plan de paix de la CEE soulignant que les frontières intérieures de la Yougoslavie ne peuvent être changées par la force.

La conférence de paix sur la Yougoslavie débutera, samedi 7 septembre, à La Haye. Les ministres des affaires étrangères des Douze et les présidents des six Républiques de la fédération devraient participer à la séance d'ouverture. L'Allemagne, mercredi, a menacé les autorités fédérales de reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie si le cessez-le-feu n'était pas appliqué. De violents combats ont eu lieu, mardi et mercredi, entre les Croates et l'armée fédérale.



Lire l'article de CHRISTIAN CHARTIER et nos informations, page 5

## La mort du cardinal de Lubac

Le théologien français, inspirateur de Vatican II, est décédé le 4 septembre à Paris

Nous avons demandé au Père Michel de Certeau, jésuite et philosophe, peu avant son décès en 1986, un hommage au Père de Lubac. C'est ce texte, resté inédit, que nous publions aujourd'hui.

Naguère, à l'heure la plus difficile de sa vie, suspecté, retiré de toute charge officielle, réduit à l'essentiel, le Père Henri de Lubac professait n'être et ne vouloir être qu'un « homme de l'Eglise ». En quelques pages lyriques et manifestement autobiographiques de Méditation sur

l'Eglise, il commentait un mot d'Origène : « Pour moi, mon vœu est d'être vraiment ecclésiastique. » Seule manière, disait-il, d'être chrétien en plénitude. Homme de l'Eglise, le théologien « en médite l'histoire. Il en vènera et il en explore la tradition (...). Il parle et agit avec intrépidité, à temps et à contretemps, même au risque de déplaire à beaucoup, d'être mal compris de ceux avec qui il rendrait le plus à se trouver en accord. (...) Il se garde d'oublier que l'Eglise ne doit avoir que qui en elle, tout reste n'étant que l'envers ou le second temps d'une adhésion positive. » Lire la suite page 14

L'intervention de M. Eltsine au Congrès des députés

## Le président de la Russie se défend d'avoir des visées « impérialistes »

Le Congrès des députés du peuple d'URSS a suspendu ses travaux mercredi 4 septembre pour étudier la mise en place d'institutions transitoires permettant la transformation de l'URSS en une communauté à vocation essentiellement économique. Mercredi, le président russe, M. Boris Eltsine, s'est défendu d'avoir des visées « impérialistes », et

a estimé que le président Gorbatchev avait encore un rôle politique à jouer s'il faisait route avec le mouvement démocratique et acceptait la volonté d'indépendance des Républiques.

Par ailleurs, la délégation de l'opposition française, conduite par M. Jacques Chirac, a été reçue mardi par M. Eltsine.

MOSCOU

de notre correspondant  
Le Congrès des députés soviétiques a reçu un os à ronger, mais il est sommé d'obéir : quel que soit le résultat du vote prévu pour mercredi 4 septembre, les dirigeants des Républiques sont décidés à imposer la mise en place de nouvelles institutions transitoires pour permettre la formation d'une communauté à vocation essentiellement économique. Seule concession à ces députés encore largement représentatifs de l'ancien régime, on prévoit désormais de laisser un rôle au Soviet suprême, que le projet présenté la veille voulait à la trappe. C'est une manière de conserver un semblant de légalité « soviétique » et de tenir compte

des protestations des élus qui craignent au viol de la Constitution. Mais la concession est bien modeste : le Soviet suprême, d'ailleurs appelé à être largement renouvelé, n'aura qu'un rôle de second ordre, l'essentiel des pouvoirs législatifs étant réservé désormais au Conseil des Républiques constitué de vingt élus pour chaque République. Mais le Congrès ne se fait aucune illusion, s'il lui prenait l'envie de refuser ce qu'on lui propose (une majorité des deux tiers est requise), le résultat serait le même. Tel fut le thème dominant des interventions de la journée de mardi. JAN KRAUZE Lire la suite page 5

Lire aussi

- Un entretien avec M. Jean François-Poncet
- M. Bérézovoy préconise un « plan Marshall » par ALAIN VERNHOLE pages 3 à 5 et 17
- Les points de vue de MM. Alain Vivien, Enri- que Baron Crospe et Raymond Jean page 2
- Les enseignements chahutés par l'Histoire par GÉRARD COURTOIS
- Les universités de l'Est changent de modèle par BURTON BOLLAG pages 11 et 13

## Après Marx, qui ?

Les socialistes français cherchent de nouveaux « maîtres à penser » pour assurer la « refondation » de la gauche

par Thomas Ferencki

« Le socialisme, en France, est à bout de souffle », constatait récemment Michel Charzat, que le PS a chargé d'élaborer un nouveau projet afin d'assurer l'aggiornamento doctrinal de la gauche. On ne peut que souscrire à un tel constat. Sous sa forme communisme, le socialisme a fait faillite, comme le révèle, jour après jour, l'évolution des pays d'Europe de l'Est. Sous sa forme social-démocrate, il s'est tellement édulcoré qu'il se distingue de plus en plus mal du libéra-

lisme, comme le montre notamment, depuis le changement de cap des années 80, l'exemple français. Peut-il donc renouer avec ce qui fut, pendant un siècle, l'un des mythes porteurs de la gauche ? Ou y a-t-il quelque espoir de lui redonner vie ? Des intellectuels marxistes, réunis en colloque en juin dernier à l'initiative de la revue *Actuel Marx*, n'ont pas craint de poser une question naguère sacrilège : « L'idée de socialisme a-t-elle un avenir ? » Si l'on souhaite, comme le PS, y répondre positivement, il faut tenter de moderniser le socialisme en cherchant,

ailleurs que dans Marx, les références intellectuelles qui lui rendront sa légitimité. Car, avec le socialisme, le marxisme, qui lui fut historiquement associé, se trouve aussi en crise, et même ceux qui, en France, ne le rejettent pas veulent l'enrichir ou le renouveler par d'autres apports.

Lire la suite page 8

Au comité central du PCF  
Le front des contestataires s'élargit face à M. Marchais  
Lire page 8  
l'article d'ALAIN ROLLAT

### M. Giscard d'Estaing réplique à M. Dumas

L'ancien président de la République dément avoir proposé en 1977 un partage du Liban page 9

### Les relations France-Japon

La visite de M. Dominique Strauss-Kahn à Tokyo page 17

### Sida et assurances

Une convention mène au point par les professionnels et les pouvoirs publics page 10

### Les « affaires »

Le directeur de cabinet de M. Dufourc avait emprunté de l'argent à un entrepreneur malsé à une escroquerie page 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

— Ce film excite de puissants appétits. Permettez-moi de vous le dire, j'ai beaucoup réfléchi. La force extraordinairement dominatrice de cet homme. Il n'était pas impressionné, vous savez, quoi qu'on ait pu prétendre. — Hitler, vous voulez dire.

**DON DELILLO**  
**CHIEN GALEUX**  
TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR MARIANNE VÉRON

UN ROMAN EFFRONTÉ  
QUI MONTRE L'ENVERS  
DU RÊVE AMÉRICAIN

ACTES  
SUD

## Le rêve américain de Capra

Le cinéaste est mort le 3 septembre en Californie à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans

Avec des films comme *l'Extraordinaire Mr Deeds*, *Mr Smith au Sénat* ou *Milliardaire d'un jour*, qui vient de ressortir, Frank Capra, né en Sicile, est devenu le symbole d'un rêve américain totalement opposé à celui des *golden boys* : rêve d'une société où l'argent fait le bonheur parce qu'il permet la générosité, la solidarité, l'honnêteté et surtout la fantaisie. Justice, égalité, fortune, c'était ça l'Amérique pour les émigrés du Vieux Monde... Capra était lucide : il a décrit un monde cruel, mais peuplé de doux cinglés, de vieilles dames indignes au cœur immense, de beaux garçons en costume cravate prêts à défendre jusqu'au bout leur idéal, de jeunes filles délaissées et courageuses. Il a su lutter, regarder, se moquer, et faire confiance ; il était de ceux

qui ont cru que la générosité pouvait sauver le monde, il était forcément sincère. Ses acteurs lui vouent une reconnaissance et une affection que le temps n'a pas atténuées, et ses spectateurs, plus encore. Son nom a pris un parfum de nostalgie éternelle, on imagine le sourire malin et tendre d'un fantôme nommé Capra soulagé de quitter notre terre malade.

COLETTE GODARD

Lire page 15

l'article de JACQUES SICLIER

**EDUCATION & CAMPUS**  
■ Les laboratoires « projets » de M. Jospin. ■ Ecoles à la carte à Joinville-le-Pont. pages 11 à 13

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 85 p.; Hongrie, 220 HUF ; Italie, 1,20 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

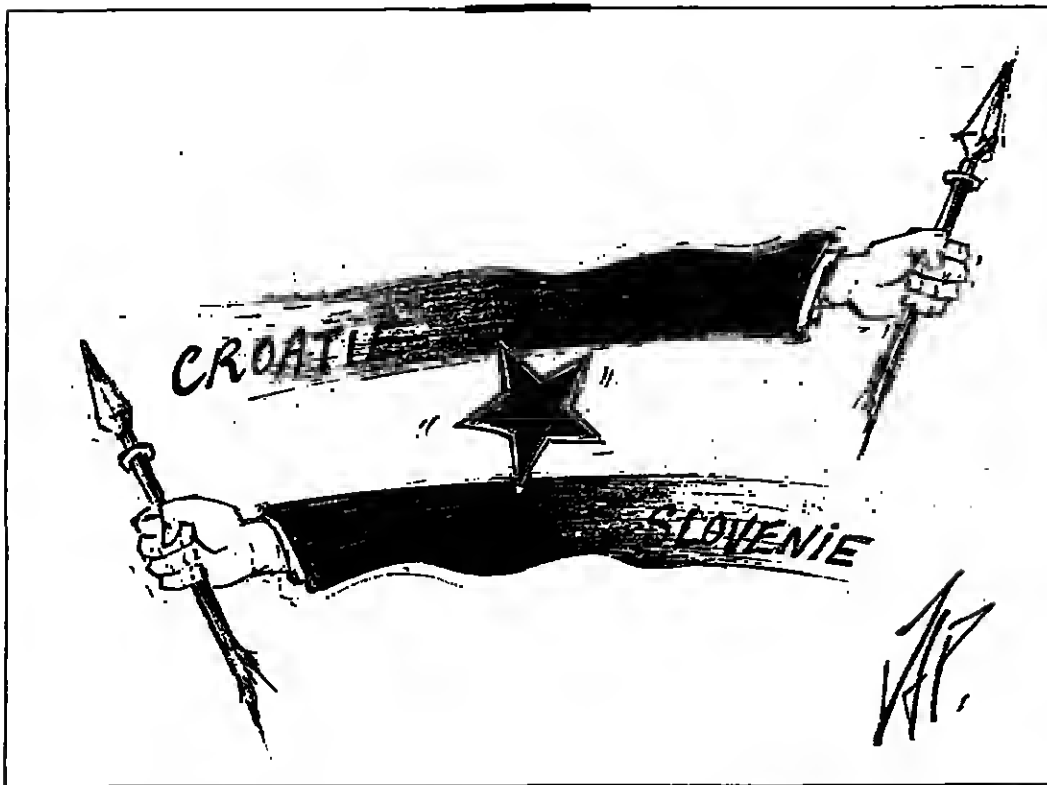
هكذا من الأصل



## DÉBATS

La fin du communisme

TRAIT LIBRE



## L'heure de l'Europe

par Enrique Baron Crespo

Il est prématuré de dire ce que sera l'URSS de demain, il est déjà possible de tirer quelques conclusions du séisme que vit ce pays depuis le 19 août dernier.

Tout d'abord, et cela est fondamental, la volonté démocratique s'est imposée. Et c'est le courage des peuples d'Union soviétique, notamment de celui de Russie, mobilisés autour du président de la fédération de Russie, M. Boris Eltsine, qui a permis de faire échouer le putsch organisé par les nostalgiques d'une époque, espérons-le, définitivement révolue. En luttant sans crainte pour le rétablissement de la légalité, c'est-à-dire pour le rétablissement du président Gorbatchev dans ses fonctions, ils ont conféré au Parlement de Russie le titre de symbole de la résistance et de la démocratie. Alors que l'on craignait le pire, le bain de sang a été évité.

La démocratie parlementaire constitue désormais la base incontournable de l'organisation des États européens. Ce phénomène continental a été rendu possible grâce à l'action résolue du président Gorbatchev qui a enclenché ce processus en donnant leur liberté aux peuples de l'Europe centrale et orientale et à celui de l'Allemagne de l'Est.

Ceux qui ont voulu rétablir la dictature en URSS auront en fait permis l'accélération du mouvement démocratique qui impose des élections directes de toutes les instances dirigeantes, du Centre comme des Républiques. Tout comme ils auront provoqué la mort du communisme. Nous vivons ces jours-ci le tournant historique du vingtième siècle. Le vent de la liberté est porteur d'espoirs mais également de craintes que nous devons maîtriser.

Il reste maintenant, et la tâche est immense, à tout faire pour que l'Union ne se désintègre pas. Il me semble que MM. Gorbatchev et Eltsine l'ont compris, mais également les Républiques d'Ukraine et du Kazakhstan, qui recherchent un terrain d'entente. D'un leur volonté actuelle de travailler en commun pour définir la nouvelle répartition des compétences entre le pouvoir central et celui des Républiques et aussi entre elles-mêmes. Le débat que vient de soulever au Congrès des députés semble, pour l'instant, vouloir confirmer cette approche. Je ignore pas que certains, y compris au sein de la Communauté, souhaitent le contraire. Ils ont tort car il est essentiel d'éviter la balkanisation d'une partie du continent européen, ou, plus exactement, sa libanisation.

En reconnaissant l'indépendance des États baltes, la Communauté européenne a voulu mettre un point final à la deuxième guerre mondiale. Il s'agit en fait du rétablissement de leur souveraineté éteinte depuis le pacte Molotov-Ribbentrop. Mais il faut souligner que cette reconnaissance a suivi celle de la Russie, ce qui démontre la valeur de la voie pacifique. C'est donc dans un cadre constitutionnel et par le dialogue qu'ensemble, les peuples d'URSS décideront de leur futur, en évitant de se laisser emporter par l'émotion du moment.

Mais la mobilisation des nations démocratiques, au premier rang desquelles la Communauté européenne, a également joué un rôle déterminant dans l'échec du coup d'État. Il s'agit maintenant pour les Douze de

continuer à parler d'une seule voix en déterminant d'urgence leurs relations avec l'URSS. À titre personnel, je considère que l'insertion rapide de ce pays dans les institutions économiques et financières internationales permettra de favoriser la mise en œuvre de réformes qui faciliteront le passage à une économie de marché. Quant à la coopération technique et financière avec l'URSS, elle ne pourra efficacement reprendre que lorsque la nouvelle structure de l'Union aura vu le jour, car il nous faut savoir par quels canaux et à quelles conditions la développer. En attendant, le priorité des priorités reste l'aide alimentaire.

Preuve est faite que l'Europe unit est indispensable au continent européen. Seul pilier stable, elle tente de ramener à la raison les parties du conflit yougoslave. Un espoir si fragile, si fragile, est né de l'acceptation du plan des Douze par la Serbie. J'ai, par ailleurs, invité les présidents du Parlement yougoslave et ceux des Républiques à entamer un dialogue au sein de notre Parlement. La Communauté, de la même façon, s'efforce, malgré quelques divergences d'approche de la part de cer-

tains États membres, de répondre d'une seule voix aux bouleversements qui nous viennent d'URSS.

Le temps est révolu des réponses au cas par cas, et l'Union européenne s'impose plus que jamais. Le danger d'involutions existe, y compris au sein de la CEE; les douze États membres doivent faire des conférences relatives à l'union économique et monétaire et à l'union politique, le fondement d'une union de type fédéral qui, malgré les vicissitudes de négociations souvent incompréhensibles, recueille l'adhésion de nos opinions publiques.

C'est autour des parlements que s'est faite la seconde révolution russe. À un moment où bien souvent les électeurs des Douze désertent les urnes, il nous appartient de revitaliser leur adhésion aux valeurs fondamentales de la démocratie parlementaire. Si la Communauté donne un sens à son action, et à cette condition, elle sera en mesure de faire face aux défis actuels et futurs.

Enrique Baron Crespo est président du Parlement européen.

## Les deux « modèles »

par Raymond Jean

Il n'est pas besoin de se creuser la tête pour comprendre les raisons du rejet généralisé, en cette fin du vingtième siècle, du pseudo-socialisme autoritaire et dogmatique dit communisme. Elles tiennent à son « imitation », à deux modèles de discipline : celui de l'Eglise et celui de l'armée. L'Eglise, lorsqu'elle dégénère, produit des inquisiteurs, l'armée, des adjudants et des caporaux. Pourtant l'une et l'autre institutions sont supposées, en principe, soutenir une cause juste et combattre pour un idéal élevé : la défense de la foi ou celle de la patrie. Elles portent en elles le meilleur autant que le pire.

Avec l'Eglise, la comparaison est bien connue. Elle mérite pourtant d'être soulignée. Même idée d'un corps de doctrine inextinguible, appelant la croyance absolue, l'adhésion totale du cœur et de l'esprit, même si cette adhésion, au cours des âges ou des années, a forcément été modulée, nuancée, adaptée. Homogénéité de la communauté des dèles, frères ou sœurs. Position avancée et exemplaire des pratiquants ou des militants. Condamnation des hérésies appelées ici déviations ou dissidences. Excommunications devenant exclusions, majeures ou mineures. Confessions privées ou publiques se désignant comme autocritiques ou aveux.

La liste pourrait être longue. Et les faits de vocabulaire, comme on le voit, sont éloquentes. L'analogie pourrait être traquée dans des détails quotidiens et des situations ridicules, car il existe indéniablement un clercisme et une bigoterie de parti.

Elle pourrait aussi bien être relevée dans des tragédies intérieures et des drames de conscience qui ne sont peut-être pas toujours à porter au seul compte de la faillite des opportunités de carrière, comme on ne peut le montrer du récent suicide au URSS. Du curé de village à l'évêque de jadis, puissant, riche, nanti, à l'occasion incrédule, mais fort de ses privilèges temporels, du croyant désespéré au cardinal achré et libéral, la gamme est étendue. Le système communiste a produit la même diversité, les mêmes contradictions, les mêmes aînités, les mêmes cynismes. Et l'échec de la « révolution » de Pascal, à l'usage des clercs les plus humbles comme des intellectuels les plus éminents, a pu être la règle, jusqu'au vertige. On pourrait dire aussi qu'il est arrivé à la poésie d'Aragon d'attribuer certains sommets comparables à ceux de la poésie de Claudel.

## Ecclesiastique et militaire

Pour la référence à l'armée, c'est autre chose. Elle découle du fait que les partis communistes choisissaient d'emblée, et par souci d'efficacité, une organisation de type militaire. Les déclarations de Léning sont claires là-dessus. Il s'agit même de la spécificité du genre de parti qu'il fonde, délibérément différent de ceux qui se contentent de perspectives humanistes ou utopiques et d'actions politiques classiques.

On retrouve d'ailleurs l'obser-

vation de ce type d'organisation dans tous les groupes, fractions, mouvements qui se disent « armés », « militaires », « paramilitaires », à travers le monde. D'un point de vue marxiste, il est évident qu'une telle référence à un combat organisé se rapporte à l'idée de « lutte » des classes, qui pourrait être la limite « guerre » des classes, et place au centre de tout dispositif politique l'idée de « rapport de forces » en face d'un adversaire à combattre sans merci parce que lui-même sans merci. Cela suppose une stratégie et une discipline très centralisées, dans ce qu'on appelle justement « centralisme démocratique » est la clé.

Toutes ces données ont un sens historiquement, dans la mesure où elles découlent d'une volonté révolutionnaire agressive et offensive, de ce qu'on a pu désigner comme un « communisme de guerre ». Mais le communisme de guerre dégénère en communisme de caserne et les petits chefs se multiplient autour des grandes capitaines. Pire encore, il existe dans toute armée la virtualité de sa transformation en police. C'est évidemment ce qui est arrivé sur une très grande échelle, avec tout l'arsenal de répression et d'exactions que cela implique. À ce moment-là l'inquisition ecclésiastique et la police militaire se rejoignent.

Il est important de rappeler ces choses, parce qu'elles sont évidentes et que l'on a tendance à rejeter dans un passé déjà jugé lointain leurs manifestations les plus extrêmes. Ou à les couvrir,

dans leurs formes atténuées et routinées, du nom de bureaucratie. Mais qu'est-ce que la bureaucratie, sinon une situation de médiocrité généralisée où les grands chefs de guerre ont laissé la place aux petits fonctionnaires de curie ou d'état-major qui n'exercent plus rien que la tyrannie des privilèges. Que cet état de fait conduise à l'échec et, à terme, à l'explosion ne saurait surprendre personne. Quoi, comble de dérision, tout cela ait pu se passer d'une couverture « scientifique », pour désigner ce socialisme qui se voulait positiviste et factuel dans son idéologie, montre bien à quel degré de malentendu dément on e pu en arriver quand on est descendu — toujours plus bas — de la théorie à la pratique.

Il reste tout de même que si ce socialisme-là eût été nécessaire de devoir s'appuyer sur un système ecclésiastique et sur un système militaire, c'est-à-dire sur de fortes disciplines, c'est que l'adversaire à affronter, dont le pouvoir de domination, d'exploitation, d'oppression et d'aliénation s'était manifesté avec une telle violence au cours d'une histoire séculaire, paraissait devoir être neutralisé par des armes égales ou supérieures. Il est clair aujourd'hui que ce renversement de l'histoire, cette volonté de faire changer le monde « de base », ne pouvait se payer du prix d'un autre asservissement, inopérant de surcroît.

## Le marché et l'argent

Pourquoi ne reconnaissent-ils pas, dès lors, qu'ils n'ont pas subi la crise, mais qu'ils ont choisi de la maîtriser en appliquant prioritairement les règles du marché et en tournant le dos à une politique de relance par la consommation et d'appropriation collective des moyens de production, à mi-chemin entre la NEP et le New Deal qui n'intéressent plus aujourd'hui Julien Dray ou le camarade Mélenchon ?

Force est aujourd'hui de constater que si le triomphe du marché a été si bien vécu par la société et si mal accepté par les socialistes, c'est qu'il a conduit ces derniers à assumer une politique que les conservateurs n'avaient pas eu le courage de mettre en œuvre, tout en les obligeant à une introspection idéologique à laquelle ils ne se sont pas encore unanimement résolus.

La reconquête de l'entreprise, du profit, la réforme en profondeur du financement de l'économie, la redistribution de notre appareil productif au prix du sacrifice de pans entiers d'activités trop peu compétitives sont autant d'écueils qui ont permis à la France de s'adapter très vite à l'interdépendance des économies.

Le socialisme n'est donc plus aujourd'hui à mi-chemin entre le plan et le marché, mais à égale distance du marché et de l'État. Le marché est coexisté comme outil efficace de financement d'une économie ouverte et compétitive et donne ainsi à l'argent le rôle

qui lui revient de droit dans la société : celui d'un instrument d'échange à l'ère industrielle. De même qu'en se refusant pendant longtemps à penser la guerre, la gauche n'avait pas été en mesure de garantir la paix, elle pourrait, en considérant l'argent comme un étalon de mesure, ne jamais parvenir à réduire les inégalités qui résultent de l'usage purement spéculatif que certains en font. Car tel est bien le défi que les sociaux-démocrates doivent désormais relever : apporter la preuve qu'à l'échelle de la planète le marché n'engendre pas toujours plus d'inégalités et d'exclusions.

Cette démonstration est d'autant plus nécessaire que partout où triomphe le marché et où découle l'économie apparaitissent de nouvelles formes d'inégalité et d'exclusion que seules des politiques publiques seront en mesure de corriger. Puisque les enjeux du monde moderne sont planétaires — qu'il s'agisse du délicat problème de l'environnement, de la croissance démographique mondiale, du développement — redonnons au socialisme cette dimension universelle qui l'autorise à s'insurger à chaque fois que, quelque part dans le monde, on porte atteinte au droit et à la dignité de la personne humaine.

Toute la politique étrangère du gouvernement de la France depuis dix ans est guidée par ces quelques principes simples qui furent aussi ceux de Jaurès, de Blum et de tant d'autres. Que les actuels coopteurs de l'action gouvernementale gardent en mémoire les critiques qu'ils adressaient à François Mitterrand lorsque, à Cancun, il insistait sur la nécessité d'une plus grande solidarité avec le Sud ou qu'il tentait — dès les débuts de la perestroïka — de convaincre les pays occidentaux d'accompagner la politique de réformes de M. Gorbatchev en développant leur coopération technique ou leur aide alimentaire.

L'aggiornamento idéologique suppose que les socialistes osent se soulever et entamer un dialogue avec leur propre histoire. Il implique également que leurs alliances électorales, parce qu'elles témoignent de la loyauté et de la pertinence de leurs intentions, soient clarifiées. Celle qui depuis les années 70 les a unis au Parti communiste qui voit communiste il y a vingt ans s'est aujourd'hui ressaisi et apporte la majorité de ses suffrages au courant socialiste. Davantage de concessions intellectuelles faites à un parti qui n'a rien appris de ce qui se déroule sous ses yeux ni rien oublié de ses erreurs passées conduiraient à davantage de renoncement, de désillusions.

Une dynamique de la modernité, de l'espoir, de l'imaginaire est en train de naître autour du socialisme démocratique. Ce mouvement exige du PS qu'il choisisse délibérément la modernité : il ne sera en mesure d'élargir sa base sociologique qu'en clarifiant son discours.

Alain Vivien est secrétaire d'État aux affaires étrangères.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant

Jacques Lescaume, directeur de la publication

Bruno Freppet, directeur de la rédaction

Jacques Gollu, directeur de la gestion

Marcel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amic, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Farnet, Philippe Harman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1968)

Jacques Farnet (1968-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGNÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-66-26-25

Télécopieur : 40-66-26-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY

94005 NOUVEAU-SÈNE CEDEX

Tél. : (1) 40-66-26-25

Télécopieur : 40-66-30-10

تحت إشراف من الأصل



# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

La situation dans les Républiques

## L'Estonie à l'assaut du capitalisme

Avant même d'être indépendant, ce petit Etat balte se préparait à de nouveaux horizons économiques

TALLIN

de notre envoyé spécial

A vingt-quatre ans, Rain Lihms est peut-être un des plus jeunes banquiers du monde. Fils d'un ingénieur de l'École polytechnique de Tallin, après un court stage dans une banque finlandaise et un passage par la Banque nationale, il a créé, il y a tout juste deux mois, son propre établissement, «Honsobank». Employant seize personnes, «Honsobank» est une banque moderne et dynamique, qui a déjà ouvert des comptes à des milliers de clients. Rain Lihms, qui a 24 ans, est un jeune homme dynamique, qui a déjà ouvert des comptes à des milliers de clients. Rain Lihms, qui a 24 ans, est un jeune homme dynamique, qui a déjà ouvert des comptes à des milliers de clients.

Si les Moscovites peuvent, derrière la Place rouge s'ils vont plaider des idées libérales, ils le font à un rythme effréné. M. Kolk, qui a créé la banque «Pinn» - service à l'occidentale, qualité garantie. Emigré en Suisse il y a dix ans, M. Kolk s'est consacré à l'enseignement de la production laitière. Revenu au pays, il a pu ainsi faire jouer ses anciennes relations pour créer, en 1989, d'abord en Estonie, puis à Moscou, une chaîne de glaciers.

Vello Valaste, quarante-cinq ans, après des études techniques, a passé un doctorat d'économie à Leningrad. Il a créé, en 1987, le premier cabinet de consultants «de toute l'URSS». Employant aujourd'hui huit personnes, «Honsobank» est une banque moderne et dynamique, qui a déjà ouvert des comptes à des milliers de clients. Rain Lihms, qui a 24 ans, est un jeune homme dynamique, qui a déjà ouvert des comptes à des milliers de clients.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juillet 1991, plus de 2 000 entreprises ont été créées dans la seule ville de Tallin. De la grande société étatique qui éclate en unités plus petites et

en achetant une Mercedes des qu'ils ont créé leur entreprise que celle-ci pourra affronter la concurrence internationale.

Cette floraison d'entreprises, si prometteuse soit-elle quant à la capacité d'innovation des Estoniens, ne suffira pas non plus à régler l'ensemble des problèmes du pays. Même si l'Estonie était la plus riche des Républiques d'URSS, ce pays, comme la Lettonie ou la Lituanie, n'en a pas fini avec l'héritage soviétique. Que faire des usines que Moscou a implantées ici? Dans le nord-est, par exemple, des villes comme Narva ou Sillamäe sont aujourd'hui des ghettos industriels peuplés, dans leur immense majorité, de travailleurs russes envoyés ici pour mener «la population estonienne et contraindre ainsi sa volonté d'indépendance».

### Un combat permanent

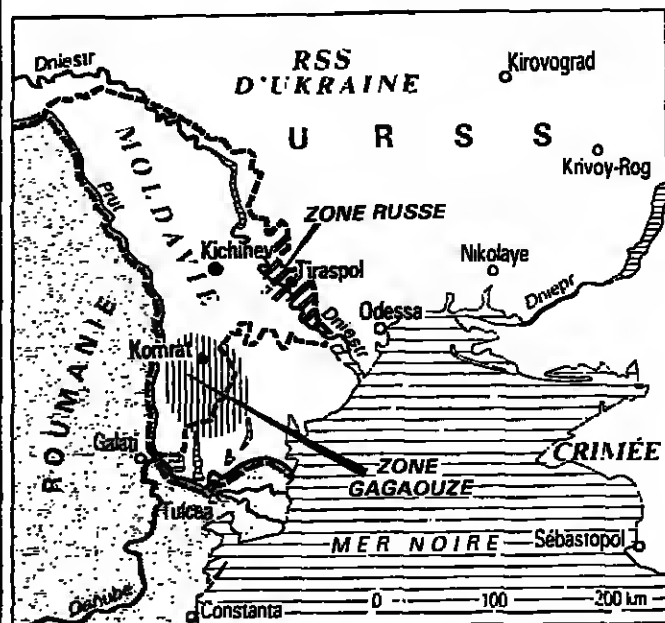
Si on «time» sept millions le nombre de Russes, d'Ukrainiens qui sont «possibles» par l'Estonie depuis 1945, p.s. : 500 000 sont restés et constituent aujourd'hui plus de 40 % de la population totale du pays. En même temps colonisateurs et travailleurs immigrés, les Russes d'Estonie semblent plus soudés, mais intégrés à la population locale et, surtout, plus aptes à créer des tensions graves à l'intérieur du pays que leur compatriotes de Lettonie. Certes, de nombreux Russes ont aidé les mouvements indépendantistes. Certes, on en trouve aussi plusieurs parmi eux à vouloir, gagnés par la contagion, créer leur propre entreprise. «Quand ils viennent me consulter, ils le font un peu en secret et certains me demandent

Un pied dedans un pied dehors

L'indépendance et ses corollaires - établissement de transferts commerciaux, monnaie indépendante du rouble, législation différente de celle de l'URSS, mise en place d'une réelle économie libérale - devraient constituer un peu cette liberté d'entreprendre éprouvée par les Estoniens. Aujourd'hui, en effet, ceux-ci semblent jouer sur les deux tableaux. Un pied dans le système soviétique, un pied dehors, ils parviennent habilement à bénéficier de cette situation ambiguë.

Celle-ci a aussi attiré un certain nombre d'individus peu recommandables, et il est de notoriété publique qu'une partie des roubles amassés par les différents mafias soviétiques sont «blanchis» à Tallin. «Et puis, ajoute Erich Mart, si nos entrepreneurs veulent réussir, ils devront comprendre que ce n'est pas

## Le combat des grand-mères russes en Moldavie



Ainsi que la Moldavie a décrété, mardi 3 septembre, le passage sous son contrôle de ses postes douaniers et de ses frontières, notamment celles avec la Roumanie voisine, dans l'est de la République moldave la minorité russe a continué de bloquer la principale voie ferrée pour protester contre sa future «roumanisation».

TIRASPOL

de notre envoyé spécial

Demandant le libérateur de leurs leaders arrêtés pour complicité avec le coup d'Etat, les femmes russes et ukrainiennes de Tiraspol étaient toujours assises, mercredi 4 septembre au matin, en travers des voies ferrées, après une seconde nuit de veille, pour un troisième jour de blocage, empêchant le passage de la République de Moldavie de remplir ses contrats économiques, notamment avec la Russie, selon un communiqué de la présidence moldave.

Dans le gère de Tiraspol, capitale de la zone russeophone proclamée «République moldave socialiste soviétique du Dniestr», un buffet était organisé. Les grand-mères russes et ukrainiennes, fer de lance du mouvement, ont épuisé sur leur barrage une simple banderole : «Nous ne voulons pas vivre en Roumanie».

Une des frontières les mieux gardées

Le blocage des trains est la première arme de la guerre économique dont la zone russeophone du Dniestr menace la Moldavie. A Kichinev, dans un nouveau pas vers «l'indépendance réelle», le président moldave Mircea Snegur, qui a refusé à Moscou de participer à de nouvelles et trop imprécises structures fédérales, a fait passer mercredi les frontières sous le contrôle de sa République, puis, «en conformité avec la déclaration de l'indépendance

Le PC japonais se félicite de la dissolution du PCUS. - Le parti communiste japonais s'est félicité, mardi 3 septembre, de la dissolution du PC soviétique, qui a «fait pendant très longtemps beaucoup de mal au mouvement communiste mondial» ainsi qu'à «la paix et au progrès social dans le monde». «C'est un événement historique bienvenu», a

ajouté le PCJ, brouillé avec le Kremlin depuis trente ans, qui a dénoncé «les effets négatifs terribles» de l'époque stalinienne et brejnevienne sur l'histoire mondiale, et reproché à M. Gorbatchev d'avoir «pris la suite, sans la critiquer, de la traditionnelle attitude chauvine et hégémoniste du parti et ignoré les aspirations du peuple». - (AFP)

### Nouvelle manifestation en Géorgie

## L'agitation continue dans le Caucase

Plusieurs milliers de manifestants sont descendus mardi 3 septembre dans les rues de Tbilissi, pour la deuxième journée consécutive, pour protester contre la politique du président de Géorgie, M. Zviad Gamsakhouria, dont ils ont réclamé la démission. La manifestation s'est déroulée dans le calme, contrairement à celle de lundi, qui s'était soldée par huit blessés. Intervenant à la télévision au soir de la première manifestation, M. Gamsakhouria a qualifié ses organisateurs d'«agents du Kremlin».

Le président géorgien, élu au suffrage universel fin mai avec 87 % des voix, a également déclaré que ceux qui avaient appelé à ces manifestations, les dirigeants du Front national-démocrate et du Front populaire, «devaient être arrêtés», selon l'agence d'information RIA.

Par ailleurs, l'appel à la grève générale lancé en Azerbaïdjan par l'opposition nationaliste semble avoir été assez peu suivi lundi, d'après les journalistes locaux. L'opposition voudrait notamment obtenir le report de l'élection présidentielle, prévue le 8 septembre, et à laquelle le président Moutalibov est le seul candidat.

Le conflit qui oppose la majorité arménienne de la région du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan, sa République de tutelle, a fait irruption mardi au Congrès des députés du peuple réuni à Moscou. Un député azeri a qualifié «d'inconstitutionnelle» la proclamation d'indépendance du Haut-Karabakh, ce à quoi un député du Karabakh a répondu qu'«un peuple qui prive d'autres peuples du droit d'être libres ne peut lui-même être libre». Cette intervention n'a été couverte par les cris des élus azeris. - (AFP, Reuters)

### Le témoignage de M<sup>me</sup> Raïssa Gorbatchev sur le coup d'Etat manqué

## Le «goût amer de la trahison»

«Je révis encore et encore tout ce qui s'est passé, je crains une déchirure dans notre société», a confié M<sup>me</sup> Raïssa Gorbatchev, qui se remet petit à petit d'une crise d'hypertension artérielle subie pendant le coup d'Etat manqué, dont elle a fait pour la première fois le récit, mardi 3 septembre, dans les colonnes du quotidien Troud, organe des syndicats soviétiques.

L'épouse du président soviétique dit avoir appris la nouvelle de la tentative de putsch le dimanche 18 août, vers 17 heures, lorsque son mari, très agité, l'a informé que tous les téléphones étaient coupés, «même le rouge» (ligne directe avec le commandement suprême de l'armée). Les programmes de radio et de télévision étant interrompus, «nous avons immédiatement compris la situation», dit

M<sup>me</sup> Gorbatchev, qui a tout de suite craint que les gardes du corps du président ne le trahissent.

Mais, dit-elle, ils sont rapidement venus à lui en proclamant : «Mikhaïl Sergueïevitch, nous sommes avec toi.» M<sup>me</sup> Gorbatchev raconte ensuite comment son époux et ses proches se sont ostensiblement proménés sous les yeux des marins qui croisaient au large de leur datcha de Crimée, afin que l'on sache qu'ils étaient bien vivants et en bonne santé.

Le 21 août, après trois nuits blanches, poursuit M<sup>me</sup> Gorbatchev, nous avons appris par la radio britannique BBC que Vladimir Kroutchikov (l'ancien chef du KGB) avait accepté d'envoyer une délégation en Crimée. Pas seulement pour rencontrer Gorbatchev, mais pour que les

membres de la délégation puissent constater le mauvais état de santé du président, son incapacité. J'ai alors pensé que dans les heures qui allaient suivre des mesures allaient être prises pour transformer le mensonge en réalité. Un dénouement tragique pouvait être imminent. C'est alors que j'ai eu une crise d'hypertension artérielle, qui s'est accompagnée de troubles d'élocution.

L'épouse du président affirme qu'elle «va mieux» mais qu'il faut qu'elle «se soigne encore un peu». Interrogée sur le sentiment qu'elle éprouvait chez elle durant les premières heures du coup d'Etat entre le peur, le désespoir ou l'indignation, Raïssa Gorbatchev répond : «Non, rien de tout cela. Le goût amer de la trahison a été mon plus grand tourment». - (Reuters, AFP)

■ Sommet européen sur l'URSS début octobre. - Le sommet européen extraordinaire consacré à la situation en Union soviétique devrait se tenir au début du mois d'octobre (le 2 ou le 3). M<sup>me</sup> Gorbatchev et Eltsine devraient être invités à y participer, aucune objection n'ayant été formulée à l'encontre de la proposition française alliant dans ce sens. Concrètement, les Douze devront au cours de ce sommet, discuter de l'aide à l'Union soviétique, aux Républiques baltes et aux pays d'Europe de l'Est, et examiner les réponses à apporter à l'effondrement de l'Union soviétique dans sa forme actuelle. - (AFP)

■ Prochaine réunion des chefs d'état-major de l'OTAN à Ottawa. - Les chefs d'état-major des pays de l'OTAN se réuniront le 13 septembre, à Ottawa, pour examiner les bouleversements en URSS et la réforme de l'alliance atlantique, a indiqué mardi 3 septembre, le porte-parole du Comité militaire. Plus haute autorité militaire de l'OTAN, ce comité est principalement chargé de formuler des recommandations aux instances politiques de l'alliance atlantique. Les chefs d'état-major évoqueront, en outre, la révision de la stratégie et du dispositif militaire de l'OTAN en Europe.

JEAN PAVANS

## LE THÉÂTRE DES SENTIMENTS

Roman, 272 p., 98 F.

LA DIFFÉRENCE



هكذا من الأصل



## LES BOULEVERSEMENTS

La visite d'une délégation de l'opposition à Moscou

## Les interlocuteurs de M. Chirac se sont dits favorables au maintien d'un certain pouvoir au « centre »

Mardi 3 septembre a été une journée chargée mais instructive pour la délégation de l'opposition conduite par M. Chirac.

## MOSCOU

de notre envoyé spécial

Oubliant résolument l'amerume de M. Giscard d'Estaing abandonné à Paris, les quatre responsables politiques - MM. François Léotard, Pierre Méhaignerie, Alain Juppé et Jean-Marie Le Pen - ont eu des entretiens avec quatre des principaux acteurs de la résistance au putsch : M. Boris Eltsine bien sûr, mais aussi M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères, toujours brouillé avec M. Gorbatchev, M. Alexandre Iakovlev, l'idéologue de la persécution qui fut très proche du président soviétique auquel il reproche toujours ses tergiversations, et M. Anatoli Sobtchak, le maire dynamique et résolu de Leningrad, un homme qui n'a pas fini de faire parler de lui.

Mercréd, la « bande des quatre » a rendu visite dans la matinée à un autre « mousquetaire » réformateur, M. Gavril Popov, le maire de Moscou. Une rencontre avec M. Gorbatchev n'était pas exclue avant le retour à Paris en fin de journée, mais rien n'était sûr.

A des nuances près - M. Boris Eltsine, le grand vainqueur de la crise, est beaucoup plus optimiste et sûr de lui que ses amis politiques - les interlocuteurs des responsables de l'opposition française ont tenu le même langage : oui à l'indépendance des pays baltes mais aussi au maintien d'un certain pouvoir fédéral ou confédéral, seul moyen selon M. Chevardnadze d'éviter « le chaos, l'anarchie et peut-être la famine, car la lutte entre les démocrates et les réactionnaires n'est pas finie ».

Personne n'imaginait que les pouvoirs centraux puissent être aussi importants demain que ceux qui figuraient dans le projet de traité de l'Union rendu caduc par la tentative de putsch. Le but à ce stade est beaucoup plus modeste : il s'agit essentiellement de maintenir l'exis-

tence d'un espace unique militaire et des liens économiques entre toutes les Républiques.

Le Centre, considérablement affaibli, resterait aussi le principal acteur sur la scène internationale même si le projet présenté lundi au Congrès du peuple prévoit la possibilité pour les Républiques qui le voudraient d'entrer à l'ONU. C'est le Centre qui continuera à occuper le siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, a affirmé M. Chevardnadze.

## La question de l'armement nucléaire

Quant à M. Sobtchak, il voit surtout dans la possibilité pour les Républiques d'entrer à l'ONU une concession à l'air du temps. Selon lui, les Républiques se repartiront le compte du prix d'une telle représentation internationale, comme elles sont vite venues qu'il ne pouvait exister qu'un seul centre militaire et que le pouvoir nucléaire n'est guère partageable.

Les nouveaux dirigeants russo-soviétiques n'en reconnaissent pas

moins que les armes nucléaires tactiques, beaucoup plus dispersées sur le territoire que les armes stratégiques, peuvent poser problème et qu'il est urgent de faire le point. D'où la décision de créer rapidement une commission spécialisée annoncée par M. Eltsine pour rassurer les Occidentaux, mais aussi les réformateurs qui évoquent avec effroi l'usage que pourraient faire de ces armes certains militaires en cas d'une nouvelle rébellion.

Le nouveau pouvoir central devra de toute façon, tout le monde le reconnaît, réduire encore les dépenses militaires. Le moins convaincant à ce sujet paraît être M. Eltsine, qui a demandé pour la Russie un droit de regard sur l'usage des armes nucléaires (la double décision) et qui a fait remarquer à ses visiteurs que la défaite des putschistes avait évité à l'Occident une relance de la guerre froide et de la course aux armements.

Au chapitre de l'aide - un mot que l'on n'aime pas entendre ici, on lui préfère comme bier celui de coopération - les dirigeants réfor-

mateurs adoptent un profil bas. L'hiver certes sera crucial et l'URSS va devoir acheter entre 20 et 40 millions de tonnes de céréales, mais plus personne ne parle d'aider le Centre, encore moins d'aider M. Gorbatchev. C'est le Centre pourtant qui va se retrouver redevable d'une dette extérieure de plus de 80 milliards de dollars. Quant aux investisseurs potentiels, ils sont renvoyés aux Républiques et aux grandes villes russes comme Moscou et Leningrad (qui devaient redevenir officiellement Saint-Petersbourg le 7 septembre prochain).

Les nouveaux responsables n'en sont pas, il est vrai, à élaborer des projets à très long terme. C'est en semaines, voire en jours qu'ils mènent. D'abord pour prévenir l'explosion de l'Union grâce à une fédération à géométrie variable puis les Républiques pourront en être soit membres à part entière, soit associées ou simplement observatrices, comme les pays baltes, éviter ensuite une explosion populaire cet hiver, qui pourrait offrir aux conservateurs la possibilité d'une revanche dont beaucoup d'ingrédients sont présents : mécontentement croissant des militaires dont les conditions matérielles se dégradent, mise au chômage de millions de nomenclaturistes après l'annulation du Parti communiste, pénurie record (« Les casseroles vides » peuvent être encore plus nuisibles que les chars », a fait remarquer M. Iakovlev).

Il leur faut enfin asseoir les institutions provisoires qu'ils sont en train de mettre en place sur une base démocratique, c'est-à-dire décider quand organiser des élections législatives fédérales, puis présidentielles, dans les Républiques qui restent membres à part entière de l'Union soviétique. Les uns pensent pour la mi-1992, les autres pour cet automne, avant un hiver qui pourrait être fatal. Tous, en tout cas, veulent en finir avec ce Congrès des députés du peuple sans majorité et sans colonne vertébrale dont un tiers des membres ont été élus par des candidats désignés par un Parti communiste aujourd'hui interdit ou pas, ses organisations satellites.

J. A.

## Les Républiques baltes prochainement admises à l'ONU

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

L'ambassadeur de France auprès de l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée (qui préside ce mois-ci le Conseil de sécurité), et son homologue britannique, Sir David Hannay, ont officiellement remis le 3 septembre au secrétaire général les demandes d'adhésion aux Nations unies des trois pays baltes.

Dès la semaine prochaine, les quinze membres du Conseil de sécurité se prononceront sur ces nouvelles candidatures. Les États-Unis ont annoncé qu'ils s'approprieraient à rétablir leurs relations diplomatiques avec les États baltes. Quant à l'URSS, les diplomates français et britanniques s'attendent qu'elle n'oppose pas son veto. Les candidatures devraient donc être approuvées par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, puis par l'Assemblée générale de l'ONU qui se réunira en session annuelle à compter du 17 septembre.

L'admission éventuelle (« qui est pas à l'ordre du jour », rappelle un diplomate occidental) d'autres Républiques qui ont affirmé leur indépendance on sont en passe de le faire si le projet d'« Union d'États souverains » avancé par M. Mikhaïl Gorbatchev est retenu, ne devrait pas poser davantage de problèmes. L'Ukraine et la Biélorussie siègent d'ailleurs déjà à l'ONU depuis 1945, aux côtés de l'Union soviétique qui, souvent, les représentait jusque-là.

## L'avenir de l'URSS au Conseil de sécurité

Lors des accords de Yalta, conclus le 11 février 1945, le maréchal Staline avait en effet obtenu des alliés un traitement de faveur pour les deux Républiques qui avaient subi le plus grand nombre de victimes et de dégâts matériels durant la guerre.

Dans un premier temps, les dirigeants soviétiques avaient réclamé le même privilège pour l'ensemble des quinze « Républiques », mais la menace des États-Unis de demander en contrepartie l'adhésion de ses quarante-neuf « États » de l'époque avait obligé Moscou à se

contenter de ce compromis. La vraie question est de savoir qui, à l'avenir, s'installera dans le siège permanent au Conseil de sécurité aujourd'hui occupé par l'Union soviétique. « Tout dépendra de ce que sera la future Union et de l'influence qu'elle aura sur la politique nucléaire et étrangère du pays, la seule justification du siège de membre permanent et de l'utilisation du droit de veto », estime un ambassadeur.

Pour un autre diplomate, trois hypothèses sont à envisager : une URSS renouée qui conserve son arsenal nucléaire, un accord entre la future Union soviétique - le nouveau pouvoir central - et la Russie sur ce dossier, enfin le transfert à la seule Russie de l'ensemble de la capacité nucléaire aujourd'hui répartie en plusieurs points du pays.

« Dans les deux premiers cas, la situation du Conseil est quasiment inchangée par rapport à ce qu'elle est actuellement. Dans le troisième cas, en revanche, si la Russie occupe le siège permanent de l'Union soviétique, il faudra modifier la Charte des Nations unies en ce sens », explique-t-il. Le risque serait alors de voir s'ouvrir un débat sur la composition du Conseil de sécurité et le privilège accordé aux cinq, héritage de la guerre froide, auquel d'autres (le Japon et l'Allemagne) pourraient opposer leur qualité de grandes puissances économiques.

SERGE MARTI

Les ministres de la CSCE se réuniront le 10 septembre à Moscou. Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, a confirmé qu'une réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) consacrée au droit de l'Homme se tiendra à Moscou du 10 septembre au 4 octobre. Elle sera ouverte par les ministres des affaires étrangères des 35 pays membres (tous les pays européens, les États-Unis et le Canada). Cette réunion était prévue avant la tentative de coup d'État du mois dernier à Moscou. Le président Mikhaïl Gorbatchev devrait ouvrir la séance. M. Baker a manifesté son intention d'assister à l'ouverture de cette conférence. (AFP)

## Le président du RPR ne veut pas « polémiquer » avec M. Giscard d'Estaing

Les jeunes giscardiens ont protesté, mardi 3 septembre, contre l'attitude de M. Jacques Chirac, président du RPR, qui n'a « ni prouvé ni réfuté » son homologues de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, avant de s'envoler, lundi 2 septembre, pour l'Union soviétique. Ils ont estimé que « l'escapade des mousquetaires de l'opposition à Moscou, sous d'Artagnan, monarque d'allure et d'élégance ».

Interrogé depuis la capitale russe, M. Chirac a indiqué sur TF1 qu'il n'avait pas « l'intention de polémiquer sur ce sujet, surtout de Moscou ». M. Chirac cependant avait eu une conversation téléphonique avec M. Giscard d'Estaing la veille de son départ pour l'Union

soviétique, le 1<sup>er</sup> septembre. MM. François Léotard, président d'honneur du RPR, et Pierre Méhaignerie, président du CDS, qui accompagnent le président du RPR, ont laissé entendre qu'ils étaient persuadés, en quittant Paris, que M. Giscard d'Estaing avait été informé de ce déplacement.

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, a indiqué, mardi 3 septembre, qu'il était « souhaitable que des hommes de toutes tendances politiques fassent le voyage de Moscou », même s'il était « fâcheux qu'il s'agisse d'une opération de politique intérieure et de stratégie présidentielle ».

Lire page 27

la chronique de PIERRE GEORGES

## Un entretien avec M. Jean François-Poncet

« Ne donnons pas le sentiment de jouer la dislocation de l'URSS », nous déclare l'ancien ministre des affaires étrangères

M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères, sénateur (Rassemblement démocratique et européen) du Lot-et-Garonne, a accepté de répondre à nos questions concernant notamment les bouleversements en Union soviétique.

« Est-il encore possible d'éviter le démantèlement dans le désordre de l'empire soviétique ? »

« Éviter le démantèlement. C'est en tout cas l'objet de l'« Union d'États souverains » proposée par M. Gorbatchev au Congrès des députés. Si la dislocation de l'empire apparaît inévitable, c'est parce qu'elle correspond, sauf dans certains cas comme celui de la Biélorussie, à des aspirations à l'indépendance très anciennes, très profondes, que des décennies d'oppression n'ont fait qu'exaspérer. Les nationalistes s'installent dans le vide créé par la mort du communisme. Le libéralisme et l'économie de marché sont des notions trop abstraites, trop étrangères à la tradition russe et dont les bienfaits mettent trop longtemps à se manifester. »

« D'autres phénomènes jouent dans le même sens : d'abord la crainte d'un impérialisme russe incarné par Eltsine et que son allusion imprudente à une possible union en cause des frontières de la Fédération de Russie le brutallement ressuscite ; ensuite l'espoir de combattre plus efficacement la crise économique au niveau des Républiques qu'au plan « ingérable » de l'Union. »

« L'URSS dérive-t-elle pour autant vers le chaos ? C'est possible, mais pas certain. Les Républiques connaissent leurs faiblesses. Elles sont conscientes de leur interdépendance, notamment dans les domaines : l'énergie, les transports et la sécurité. »

« C'est pourquoi la tentative de créer, à partir des Républiques, une structure nouvelle, de type confédéral, n'est ni artificielle ni condamnée d'avance. Il est de l'intérêt de

tous, y compris de l'Occident, qu'elle réussisse. »

« Mais ne nous dissimulons pas les obstacles. Les causes de conflit entre les Républiques sont nombreuses. La plus sérieuse est ethnique. Aucune République n'est « homogène ». C'est vrai pour l'Ukraine et le Kazakhstan autant pour le Caucase et les États baltes. Partout il y a d'importantes minorités russes, 25 millions au total. Une évolution « à la yougoslave » est possible. C'est pourquoi il est essentiel que les Républiques aient la sagesse de conclure vite entre elles des accords garantissant leurs frontières et le droit des minorités. C'est par là qu'il faut commencer. »

## « M. Gorbatchev incarne une étape dépassée »

« Pensez-vous que M. Gorbatchev ait condamné à court terme ? Que pourrait être encore un pouvoir fédéral ou confédéral ? »

« De tous les dirigeants soviétiques, Gorbatchev est celui qui continue à inspirer le plus confiance à l'Occident. Mais il incarne une étape désormais dépassée de la transformation de l'URSS : celle de la réforme du communisme. Le putsch manqué a inauguré une phase nouvelle : celle de la liquidation du communisme. M. Gorbatchev peut-il retrouver un rôle en tant que gardien d'une Union transformée ? C'est possible si le président de l'Union est désigné par les Républiques, plus difficile s'il est, dans l'avenir, élu au suffrage universel. »

« M. Gorbatchev est habile, pragmatique. Il a l'art de rebondir. Mais sa popularité est faible. Les derniers événements ne l'ont pas accrue. D'autres candidats se manifesteront. De toute façon, si un pouvoir fédéral ou confédéral se maintient, il reposera davantage sur un rapport de forces entre la puissante Fédération de Russie conduite par M. Eltsine et les autres Républiques, à commencer par l'Ukraine et le Kazakhstan, que sur les décisions du « centre ». »

« Après la reconnaissance des indépendances baltes, quelle position prendre face aux revendications moldaves, ukrainiennes, arméniennes, géorgiennes ? »

« L'Occident a accueilli avec beaucoup de prudence la revendication d'indépendance des pays baltes, bien qu'il n'a jamais admis leur annexion. On le lui reproche. A tort : nul ne peut dire quelle réaction aurait provoqué plus de hâte à Moscou, à une époque où la capacité de réaction des conservateurs était forte. La même retenue s'impose, a priori, pour des Républiques dont l'appartenance à l'URSS n'a jamais été contestée. Ne donnons pas le sentiment de jouer la dislocation de l'URSS. Attendons pour accorder aux Républiques des reconnaissances diplomatiques que la situation se soit clarifiée. Ceci bien entendu ne nous empêche pas de développer immédiatement des rapports directs avec ces Républiques sur le plan économique, et sur celui de l'aide humanitaire. »

« Quels problèmes de sécurité posent aux pays occidentaux les derniers événements d'URSS ? »

« La dévolution du formidable arsenal nucléaire soviétique est, à juste titre, au centre de toutes les préoccupations. Les Républiques sont d'accord pour en confier la responsabilité et le contrôle à l'Union. Si l'ordre est maintenu en URSS, il n'y aura rien à craindre. Mais qu'advient-il si le désordre s'installe, ou si des conflits interethniques éclatent ? Les risques paraissent limités pour l'arsenal lourd - les fusées intercontinentales - difficile à transporter et à maîtriser. Ils sont beaucoup plus réels pour des milliers d'armes nucléaires tactiques, plus faciles à dérouter, à démonter ou à vendre. Des acheteurs existent, au Moyen-Orient ou en Asie du Sud. La plus extrême vigilance s'impose de la part de l'Occident. »

« Comment se pose aujourd'hui la question de l'aide occidentale ? Faut-il un nouveau sommet des Sept après celui, annoncé, des Douze ? »



Je ne suis pas sûr qu'un sommet des Sept soit utile. Il susciterait plus d'espoirs dans l'opinion soviétique qu'il ne pourrait en satisfaire.

Faut-il relancer l'idée de confédération comme cadre d'accueil des nouvelles indépendances ?

« Gardons-nous de lancer à la hâte, pour « occuper le terrain » diplomatique, des idées non concertées avec nos principaux partenaires européens. En soi, l'idée d'offrir aux nouveaux États d'Europe centrale et orientale une structure d'accueil était bonne. Mais la confédération proposée par le président de la République avait, à mon avis, deux défauts rédhibitoires. D'une part, elle incluait l'URSS et excluait les États-Unis, ce qui aurait créé un déséquilibre inacceptable pour les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale qui redoutent le

retour en force de leur voisin soviétique. D'autre part, l'orientation entre la confédération et la Communauté n'apparaissait pas clairement. L'échec du projet laisse malheureusement l'Europe sans idée claire quant à son organisation future. C'est une grave lacune qu'il faudrait rapidement combler. »

## Quelle évolution pour la Communauté ?

« Quel est votre avis sur la politique française dans l'affaire soviétique ? »

« Je regrette que le débat sur la politique française ne porte que sur certaines réactions qui se sont produites à chaud, et non sur le fond des choses. Or l'effondrement du communisme pose à l'Europe une question cruciale dont on parle peu et mal : celle de son architecture future et, à travers elle, de son rôle dans le monde du vingt et unième siècle. »

« La seule structure qui actuellement possède une constance économique et politique véritable, la seule qui ait un avenir, c'est la Communauté des Douze. La CSCE n'est qu'une mosaïque incohérente. L'OTAN, une survivance historique utile, mais que le retrait des forces américaines d'Europe videra peu à peu de son contenu. »

« Le vrai problème est celui de l'évolution future de la Communauté. Or la conception qui tend à s'imposer est suicidaire. Elle consiste à projeter sur l'avenir le schéma du passé : celui des deux élargissements qui ont successivement porté la Communauté de six à neuf et à douze membres. De là à conclure que la vocation de la Communauté est d'accueillir, par un processus de croissance « linéaire », toutes les candidatures qui se présenteront, il n'y a qu'un pas, que certains franchissent déjà en esprit et en paroles. »

« On verrait ainsi adhérer à la Communauté dans un ordre et à des dates qui restent à préciser : les trois pays scandinaves, les trois Républiques baltes, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Suisse, les trois ou qua-

tre États successeurs de la Yougoslavie, l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie... et, pourquoi pas, les dix Républiques russes ainsi que la Turquie ! Au nom de quoi, d'ailleurs, accueillerait-on un seul nouvel État - par exemple l'Autriche - et exclurait-on les autres, dès lors qu'ils rempliraient les conditions ? »

« Une Communauté de quarante États pourrait-elle être autre chose qu'une zone de libre-échange... et encore ! Quelle serait la capacité de décision et le poids sur la scène du monde de cette « ONU européenne », sans Conseil de sécurité ? Doit-on vraiment laisser la Communauté dériver vers une balkanisation généralisée, avec des conséquences parfaitement prévisibles : domination de l'Allemagne, coalitions de revers, etc. »

« Il est urgent de proposer autre chose (une structure à deux étages, une Communauté de fédérations), qui satisfasse aux légitimes aspirations des nouvelles démocraties de l'Est, tout en préservant les virtualités fédérales et le rôle mondial de l'Europe des Douze face au Japon et aux États-Unis. La responsabilité en incombe à la France et à l'Allemagne. S'en soucient-elles ? La France est-elle prête à unir sans arrière-pensée son destin à celui de la RFA, ou la réunification l'incite-t-elle à jouer, face à l'Allemagne, plusieurs jeux à la fois ? »

« Est-elle prête à faire réellement évoluer les institutions de la Communauté dans un sens fédéral, en étendant les votes à la majorité à la politique étrangère, en créant un exécutif, en donnant au Parlement un véritable pouvoir de codécision législative ? Ou continuera-t-elle à s'enfermer dans d'obscurs combats d'arrière-garde ? C'est de la réponse à ces questions-clés que dépendra, le moment venu, mon jugement sur la politique française et non de telles ou telles prises de position plus ou moins heureuses. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC

مركز من الأصول



Les ministres de la Défense ont tenu leur 10<sup>e</sup> réunion le 10 septembre à Paris. Ils ont discuté de la situation en Europe et de la coopération avec les États-Unis.

Le général Novojilov a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le général Novojilov a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le général Novojilov a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le général Novojilov a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le général Novojilov a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le général Novojilov a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le général Novojilov a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le général Novojilov a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

# EN UNION SOVIÉTIQUE

## « La moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch »

nous déclare leur commandant, le général Novojilov

Dans l'imposant bâtiment de briques rouges datant de l'époque des tsars, au centre de Khabarovsk, qui abrite le quartier général de la région militaire d'Extrême-Orient, le général Victor Ivanovitch Novojilov est à la tête du plus important commandement de la partie orientale de l'URSS. Dans la hiérarchie militaire, ce commandement constitue un échelon vers les plus hautes fonctions : la présidence du général Novojilov était le général Molotov, ex-chef d'état-major, qui succédait lui-même au maréchal Javov, ex-ministre de la Défense et membre de la junte, qui tenta de prendre le pouvoir le 19 août dernier. Dans un entretien avec « Le Monde », le général Novojilov a déclaré qu'il avait refusé de suivre les putschistes, mais que la moitié de ses hommes étaient favorables au coup d'état.

**KHABAROVSK**  
de notre envoyé spécial  
A dix mille kilomètres de Moscou, les généraux responsables de cette région stratégique disposent traditionnellement d'une autonomie plus grande que dans la partie occidentale du pays. Le général Novojilov a déclaré que la moitié de ses hommes étaient favorables au coup d'état.

### M. Eltsine se défend d'avoir des visées « imperialistes »

M. Gorbatchev, au cours de son intervention, a déclaré que « toute volonté d'extension serait vouée à l'échec », n'est-il dit, car dans ce cas « le peuple ne soutiendrait pas le Congrès ». Un député exprimait les choses encore plus clairement : « Si nous n'acceptons pas le projet, les Républiques nous rejeteront comme le peuple nous a déjà rejetés ».

Autre signe de déclin de ce Congrès selon ce qu'on veut décider : ne lui demander même pas son avis sur la reconnaissance des pays baltes. Devant un groupe de journalistes, M. Gorbatchev a estimé en substance que le Congrès, appelé à prendre des décisions engageant « l'avenir du monde entier », n'avait pas le droit de se préoccuper de détails. Ce n'est pas une manière très particulière d'exprimer les choses. Selon un député estonien, M. Gorbatchev aurait annoncé à une délégation de sa République qu'il

rendu au Japon en juin dernier. Évoquant les problèmes stratégiques de l'Extrême-Orient comme ceux de l'armée, il a répondu, lundi 2 septembre, aux questions du monde :  
« Quelle Japon tirez-vous du coup d'état du 19 août ? »  
« Aujourd'hui encore, il est difficile de dire que l'armée a soutenu la junte, ou inversement qu'elle s'est ralliée entièrement au président Eltsine. Les réactions ont été diverses et souvent ambiguës. Pour ma part, j'ai fait clairement savoir à Moscou que je refusais d'engager mes troupes dans une aventure politique, et j'ai ordonné à tous les commandements sous mes ordres de ne prendre aucune initiative ».

« Certains de mes officiers ont adopté une attitude différente et manifesté leur soutien à la junte. C'était leur droit, en tant qu'individus, mais en aucun cas ils ne devaient engager leurs troupes. J'ai personnellement mis en garde par téléphone le commandant des unités de Komsomolsk-sur-Amour (le Monde daté 1-2 septembre), qui essayait de faire pression sur les autorités locales et de mettre en place un comité d'état d'urgence, l'avertissant qu'il serait sur l'heure démis de ses fonctions s'il ne cessait pas immédiatement de telles activités ».

« Avez-vous reçu des ordres de la junte ? »  
« Oui. Provenant du maréchal Javov, aux termes desquels je devais agir en tant que gouverneur militaire de la région. J'avais pour instructions de fermer les organes d'information et de déployer des troupes aux points stratégiques de la ville. J'ai fait savoir à Moscou que ces tâches ne relevaient pas de mes fonctions et que la situation à

rencia la Lituanie. Pour le reste, on peut envisager bien des formes de participation à ce que M. Eltsine appelle la future « Communauté libre d'États souverains ». « Il peut y avoir des Républiques indépendantes, qui tiennent à des liens confédéraux ou fédéraux, ou bien se contentent d'un « statut de membre associé (...) mais il faut qu'elles fassent partie d'un système économique quelconque ».

« Entre « bonne nouvelle » : « L'État russe a choisi la démocratie et la liberté. Il ne sera jamais ni un empire, ni un frère d'élite, ni un frère cadet. Il sera un égal entre les égaux. » Des propos qui valent ce qu'ils valent, mais qui étaient nécessaires après la grave maladresse qu'avait été une semaine plus tôt la menace d'une révision des frontières. Et des paroles auxquelles le président du Parlement arménien Ter Petrossian donnait une crédibilité en affirmant de son côté que « le chauvinisme de grande puissance et l'imperialisme n'ont rien de russe ».

M. Eltsine s'est aussi voulu rassurant sur ce qu'inquiète le plus les Occidentaux : les forces nucléaires de l'Ex-URSS. Mais il n'a pas vraiment levé toutes les ambiguïtés en déclarant que « le

politiques au sein des forces armées ont été démis de leurs fonctions, et toutes les organisations dont ils avaient la charge ont été dissoutes ».

« Pensez-vous que l'armée soit amenée, dans l'avenir, à avoir un rôle politique et qu'un nouveau putsch soit possible ? »  
« L'armée ne doit en aucun cas être mêlée à des questions politiques. Pour ma part, je ne pense pas qu'un nouveau putsch soit possible. De telles tentatives sont vouées à l'échec, et le coup d'état du 19 août a été une leçon pour les officiers qui pourraient être tentés par l'avenir politique ».

« Les États-Unis demeurent un ennemi potentiel »

« Avez-vous le sentiment de vivre le mort du socialisme, la désintégration de l'Union soviétique ? »  
« Ce sont deux choses différentes. Il y a longtemps que l'on ne nourrit plus d'illusions sur le socialisme. Mais l'Union soviétique, elle, n'est pas morte. Nous devons au contraire faire tout ce qui est possible pour éviter une désintégration qui risquerait, si elle n'est pas arrêtée ou contrôlée, de conduire à une déstabilisation de tout le pays. Le démantèlement de l'Union engendrerait de graves problèmes en matière de sécurité ».

« Joutant le Chine, faisant face au Japon et aux États-Unis dans le Pacifique, l'Extrême-Orient soviétique a toujours été une région stratégique de première importance pour l'URSS. En dépit de la fin de la guerre froide, demeure-t-elle une zone de tension ? »  
« Non. Mais l'on ne peut pas dire pour autant que le processus engagé en Europe soit aussi avancé en Extrême-Orient. Des évolutions se dessinent : nos relations avec la Chine s'améliorent, inversement, la tension persiste dans la péninsule coréenne. Jusqu'à un certain point, en outre, les États-Unis demeurent un ennemi potentiel, en raison de leur forte concentration de puissance militaire dans la région ».

« La Chine ne constitue-t-elle plus un risque ? La frontière est-elle redevenue celle de l'amitié, comme on disait dans les années 50 ? »  
« Non. A court terme, certes, nous ne considérons plus la Chine comme un ennemi potentiel. Mais des forces importantes restent stationnées de part et d'autre de la frontière. Il faudra encore beaucoup de temps pour qu'on reparte de la « frontière de l'amitié ».

« Une commune pauvreté »  
Un peu plus tard, M. Gorbatchev prenait à son tour la parole devant les députés. Une intervention au ton énergique, ponctuée de force gestes, mais assez décousue, et commençant comme d'habitude par un plaidoyer pro domo et des remarques sur l'œuvre « pénible » de ces dernières semaines. Pour le reste, c'est-à-dire pour l'essentiel, l'avenir du pays, M. Gorbatchev a paru à peu près à l'unisson de M. Eltsine : la future Union pourra être « fédérative sur certaines questions, confédérative sur d'autres, associative pour d'autres encore : je pense que la formule d'Union des États souverains permettra tout cela ». Il y a tout de même une nuance, ne serait-ce que de vocabulaire, puisque M. Gorbatchev parle toujours d'« Union » alors que M. Eltsine préfère le mot « communauté » (Sodruzestvo, terme que l'agence Tass traduit en anglais par Commonwealth).

« Que pourrait être ce Commonwealth ? »  
« C'est une question à laquelle on ne peut pas répondre maintenant. Mais elle est importante. Elle concerne l'avenir de notre pays ».

« MEXIQUE : décès de M. Alfonso Garcia Robles, prix Nobel de la paix 1982. - Ancien ministre mexicain des affaires étrangères et prix Nobel de la paix en 1982 (avec le Soudais Alvar Myrdal), M. Alfonso Garcia Robles est décédé dans la nuit de lundi 2 à mardi 3 septembre à l'âge de 80 ans, des suites d'une opération. Apôtre du désarmement, il fut l'inspirateur et le négociateur du traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation de l'Amérique latine, signé en 1967. Il avait auparavant été directeur de la division des affaires politiques du secrétariat des Nations unies. Alfonso Garcia Robles a écrit une vingtaine d'ouvrages, parmi lesquels le Panaméricanisme et la politique de bon voisinage. - (AFP) »

« PHILIPPINES : six cents morts depuis le réveil du volcan Pinatubo. - Neuf personnes de la tribu Aeta, qui vivaient sur les pentes du volcan philippin Pinatubo, viennent de mourir dans des centres d'évacuation. Ces décès portent à 598 le nombre des victimes directes ou indirectes du volcan qui s'est réveillé le 14 juin dernier, après un sommeil de près de six siècles. L'activité du Pinatubo, situé à quelque 80 kilomètres au nord-ouest de Manille, a déjà entraîné à l'évacuation d'un million de personnes. - (AFP) »

« PANAMA : le gouvernement veut que Manuel Noriega soit jugé dans son pays pour quinze assassinats. - Le gouvernement panaméen a indiqué qu'il « exigera » que Manuel Noriega, dont le procès pour trafic de drogue devait commencer mercredi 4 septembre à Miami (Floride), soit jugé au Panama pour quinze accusations d'assassinats. Le général Noriega,

### Cent sous-marins, trois cents chasseurs et 320 000 hommes

**KHABAROVSK**  
de notre envoyé spécial  
La région militaire d'Extrême-Orient est l'une des plus importantes de l'URSS, tant par la superficie que par le nombre des troupes qui y sont déployées. Elle s'étend du détroit de Béring au sud, sur la frontière chinoise au sud. Sur le plan stratégique, l'armée rouge y est confrontée à la Chine - le long de 3 200 kilomètres de frontières - au Japon et aux États-Unis.

Dans le cadre du programme annoncé par M. Gorbatchev dans son discours de Vladivostok, en juillet 1986, la région militaire a actuellement la tâche d'un double mouvement : réduction du nombre de divisions qui y sont stationnées, renforcement qualitatif de celles qui y demeurent. De 200 000 hommes, l'armée de terre n'en compte plus aujourd'hui que 140 000. Mais, si l'on inclut la marine et l'aviation, les effectifs totaux atteignent 320 000 hommes, les 25 000 garde-frontières exclus.

Dans l'ensemble des régions militaires orientales (Extrême-Orient, Transbaïkalie) et en Mongolie, plus de 480 000 soldats sont stationnés ; 130 000 ont été retirés. La région d'Extrême-Orient a reçu une partie des armements retirés de la partie occidentale de l'Union et d'Europe de l'Est, notamment

des chars T 80 auparavant déployés en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Trois mille blindés datant des années soixante seront détruits. L'URSS renforce surtout son armée de l'air et sa marine. Selon l'Agence de défense japonaise, l'aviation compte plus de trois cents chasseurs modérans (Mig-29, Mig-31, Su-24 et Su-27). La flotte d'Extrême-Orient, la plus puissante des quatre dont dispose l'URSS, compte deux porte-avions, quinze croiseurs et cent sous-marins. Ses bases s'étendent depuis Petropavlovsk, au Kamchatka jusqu'à Camranh, au Vietnam.

Ph. P.

### Poncet

ministre des affaires étrangères

Le ministre des affaires étrangères a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le ministre des affaires étrangères a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le ministre des affaires étrangères a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

Le ministre des affaires étrangères a déclaré que la moitié des forces armées d'Extrême-Orient étaient favorables au putsch.

### EN BREF

« ALBANIE : déboulonnement de la dernière grande statue d'Enver Hoxha. - La dernière grande statue de l'ancien dictateur albanais, Enver Hoxha, a été retirée, lundi 2 septembre, du musée qui lui était consacré à Tirana. Le déboulonnage de la statue a été précédé d'une visite du président du Conseil italien, M. Giulio Andreotti. »

« BRÉSIL : le président Fernando Collor de Mello se réconcilie avec sa femme. - Le président Fernando Collor de Mello s'est réconcilié publiquement, mardi 3 septembre, avec son épouse Roseane, qui s'était démissionnée pour cause de scandale de la présidence de la principale institution de bienfaisance du pays (le Monde du 4 septembre). Cette réconciliation a eu lieu lors de la cérémonie officielle de la démission de M. Collor de Mello de la présidence de la Légion brésilienne d'assistance (LEBA), à la suite d'un scandale l'accusant de détournement de fonds au profit de proches et d'un candidat aux élections dans sa région natale. - (AFP) »

« CHILI : le général Pinochet critiqué pour ses propos « cruels ». - Le gouvernement du président Patricio Aylwin a qualifié, mardi 3 septembre, de « cruels » les propos tenus la veille par le général Pinochet, qui avait considéré

comme « une économie » la présence de deux cadavres par cercueil dans une partie du cimetière de Santiago, où les corps d'une centaine de victimes disparues sous la dictature militaire avaient été découverts (le Monde du 4 septembre). Les partis de la majorité présidentielle ont dénoncé cette « monstruosité », tandis que la droite a « déploré » les propos du général qui a en outre adressé ses « félicitations aux chercheurs de cadavres ». - (Corresp.) »

« CUBA : Régis Debray respecte la décision de Fidel Castro d'être « le dernier communiste du monde ». - Dans une interview à la télévision nationale chilienne, l'écrivain Régis Debray a déclaré, mardi 3 septembre, qu'il respectait la décision du président cubain Fidel Castro « de rester le dernier communiste du monde », tout en estimant qu'il faudrait « consulter la population cubaine pour savoir si elle souhaite que Cuba reste le dernier bastion du communisme ». »

« ÉTATS-UNIS : vingt-cinq morts dans l'explosion d'une mine agro-alimentaire. - L'explosion et l'incendie d'une usine agro-alimentaire ont fait 25 morts et 41 blessés, mardi 3 septembre, à Hamlet en Caroline-du-Nord. Le bilan pourrait encore s'alourdir : une centaine de personnes se trou-

### PARTIE DE CHASSE (1983) ÉPITAPHE (1990)

LE LIVRE DE ENKI BILAL ET PIERRE CHRISTIN, deux fois prophétique sur la perestroïka et la fin du communisme. édité chez LES HUMANOIDES ASSOCIÉS







reglement  
pour le 7 septembre

ROMANIE  
L'ancien ministre de la Justice a été condamné à un an de prison pour escroquerie

Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, a été reçu, mardi 3 septembre, par le secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, M. Perez de Cuellar. Le ministre marocain a exprimé sa satisfaction de voir le secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, M. Perez de Cuellar, qui a confirmé à M. Filali la volonté de son pays de respecter le cessez-le-feu qui sera proclamé, vendredi 6 septembre, entre les troupes de son pays et celles du Front Polisario. Un premier contingent d'observateurs militaires de l'ONU, au nombre d'une centaine, plus le personnel d'accompagnement - soit au total 240 personnes - sera à pied d'œuvre vendredi pour commencer à surveiller les dispositions du cessez-le-feu, a précisé M. Filali.

Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, a été reçu, mardi 3 septembre, par le secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, M. Perez de Cuellar. Le ministre marocain a exprimé sa satisfaction de voir le secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, M. Perez de Cuellar, qui a confirmé à M. Filali la volonté de son pays de respecter le cessez-le-feu qui sera proclamé, vendredi 6 septembre, entre les troupes de son pays et celles du Front Polisario. Un premier contingent d'observateurs militaires de l'ONU, au nombre d'une centaine, plus le personnel d'accompagnement - soit au total 240 personnes - sera à pied d'œuvre vendredi pour commencer à surveiller les dispositions du cessez-le-feu, a précisé M. Filali.

## EUROPE

ALLEMAGNE : rentrée difficile pour le chancelier Kohl

### La CDU face aux conséquences de la réunification

La rentrée parlementaire allemande a eu lieu mardi 3 septembre à Bonn avec le débat sur le projet de budget du gouvernement pour 1992. Présenté par le ministre des finances, M. Theo Waigel, ce projet prévoit un montant de dépenses de 422 milliards de deutschemarks, en augmentation de 3 %, dont 109 milliards pour l'est de l'Allemagne. Le déficit doit être limité à 50 milliards de deutschemarks. La rentrée politique est dominée par les problèmes de la CDU dans les Länder de l'Est.

BONN

de notre correspondant

Défaites en série lors des élections régionales du printemps, chute libre dans les sondages : le parti chrétien-démocrate, qui avait remporté triomphalement les premières élections de la nouvelle Allemagne, en décembre dernier, sous la direction d'un chancelier sûr de son fait, a décliné du mal à digérer la réunification. Dans les Länder de l'ouest de l'Allemagne, l'image du parti est tombée au plus bas, et à l'est les déceptions sont massives. Dirigants de l'Ouest et de l'Est s'impudent réciproquement la responsabilité de cette situation.

Rien n'est encore dramatique. Dans les intentions de vote, chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates sont au coude à coude à

40 %, si l'on en croit le dernier baromètre de la chaîne de télévision ZDF. Les prochaines échéances électorales importantes sont encore loin et l'on s'emploie dans les états-majors à redéployer les stratégies. La CDU souffre cependant d'un double handicap par rapport au SPD, qui a connu ces dernières années un renouvellement en profondeur de ses cadres. Neuf ans après l'arrivée du chancelier Kohl à la tête du gouvernement, on lui reproche de n'être plus qu'une machine électorale tournant à vide. Elle a peu d'attrait pour les jeunes, et les fédérations régionales manquent de personnalités d'avenir.

A l'est, la popularité dont a joui la CDU lors de la réunification s'est brutalement effondrée. Le parti chrétien-démocrate paie aujourd'hui le prix de ce succès trop rapide, qui l'avait obligé, faute de mieux, à associer son organisation dans les nouveaux Länder sur l'ancien appareil de la CDU de RDA, marqué par ses années de collaboration avec le régime communiste. Le SPD au contraire, qui a dû se reconstruire de toutes pièces dans les provinces orientales, peut se prévaloir aujourd'hui de personnalités au-dessus de tout soupçon, comme le ministre-président de Brandebourg, M. Manfred Stolpe, et le vice-président du SPD, M. Wolfgang Thierse.

L'offensive de M. Rühne

L'été politique allemand se passe rarement sans quelques orages. Le dernier a été provoqué par le secrétaire général de la CDU, M. Volker Rühne, un proche du chancelier Kohl, qui a mis les pieds dans le

plat au début du mois d'août en estimant qu'il fallait procéder à un sérieux ménage à la tête des fédérations du parti à l'est. C'était une véritable déclaration de guerre à l'encontre des dirigeants chrétiens-démocrates de l'est et en particulier de M. Lothar de Maizière, vice-président du parti, soit le numéro deux derrière M. Helmut Kohl. Arrivé faute de mieux à la tête de la CDU de l'est après la chute de l'ancien président Gerald Götting, M. de Maizière s'était retrouvé en charge du dernier gouvernement de RDA après la victoire de la CDU aux élections de mars 1990. Outre que ses rapports avec M. Volker Rühne ont toujours été détestables, il n'a jamais réussi à se débarrasser du soupçon d'avoir collaboré plus que nécessaire avec l'ancienne police politique, la STASI.

Lors de la constitution des nouveaux Länder, les dirigeants de la CDU de l'Ouest n'avaient pu empêcher M. de Maizière et ses anciens amis de la vieille CDU de l'est de prendre les choses en main et de se distribuer les postes. En juillet dernier, le ministre-président de Saxe-Anhalt, M. Gerd Gies, était contraint à la démission, convaincu d'être arrivé au pouvoir par des méthodes dignes de l'ancien régime communiste, en disqualifiant ses adversaires par des fausses rumeurs. Il est toujours président de la fédération régionale. L'effet sur l'électorat est catastrophique. Le parti ne cesse de perdre des militants.

L'actuel ministre fédéral des transports, M. Günther Krause, négociateur des accords de réunification côté Est et président de la

fédération de Mecklembourg, n'a pas meilleure image. Accusé d'avoir distribué des marchés publics dans des conditions troubles, M. Krause n'est guère aimé à Bonn où on lui reproche ses méthodes autoritaires. Devant les attaques du secrétaire général de la CDU, M. de Maizière, qui dirige la fédération de Brandebourg, et ses amis ont tenté de faire jouer la solidarité de l'est contre l'Ouest. M. de Maizière a menacé de démissionner de tous ses mandats et accusé la CDU de l'Ouest d'avoir empêché des millions de marks de la CDU de l'est. Cédant aux injonctions du chancelier, il est revenu cette semaine sur ces déclarations en affirmant s'être trompé. Nul ne donne plus cher de son avenir politique, M. Krause, sentant le vent tourner, se prononce désormais lui aussi pour un renouvellement des cadres du parti dans les nouveaux Länder.

Le problème sera de trouver des hommes pour la relève. Les appareils au sein du parti, comme en témoigne la bataille que mène depuis l'année dernière l'ancien ministre de la CDU de Saxe, derrière le jeune secrétaire général du gouvernement saxon, M. Arnold Vitz, venu à la politique par l'opposition au régime communiste et le mouvement Neues Forum. Avec leur appui, la centrale chrétienne-démocrate de Bonn avait imposé la candidature l'année dernière à la tête du gouvernement de Saxe de M. Kurt Biedenkopf, venu de l'Ouest, le plus populaire des dirigeants chrétiens-démocrates à l'est. M. Vitz et ses amis ont pris fait et cause pour la croisade de Volker Rühne.

HENRI DE BRESSON

## PROCHE-ORIENT

LIBAN : sortant de la réserve qui lui est imposée

### Le général Aoun invite ses compatriotes à changer « l'amère réalité »

Moins d'une semaine après avoir bénéficié au Liban d'une « grâce amnistiant », assortie d'une mesure d'exil de cinq ans et d'une interdiction de toute activité politique, le général Michel Aoun est sorti de sa réserve pour lancer une violente attaque contre les gouvernements de Damas et de Beyrouth.

Dans un message manuscrit, daté du 2 septembre, de Marseille, et publié en première page par le journal libanais indépendant *Al-Nahar*, le général accuse le gouvernement libanais d'avoir livré le pays à la Syrie, pour en faire une « région administrative syrienne ». « Le gouvernement libanais n'existe pas, c'est un cabinet de marionnettes qui doit être éliminé », écrit le leader chrétien, qui invite les Libanais à changer « l'amère réalité », l'amère réalité, à l'influence syrienne.

Al-Nahar publie également un long papier de son correspondant à Marseille, qui affirme avoir rencontré le général Aoun dans la villa où il réside depuis vendredi. Selon le journal, le général rejette l'amnistie spéciale qui lui a été octroyée, la qualifiant « d'antilois » émanant d'un gouvernement qu'il ne reconnaît pas. Pour le général Aoun, il n'est pas nécessaire de former un gouvernement en exil car, selon lui, son cabinet existe toujours et « peut être élargi ». - (AFP, Reuters)

IRAK

### Promulgation d'une nouvelle loi sur le multipartisme

Le Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance politique en Irak, a promulgué mardi 3 septembre la loi définissant les modalités de l'instauration du multipartisme dans le pays.

Ce texte autorise la formation de partis politiques d'opposition, mais leur interdit toute activité au sein de l'armée. En restant le seul parti autorisé au sein de celle-ci et des forces de sécurité, le Baas conserve un avantage décisif. La loi avait été adoptée par le Parlement le 4 juillet dernier et attendue le 24 août pour empêcher que les nouveaux partis puissent concurrencer sérieusement le parti au pouvoir.

Sont en outre interdits les partis qui prônent « l'islamisme, la religion, le racisme ou le sectarisme ». Cette interdiction vise en particulier le parti islamiste Daawa, particulièrement influent dans le Sud chite, et le Parti communiste. Enfin, le CCR se réserve le droit de dissoudre tout parti qui viole la loi. - (AFP, Reuters, AP)

## AFRIQUE

MAROC

### Le roi Hassan II s'engage à respecter le cessez-le-feu au Sahara occidental

Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, a été reçu, mardi 3 septembre, par le secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, M. Perez de Cuellar. Le ministre marocain a exprimé sa satisfaction de voir le secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, M. Perez de Cuellar, qui a confirmé à M. Filali la volonté de son pays de respecter le cessez-le-feu qui sera proclamé, vendredi 6 septembre, entre les troupes de son pays et celles du Front Polisario. Un premier contingent d'observateurs militaires de l'ONU, au nombre d'une centaine, plus le personnel d'accompagnement - soit au total 240 personnes - sera à pied d'œuvre vendredi pour commencer à surveiller les dispositions du cessez-le-feu, a précisé M. Filali.

De son côté, Hassan II a adressé, mardi, un message au secrétaire général de l'ONU pour attirer son attention sur le déploiement d'éléments du Front Polisario, à une dizaine de kilomètres à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du Sahara occidental. « Le Maroc pourrait

entreprendre des opérations de police et de nettoyage », précise le souverain marocain, « afin de garantir le cessez-le-feu et aux étapes ultérieures, du plan de paix toutes les chances de réussite ». - (AFP, AP)

M. Abraham Serfaty menace d'observer une grève de la faim. Condamné en 1977 à la prison à vie, M. Abraham Serfaty a menacé d'observer une grève de la faim illimitée à partir du 1<sup>er</sup> octobre si son épouse française n'est pas de nouveau autorisée à lui rendre visite. Dans une lettre ouverte publiée mardi 3 septembre, il rappelle que sa femme est interdite de quitter le Maroc depuis un mois « bien qu'elle ne s'immisce pas dans les affaires intérieures » de ce pays. M. Serfaty avait récemment déclaré que cette mesure avait été prise parce qu'elle avait évoqué le sort des prisonniers détenus dans le pénitencier secret de Tazmamart. - (AFP)

CAMEROUN

### Assassinat de Mgr Plumey ancien archevêque de Garoua

Mgr Yves Plumey, soixante-dix-huit ans, originaire de Vannes, a été assassiné dans sa résidence, à N'Gaoundéré, dans le nord du Cameroun, probablement par des cambrioleurs, a annoncé, mardi 3 septembre, la radio nationale. Arrivé au soir 1946, ancien archevêque

de Garoua, Mgr Plumey avait fondé une mission destinée à évangéliser les populations sous influence islamique puis créé un collège dans lequel la plupart des hauts cadres du pays ont fait leurs études, y compris des membres du gouvernement. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD : pas d'amnistie pour les trois détenus d'extrême-droite grévistes de la faim. - Le président Frederik de Klerk exclut d'amnistier les trois détenus d'extrême-droite en grève de la faim, a annoncé, mardi 3 septembre, M. Nelson Mandela, président du Congrès national africain (ANC) à l'issue d'une entrevue avec le chef de l'Etat. M. Mandela est intervenu en faveur de ces détenus, membres d'un parti néo-fasciste, qui sont inculpés de deux attentats, à la bombe ayant fait, l'un d'eux, un mort et trois blessés. Les autorités leur avaient offert la possibilité d'être remis en liberté sous caution. - (AFP)

ZAIRE : les manifestations à Kinshasa « préoccupent » la Belgique. - Dans un message adressé, mardi 3 septembre, aux autorités zairoises, le ministre belge des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, s'est déclaré « très préoccupé » par les violentes manifestations qui avaient eu lieu, la veille, à Kinshasa, et au cours desquelles au moins trois personnes auraient trouvé la mort. Il a souhaité la « poursuite rapide et effective des travaux de la Conférence nationale », jugeant urgente la « mise en place de nouvelles politiques en coopération étroite avec la FMI ». - (AFP)

## ASIE

CHINE : en visite à Pékin

### M. John Major a tenu un discours très ferme sur les droits de l'homme

Premier chef de gouvernement occidental à effectuer une visite officielle à Pékin depuis les événements de la place Tiananmen, M. John Major a tenu aux dirigeants chinois un discours énergique sur la nécessité pour la Chine de veiller au respect des droits de l'homme, déclarant notamment à son homologue chinois, M. Li Peng, que « le monde n'a pas oublié juin 1989 ».

PÉKIN

de notre correspondant

La presse britannique avait tiré à boulets rouges sur le premier ministre pour sa décision de se rendre en Chine, prise avant les événements de Moscou mais qui, à leur lumière, apparaissait comme un cadeau royal à Pékin. Aussi M. Major a-t-il jugé nécessaire d'adopter, dans la façade publique de sa visite tout au moins, un ton nettement plus énergique face à la direction communiste chinoise que ce à quoi avait habitué M. Margaret Thatcher.

Dressant, mardi 3 septembre, le bilan de ses entretiens avec les plus hauts dirigeants chinois, le premier ministre britannique a déclaré qu'il leur avait exprimé « de façon parfaitement claire l'attachement de la communauté mondiale » à un assouplissement politique en Chine. « Il y a un mouvement mondial vers la démocratie », a-t-il souligné, « et cela ne va pas disparaître ».

M. Li Peng n'a pas été invité à Londres

En conséquence, l'Occident attend de Pékin « des réponses » aux questions posées, en particulier sur le sort d'un certain nombre de dissidents emprisonnés, ainsi que sur la situation au Tibet. M. Major a ajouté que les Occidentaux se devaient d'exercer sur Pékin « une pression sans relâche », dont il a relevé qu'elle avait donné des résultats en URSS.

Le volet droits de l'homme venait en contrepoint du dossier principal de cette visite : M. Major a signé avec les Chinois un mémorandum sur la construction du futur aéroport international, qui fait depuis plus d'un an l'objet de nombreuses passes d'armes entre Londres et Pékin. Ce texte est présenté comme une garantie que la Chine s'engage à préserver le rôle de centre d'attraction international du territoire, condition

sine qua non de la poursuite de son expansion économique. M. Major s'est dit confiant que, après ces discussions, c'est bien le gouvernement britannique, et non la Chine populaire, qui est responsable de Hongkong jusqu'à sa rétrocession à Pékin en 1997. Les deux pays se sont toutefois mis d'accord pour « se consulter et coopérer étroitement » d'ici là, de façon que la transition se fasse sans heurts.

Ni le mémorandum, ni cette volonté de consultations ne devaient rassurer les milieux libéraux de Hongkong, qui considèrent que Londres a de facto reconnu à Pékin un droit de regard, voire de veto, sur les affaires importantes de la colonie britannique avant même la rétrocession. Cependant, M. Major a obtenu deux concessions notables : l'accord pour la constitution d'un tribunal d'appel suprême dont la Chine ne voulait pas auparavant, et un feu vert pour que Hongkong puisse négocier indépendamment de Pékin des accords de promotion et de protection des investissements avec des partenaires extérieurs.

Evocant les questions de ventes d'armes, M. Major a estimé possible que les Chinois signent d'ici la fin de l'année le traité de non-prolifération auquel ils s'étaient déjà engagés à adhérer en recevant, le mois dernier, le premier ministre japonais. Il a jugé qu'il y avait des « échanges réalistes d'obtenir le soutien de la Chine » à ses propres initiatives visant à instituer un système d'enregistrement mondial des ventes d'armes. Cependant, la position exprimée par Pékin dans ses propres comptes-rendus des entretiens laisse apparaître une certaine crainte de voir ses exportations plus particulièrement soumises à un contrôle dans l'hypothèse où un tel système serait mis en place.

La visite de M. Major, qui a quitté Pékin pour Hongkong mercredi, a été présentée comme la marque d'une normalisation complète des relations sino-britanniques après le froid causé par les événements de 1989. Toutefois, il n'a toutefois pas été relevé que, si le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, était invité à se rendre à Londres au printemps

prochain, le premier ministre britannique s'était, lui, refusé à inviter son homologue M. Li Peng pour une visite de retour. L'espoir demeure que, d'ici quelques mois, un nouveau titulaire moins marqué par Tiananmen puisse sceller la réconciliation sino-britannique.

FRANCIS DERON

Le dalaï-lama estime que « les jours du régime communiste en Chine sont comptés ». En visite à Vienne, le dalaï-lama a été reçu lundi 2 septembre par le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, qui a exprimé ses « profonds regrets concernant les violations des droits de l'homme au Tibet ». Le chef spirituel tibétain a déclaré que « les jours du régime communiste en Chine sont comptés ». D'autre part, selon son représentant en Suisse, le dalaï-lama considère comme « désolants caduques » les propositions qu'il avait faites en 1988 à Strasbourg en vue de négociations avec le gouvernement de Pékin. - (AFP)

TAÏWAN

### Thomson négocie les derniers détails de la vente de seize frégates françaises

Selon l'agence centrale de presse taïwanaise reprise, mardi 3 septembre, par l'agence Reuters, Taïwan aurait passé commande de seize frégates de conception française pour une somme de 4,8 milliards de dollars (quelque 29 milliards de francs). Les six premières frégates de la classe La Fayette, qui déplacent 3 200 tonnes, seront construites en France et équipées par les chantiers navals China Shipbuilding Corp. (CSBC) et les dix suivantes directement assemblées sur place par le chantier Reuter précise qu'un protocole militaire a refusé de confirmer ou de démentir cette information et que CSBC, pour sa part, a affirmé tout ignorer de ce marché.

Ce contrat est en discussion depuis plusieurs mois sur la base d'un accord commercial entre les chantiers navals de Taïwan et le chantier Thomson qui, avec l'arsenal de Lorient, est responsable de l'intégration industrielle (le Monde des 22

juin et 3 juillet). Les discussions ont été interrompues en 1990 en raison du mécontentement des autorités de la Chine communiste. Mais, depuis, elles avaient repris sur la même base avec le feu vert des autorités françaises qui ont donné leur approbation de principe au sein de la CTEEMG (Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre) chargée de se prononcer sur le commerce des armes.

L'accord, qui ne lie pas formellement les deux Etats en cause, prévoit néanmoins une aide de la France pour installer à terre, à Taïwan, un centre d'instruction et d'entraînement des équipages pour la conduite et l'entretien des navires.

Si l'on en croit le groupe Thomson, les négociations avec Taïwan continuent et rien de formellement contractuel n'est conclu à ce jour. même si l'on admet que l'on met la dernière main aux détails de l'ac-

cord. De source proche du ministère de la défense, à Paris, on confirme le commentaire de Thomson, en ajoutant que le marché taïwanais fait actuellement l'objet de attaques d'un puissant lobby des constructeurs de la France désireux de faire capoter cette affaire au dernier instant, notamment sur le coût des matériels proposés. En particulier, les Etats-Unis cherchent à fournir des bâtiments comparables. L'Allemagne a offert de livrer des sous-marins et des corvettes à une marine taïwanaise qui veut se moderniser.

Plus récemment encore, alors que la France a déconseillé au groupe Dassault de prospecter le client taïwanais pour y placer son Mirage 2000 de préférence à des offres américaines de F16, c'est l'Etat d'Israël qui a accepté de vendre quarante avions Kfir d'occasion (treize-quatre monoplaces et six biplaces) propulsés par un réacteur d'origine américaine.

مكتبة من الأصل



## POLITIQUE

La réunion du comité central

## Le front des contestataires s'élargit face

Après le rapport introductif présenté par le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie (*Le Monde* du 4 septembre), les premiers débats à huis clos du comité central du PCF, réuni place du Colonel-Fabien, à Paris, à la suite des événements survenus en Union soviétique, ont donné lieu, mardi 3 septembre, selon *l'Humanité*, à une « discussion vive et sereine » dont le compte rendu officiel ne doit paraître qu'à partir de jeudi dans le quotidien communiste. La direction du parti, qui accuse ceux qui la critiquent de « falsifier ses positions », a organisé cette discussion de

Les « refondateurs » avaient exprimé, la veille, l'intention de « taper fort ». Ils l'ont fait dès le début de la discussion, mardi 3 septembre, après le rapport introductif de M. André Lajoinie, par l'intermédiaire de M. Anicet Le Pors, qui, le premier, a demandé ouvertement la démission du bureau politique.

L'ancien ministre de la fonction publique, qui avait été le seul à s'abstenir, en décembre dernier, lors de la réélection de M. Georges Marchais aux fonctions de secrétaire général, a ajouté à sa dénonciation de l'attitude de l'état-major du PCF devant les événements de la controverse interne provoquée au début de l'été par la diffusion d'un tract sur l'immigration jugé raciste et xénophobe par de nombreux militants.

Evocant les ambiguïtés des premières réactions de la hiérarchie de son parti à l'annonce du putsch, M. Le Pors a notamment estimé : « La direction a commis en ces circonstances une faute particulièrement grave à partir de son communiqué du lundi 19 au soir en ne condamnant pas immédiatement le coup d'Etat, en tenant pour quantité négligeable les acquis de la perestroïka et en n'apportant pas un soutien sans ambiguïté aux autorités locales du pays et aux forces démocratiques. (...) Ce n'était pas par ignorance des faits, (...) ni par ignorance des dispositions constitutionnelles invoquées par les putschistes. (...) Si la direction du parti n'a pas condamné le coup d'Etat, c'est bien par volonté politique. (...) La faute grave constituée par la non-condamnation du coup d'Etat repose donc bien sur une erreur d'analyse politique, directement issue du vingt-septième congrès. »

## « Deux fautes lourdes en un mois »

Rappelant les remous provoqués à la fin du mois de juin par la teneur du tract sur l'immigration, l'ancien ministre, qui siège aujourd'hui au Conseil d'Etat, a ajouté : « Fort heureusement, les communistes, dans une saine réaction, ont rejeté ce tract et fort heureusement le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déposé une excellente proposition de loi pour lutter contre l'immigration clandestine. Il

n'en reste pas moins que ce tract sur l'immigration a été lui aussi une faute grave qui entache notre action politique, cette fois-ci, sur un sujet de politique intérieure. »

Et M. Le Pors a poursuivi en disant : « Deux fautes lourdes en deux mois, c'est beaucoup, c'est trop, c'est inacceptable. C'est peu de dire que le crédit de la direction qui en est responsable est atteint. Elle est à mes yeux disqualifiée. Dans ces conditions, a ajouté M. Le Pors, « travailler ensemble » (mot d'ordre du dernier congrès) est une formule vide de tout sens et qui revient en fait à nous demander de cautionner une responsabilité qui n'est que celle du collectif de la direction. Alors, que faire devant un tel gâchis, devant cette faillite annoncée du vingt-septième congrès, huit mois seulement après sa conclusion ? Il n'y a pas de solution miracle, mais la nécessité d'une refondation portant à la fois sur l'orientation, sur l'organisation et sur la direction. (...) La direction persiste aujourd'hui dans son obstination à ne rien voir, à ne rien entendre. C'est mortel. (...) Ce que les derniers événements nous ont montrés en cause, c'est le comportement du collectif de direction, c'est-à-dire du bureau politique. Qu'il ne se soit trouvé que trois camarades (M. Charles Fiterman, Philippe Herzog et, à un moindre degré, M. René Le Guen) pour contester ou prendre des distances avec les positions centrales que nous connaissons depuis très mal de notre avenir. A l'évidence, ce collectif est devenu un obstacle à tout effort pour s'engager sur un nouveau cours qui serait susceptible de nous redonner une impulsion et un regain de crédibilité dans la société française. »

« C'est pourquoi l'alternative immédiate est finalement simple : ou bien la survie du collectif de direction, ou bien la survie du mouvement. La démission collective du bureau politique ne serait sans doute pas une condition suffisante... elle n'apparaît cependant comme une condition nécessaire de notre renouveau. Au-delà, c'est bien aux communistes, à tous les communistes de dire ce qu'ils pensent et de le faire savoir. Moins pas seulement à eux. Il y a dans notre pays des milliers d'hommes et de femmes de gauche qui, aujourd'hui, ne se reconnaissent pas ou n'ont plus de reconnaissance dans la PS ni

telles sorte que les interventions des dirigeants contestataires soient regroupées dès le début des échanges et que les partisans de la ligne majoritaire aient ensuite le champ libre.

De fait, alors que soixante-dix membres du comité central se sont inscrits pour la discussion, les porte-parole habituels des « refondateurs » (MM. Anicet Le Pors, Jack Ralite, anciens ministres, Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, le philosophe Lucien Sève, M. Marcel Trigon, maire d'Arcueil, etc.) ont été appelés à intervenir sans délai. M. Le Pors a demandé, en leur nom, la démission collec-



dans le PCF, mais qui veulent qu'il existe en France un mouvement progressiste qui s'engage avec principes, audace et vigueur dans les temps nouveaux tout en gardant la mémoire. Le PCF peut-il encore être l'instrument de cette mutation vitale ? Je voudrais l'espérer mais, en l'état, je ne le pense pas. En tout cas, la réponse ne peut plus, maintenant, être longtemps différée. »

Après son intervention, au cours d'une suspension de séance, M. Le

Pors confiait à la presse : « Personne n'a répondu et tout le monde a plié du nez. »

## M. Herzog : « Vous êtes hors du coup ! »

Autant la prise de position critique de l'ancien ministre de la fonction publique était attendue, autant celle de M. Philippe Herzog, ancien chef de file des communistes aux élections européennes de 1989, a constitué une

## Après Marx, qui ?

Suite de la première page

Ces apports, ils les demandent à de multiples théoriciens, mais il en est trois qui apparaissent aujourd'hui comme les nouveaux « maîtres à penser » de la gauche. Le premier, Edgar Morin, est français : ce que retiennent les socialistes de son œuvre abondante et diverse, c'est avant tout sa réflexion sur la notion de « complexité », qui permet, selon Michel Charzat, de « dépasser l'intelligence du pluralisme ». Le deuxième, John Rawls, est américain : sa *Théorie de la justice* est l'objet, depuis sa parution aux Etats-Unis il y a vingt ans, d'une attention soutenue et, depuis sa traduction en français il y a quatre ans, d'un intérêt grandissant. Le troisième, Jürgen Habermas, est allemand : sa thèse sur *l'Espace public* et surtout sa *Théorie de l'agir communicationnel*, traduite en 1987, servent de base à de nombreux travaux sur l'organisation de la société civile et sur les moyens de fonder un « rationalisme et démocratiquement » le lien social, comme l'écrit encore Michel Charzat.

De colloques en séminaires, d'articles de revue en livres de vulgarisation, beaucoup de discussions actuelles en cours parmi ceux qui s'efforcent, après Marx, de penser le socialisme tournant autour des idées défendues par l'un ou l'autre de ces trois philosophes.

## La complexité selon Morin

Edgar Morin n'est pas l'auteur de la théorie de la complexité, mais il est un de ceux qui s'efforcent d'étendre son application du champ des sciences physiques à celui des sciences sociales. Car la théorie de la complexité a bouleversé la recherche depuis une vingtaine d'années, contribuant à l'événement, selon Ilya Prigogine, d'une « rationalité scientifique nouvelle », qui remet en question la conception classique du déterminisme. Or, comme le marxisme en son temps, un projet politique pour la fin du vingtième siècle et le début du vingt et unième est inséparable d'une analyse de la société qui tienne compte des derniers développements du savoir contemporain.

« La crise de nos idées est plus profonde encore qu'il n'y paraît », écrit à juste titre Jean-Luc Mélenchon, animateur, avec Julien Dray, de la Nouvelle Ecole socialiste. Elle concerne aussi — et c'est peut-être là l'essentiel — les références scientifiques sur lesquelles s'appuie la

gauche depuis ses origines jusqu'à nos jours pour justifier son projet. D'où vient que ces références sont aujourd'hui caduques ? C'est que la gauche a compromis « ses matériaux de base à une forme de déterminisme et à une définition linéaire des phases de l'histoire déduites des sciences de la nature telles qu'elles se présentaient au début du siècle ». Dans son livre *A la conquête du chaos* (1), Jean-Luc Mélenchon recourt précisément à la théorie du chaos — une des formes de la théorie de la complexité — pour tenter de restaurer les « matériaux de base » de la pensée socialiste et de rompre avec le vieux « modèle de déterminisme », inspiré de Darwin, puis de la physique classique, qui a engendré, par exemple, « l'idée que le capitalisme engendre le socialisme avec la même certitude que les métamorphoses de la nature ».

## La justice selon Rawls

La théorie de la complexité ne suggère pas seulement que les choses sont plus complexes qu'on ne le croit — ce qui serait d'ouïe — mais elle fournit aussi des instruments ou, à tout le moins, selon Edgar Morin, une « méthode », pour penser cette complexité. On n'exposera pas ici dans le détail les thèses de Morin. On se contentera de rappeler que, pour les théoriciens de la complexité, « ce dont est capable un objet complexe est (infiniment) plus complexe que l'objet lui-même » : autrement dit, si les hommes font la société, « la société leur échappe, parce qu'elle est (infiniment) plus complexe qu'eux » (2). Il faut donc accepter la part d'aleatoire que comporte l'histoire : ce que Jean-Luc Mélenchon, citant Morin, appelle « le riche dialogue de l'ordre et du désordre ».

John Rawls est quelquefois considéré, aux Etats-Unis, comme le penseur de la social-démocratie, ou de l'Etat-Providence. Critiqué sur sa gauche par les marxistes, qui lui reprochent de s'accommoder un peu vite des inégalités sociales, et sur sa droite par les libéraux, qui jugent excessif le rôle qu'il assigne à l'Etat, le philosophe américain offre assurément d'utiles outils de réflexion à ceux qui voudraient élaborer un « socialisme de marché ». Il recode possible, selon Michel Charzat, la définition d'un projet « qui ne conjugue pas liberté et libéralisme et ne confonde pas le juste et l'utile ».

John Rawls propose en effet de fonder l'organisation de la société sur deux principes : le principe de

liberté du bureau politique. M. Charles Fiterman, en revanche, a retardé sa prise de parole, attendant sans doute que M. Georges Marchais s'exprime personnellement.

Le secrétaire général du PCF s'est borné, mardi, à quelques brèves déclarations à la presse, pour dire notamment que son parti avait assurément commis « une erreur fondamentale » en cherchant, à l'origine, à « copier » le PC d'Union soviétique et pour souhaiter que la discussion ne devienne pas « une joute ».

Les inspirateurs du manifeste *Refondations* (*Le Monde* du 18 avril) douchent glacé pour la direction du parti, qui n'avait jamais entendu son principal économiste aussi virulent à son égard.

Tout en gardant ses distances avec MM. Fiterman, Le Pors, Ralite et les autres « refondateurs », M. Herzog n'a en effet pas mâché ses mots : « Il serait irresponsable de ne pas voir que ce qui est en jeu est la survie du parti. Sa crédibilité s'est effritée. Seule la novation hardie des idées et des initiatives peut nous sauver. C'est pourquoi, loin de taire les différences, de fuir le débat, il faut s'engouffrer, au contraire, dans un effort collectif de vérité. Est-ce trop tard pour appeler les communistes à un dépassement ? Les énormes difficultés de la perestroïka confirment que des changements radicaux sont nécessaires pour sortir du socialisme étatisé par un progrès de société. Elles montrent que la réforme du Parti communiste de l'Union soviétique, devenu brejnevien, est excessivement difficile. Ça devrait donner à réfléchir chez nous avec humilité, esprit critique, travail, car, si les différences de situation sont évidentes, les problèmes communs devraient ne l'être pas moins. Les novations, chez nous, doivent être non moins radicales et non moins difficiles. »

« Nous avons soutenu la perestroïka, bien sûr, mais la vérité est que ce fut de façon contradictoire et non sans réserves, a souligné M. Herzog. Celles-ci auraient pu être fécondes, nourrir apports et échanges. Au contraire, il y a eu carence des rapports et de solidarité. (...) Face au putsch, notre condamnation n'a pas été sans retenue ni contradictions. C'est la

vérité. Le nier est hypocrite. Nous n'avons pas été les seuls à hésiter. François Mitterrand aussi a hésité, mais pour d'autres raisons... Pourquoi cela ? Parce que la perestroïka a été enterrée trop tôt et sous-évaluée, comme ont été sous-estimés les impacts du putsch, et il y a eu même pire, certains camarades se faisant des illusions à son sujet, alors que son caractère était fondamentalement réactionnaire. L'émancipation des Républiques est une conquête formidable de décentralisation. Elle peut tourner au pire s'il n'y a pas de système d'amis et de coopération, mais attention à ne pas diaboliser Eltsine selon la vieille pratique détestable de notre parti. »

## « Une illusion totale »

Puis l'économiste du PCF s'est interrogé sur ce qu'avait été l'apport de la direction de son parti dans le débat sur les leçons à tirer des événements pour les communistes français. Après avoir cité des déclarations de MM. Georges Marchais, d'André Lajoinie et de M. Gisèle Moreau, il a lancé : « Vous êtes hors du coup et vous portez tort au parti, camarades ! Ecoutez les gens eux-mêmes, les demandes soviétiques : il s'agit d'apprendre la gestion, de construire l'Europe. Les socialistes français répondent. Et nous ? On leur laisse le terrain ! On laisse Gorbatchev à Bush et Mitterrand et on le jure ! C'est dramatique. C'est le devenir du PCF que l'on met en cause en fixant nos responsabilités historiques. »

S'interrogeant également sur ce que devrait être la réaction du

fois « une méthode à moyen terme pour la refondation de la gauche », qui passe par la promotion d'« espaces publics autonomes », et « une visée à long terme pour un projet de transformation sociale », qui implique la recherche d'une articulation entre l'état de droit et ces espaces « d'intercompréhension ».

Yves Siotomer, au cours du colloque d'Actuel Marx, a souligné que le « paradigme de la communication » construit par Habermas définit une « rationalité », qui s'oppose à celles des « deux piliers fondamentaux des sociétés actuelles » : le marché capitaliste et l'Etat bureaucratique. Ainsi, tout en formulant, lui aussi, de sévères réserves à l'égard du modèle « habermassien », suggère-t-il que celui-ci peut sans doute nous aider « dans la tentative de penser ce que pourrait être une société post-capitaliste, en refusant l'illusion de la transparence et de la réconciliation ».

Comme en écho aux propos de Michel Charzat, Yves Siotomer affirme que « la tradition socialiste doit, si elle veut retrouver un nouveau souffle, sortir d'elle-même et se confronter à des théories qui lui sont largement étrangères ». Cette confrontation est aujourd'hui commencée. Pour être fructueuse, elle suppose qu'on ne retombe pas dans l'erreur de scolariser les textes des « maîtres à penser », mais qu'on se mette à penser, pour mieux penser l'inverse de la tour pour négocier les doctrines sont passés de mode.

THOMAS FERENCZI

(1) Desoël, 1991 (*Le Monde* date 2-3 juin).

(2) Jean-Pierre Dupuy, *Cours d'introduction aux sciences sociales*. Ecole polytechnique, tome 3, édition 1991.

» Bibliographie : Edgar Morin, *La Méthode*, trois tomes parus depuis 1977. Le quatrième à paraître en octobre, Le Seuil. A lire aussi : *Arguments pour une méthode*. Autour d'Edgar Morin, Le Seuil, 1990.

» John Rawls, *Théorie de la justice*, trad. Catherine Audard, Le Seuil, 1987. A lire aussi : *Indivisibilité et justice sociale*. Autour de John Rawls, Points-Seuil, 1988 ; « John Rawls. Justice et liberté », numéro spécial de la revue *Critique*, juin-juillet 1989 ; *Théorie de la modernité*, de Jacques Bidet, PUF, 1990.

» Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, trad. Jean-Marc Ferry et Jean-Louis Schlegel, Payot, 1987.

## Autisme

par Alain Rollat

DES hommes comme Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite, qui firent honneur à leurs camarades communistes à l'époque où ils participaient au gouvernement d'union de la gauche, de 1981 à 1984, et que leurs pairs avaient choisis pour ces éminentes fonctions parce que leurs mérites militants étaient naturellement au-dessus de tout soupçon, seraient-ils devenus des sous-marins de ces « forces de droite » que la direction de leur parti accuse aujourd'hui de « profiter des événements d'Union soviétique » pour lui « porter de nouveaux coups » ?

Ce n'est sans doute pas le cas puisque la direction du parti, impuissante à les faire taire à cause de leur représentativité, fait preuve à leur égard d'une mansuétude sans précédent dans l'histoire du PCF. Il faut donc croire que ces contestataires n'ont pas complètement tort quand, par la voix d'Anicet Le Pors, ils accusent leur état-major d'avoir commis ces derniers temps des « fautes graves » et de s'être « disqualifiés ». Le chef de file des économistes du PCF, Philippe Herzog, qui défendait les couleurs communistes aux élections européennes de juin 1989, serait-il manipulé par ces « forces du capital » que la direction de son parti voit à l'œuvre derrière l'émigration, à l'Est, des réalités nouvelles qui la marginalisent de plus en plus en France ?

Ce n'est certainement pas le cas non plus puisque *l'Humanité* s'est fait un devoir, encore récemment, de diffuser son point de vue. On est donc fondé à penser que Philippe Herzog ne dit pas n'importe quoi quand, à son tour, il brosse du mode de fonctionnement de la direction de son parti un tableau qui

ressemble à une étude paléontologique sur le destin des dinosaures.

Alors, comment expliquer que la direction du PCF, qui, depuis le vingt-septième congrès, en décembre dernier, exhorte ses derniers militants à inventer « une nouvelle forme de lutte politique », qui ne cesse d'affirmer sa volonté de « changements », de « rassemblement », de « dialogue », et dont la sincérité n'est pas toujours feinte, s'enforce aujourd'hui dans une voie sans issue ?

A quoi bon se ressourcer aux utopies de Gracchus Babeuf, comme le faisait mardi matin André Lajoinie — rejoignant en cette référence, sans le savoir, le « refondateur » Jack Ralite — à qui bon admettre que le Parti communiste français a commis une « erreur fondamentale » en s'efforçant de « copier » le Parti communiste soviétique, comme le déclarait mardi soir Georges Marchais, si devant la peur du vide les dirigeants du PCF ne parviennent pas à surmonter de vieux réflexes que l'histoire vient de condamner ?

La question est d'autant plus troublante que leurs doutes idéologiques sur l'avenir de l'ancienne société soviétique ne manquent pas de légitimité et que leurs analyses sur l'évolution du rapport des forces à l'intérieur de la société française ne contredisent pas les convictions qui les poussent à s'engager dans une stratégie revendicative, fort-elle assurément « illusoires », selon l'expression de Philippe Herzog.

Il y a plus qu'un simple retour au confort aveugle du bunker dans le comportement anachronique de la direction du PCF. Il y a de l'austérité. En politique, c'est carrément suicidaire.

هكذا بن الأصل



# POLITIQUE

Les polémiques ouvertes par les déclarations de M. Roland Dumas

## du PCF à M. Marchais

n'ont pas été les seuls, toutefois, à exprimer des points de vue critiques. L'attitude actuelle de la direction du PCF a été aussi condamnée par les trois principaux responsables de la section économique du bureau politique, MM. Philippe Herzog, Paul Boccard et Bernard Marx.

L'intervention très ferme de M. Herzog, en particulier, qui a réitéré à son tour un nouveau congrès, a confirmé l'élargissement du front contestataire face à une direction portée à se racroqueviller sur ses positions.

parti à la campagne sur « la mort du communisme », M. Herzog a ensuite ajouté : « Il y a des façons de riposter qui contribuent à nous couler. Dire que le PCF n'a rien à voir avec le PCUS n'est pas crédible. C'est une très mauvaise façon de nous défendre. Nous affirmons que le projet du PCF est « radicalement nouveau », mais qui peut nier les énormes blocages ? J'ai pu dire au bureau politique que nous n'avons pas encore de projet. On portait un consensus politique quand on se séparait la revendication de la question de la gestion. Les uns gèrent, les autres s'opposent... Mais il n'y a pas d'autogestion sans gestion. Celui qui ne s'implique pas dans la bataille de la gestion n'est pas révolutionnaire. Or la majorité du parti freine parce que les dirigeants bloquent carrément. L'autogestion ? On en cause, mais la critique du totalitarisme d'Etat et de parti n'a pas été conduite. Notre mot d'ordre est simplement « démocratie ». Or l'autogestion est plus que la démocratie, que nous concevons toujours simplement comme droit de représentation et loi de la majorité alors que cela veut dire : tous les êtres humains s'autogèrent. (...) Le centralisme démocratique en vigueur fait obstacle aux avancées autogestionnaires ».

### « Une ligne qui nous enfonce »

« Souvent », a indiqué M. Herzog, on me dit : « Je suis d'accord avec toi, mais il faut du temps, ce n'est pas mûr... » Qui décrit des rythmes ? Georges Marchais ? Le secrétaire du parti ? Alors c'est un abus de pouvoir. Certains pensent peut-être que notre parti peut continuer à remplir sa fonction sociale revendicative positive en attendant des jours politiques meilleurs. C'est une illusion totale. Revendication et espoir révolutionnaire ont formé couple. Si cet espoir chute, la revendication s'affaiblit et à quel sert alors le PCF ? Le syndicat de classe s'en trouve aussi terriblement affaibli. Il faut, mirer nous-mêmes et nous dépasser : n'est-ce pas un beau défi ? »

Précisant sa position personnelle pour mieux se situer dans les débats, internes, M. Herzog a

conclu son intervention en réclamaot, lui aussi, la convocation d'un nouveau congrès, et le lancement de trois campagnes : « J'ai écouté André Lojainie. Je n'approuve pas ce rapport qui poursuit tranquillement et sans bouger une ligne qui nous enfonce. Je demande une résolution qui prenne en compte notre débat et réponde explicitement aux propositions faites. Je demande de faire appel à ce que disent et veulent tous les communistes dans leur diversité. Faisons fructifier les atouts, soyons indociles, soyons créatifs. Un nouveau congrès est souhaitable pour deux raisons : il faut dépasser les blocages du septième congrès et prendre en compte le développement des réalités. Je propose trois campagnes : sur l'intervention dans la gestion, sur l'autogestion, sur l'Europe. Et, au-delà de ces campagnes, un congrès de novation est nécessaire avant les législatives de 1993, pour définir notre ligne de bataille et des changements du mode de fonctionnement du parti et de sa direction. Avant les élections les institutions nous obligent à des choix, des alliances, mais associations notre choix à une bataille sur le changement de la politique actuelle et des institutions ».

« Comment nous rassembler ? Le parti a peur. Critiquer la ligne serait mettre en cause le parti ? Allons donc. Défendre un système de pouvoir qui s'est sclérosé et qui s'est miné, ce n'est pas rendre service au parti. Céder à la pression de dirigeants pour l'unité autour d'eux ? Pour couler ensemble ? Vouloir nous unir pour défendre une ligne ou pour défendre véritablement le parti ? Les circonstances ne se prêtent pas à une critique aussi radicale. Au contraire, elles la rendent plus urgente. Si l'on recule, il sera trop tard. Décisions le PCF ? Quelques hommes tranchent en dehors de tout et notre politique ressemble de moins en moins. Au contraire, des remises en cause, l'apport des différences ouvriront l'esprit. Faisons appel à l'intelligence des communistes. Et à celle des autres ».

Les débats devaient se poursuivre toute la journée de mercredi et se prolonger sous double jeudi matin.

A. R.

## Rue Dzerjinski

Aussitôt après la révolution à Moscou, le Front national de Seine-Saint-Denis a été lancé à l'abandon des rues Lénine ou Thorez du département. Mot d'ordre : déboulonner. A Pantin, la rue de Dzerjinski était visée. Dzerjinski, le fondateur de la Tcheka, l'ancêtre du KGB, resterait comme l'un des symboles d'un empire déchu.

Rien n'est jamais aussi simple que l'imaginer le Front national, il se trouve que cette rue - quelques HLM roses - a été baptisée après le jumelage de Pantin avec le quartier moscovite de Dzerjinski en 1968, de même qu'une autre rue porte le nom d'une ville italienne. Le maire communiste, M. Jacques Isabet, s'est déclaré disposé à faire examiner un changement de nom. Mais encore faudrait-il que les Moscovites concernés trou-

vent un nouveau nom à leur arrondissement.

Et là-bas, comme dit Iven Milaev, professeur à l'école des Beaux-Arts de Dzerjinski, en visite à Pantin après avoir participé aux événements, « on n'a pas le temps de tout faire ». Pour le jeune Russe, al le communisme n'est pas mort, Lénine mérite déboulonnage. « C'est peut-être un personnage historique, mais, pour nous, c'est une mauvaise histoire ». Le maire de Dzerjinski n'est plus communiste. Ivan tient à la poursuite de la « diplomatie populaire » par le jumelage. « Les Soviétiques ont fait cette expérience pour tout le monde. Il faut nous aider maintenant. Et pas seulement par l'argent ».

C. L.

## Un « Musée du communisme » ?

Partout dans les pays de l'Est les innombrables statues des dignitaires communistes sont déboulonnées, abattues, brisées. Pour arrêter ce massacre et pour conserver un souvenir du communisme, un conseiller municipal RPR de Bobigny vient de prendre une initiative quelque peu facétieuse. Membre du Conseil national du RPR, M. Jean-Luc Romero a lancé un défi au maire communiste de sa

ville, M. Georges Valbon, président du conseil général de Seine-Saint-Denis et proche de M. Georges Marchais : il lui propose de rassembler toutes les statues de Marx, Lénine et autres dignitaires du totalitarisme pour créer dans la cité Karl-Marx de Bobigny « le Musée du communisme défunt » afin que chacun se souvienne de cette idéologie et de ses méfaits.

## M. Giscard d'Estaing dément avoir préconisé un « partage du Liban »

M. Valéry Giscard d'Estaing dément catégoriquement avoir jamais cautionné, sous une forme ou sous une autre, un « plan de partage » du Liban en 1977, comme l'en avait accusé lundi 2 septembre M. Roland Dumas lors de l'université d'été du PS à Ramatuelle (le Monde du 3 septembre). Fondant ses affirmations sur les archives du Quai d'Orsay, le ministre des affaires étrangères avait assuré y avoir trouvé un « plan de partage du Liban qui prévoyait un petit canton élargi dans lequel on aurait entassé les quelques chrétiens maronites que l'on pouvait sauver, tout le reste étant abandonné à l'influence syrienne ». « Ce plan datait de 1977 et était signé Valéry Giscard d'Estaing », avait précisé M. Dumas.

Rejetant ces allégations, l'ancien président de la République, interrogé par le Monde mercredi matin, affirme tout ignorer de l'élaboration à l'époque, d'un quelconque plan de partage du Liban. Il rappelle à ce sujet qu'il avait proposé, en mai 1976 l'envoi de troupes françaises au Liban pour y consolider un cessez-le-feu et, dans son esprit, pour faire équilibre à la présence depuis plusieurs mois de soldats syriens dans le nord du « pays du Cedre ».

Le 21 mai 1976, lors de sa visite officielle aux Etats-Unis à l'occasion des célébrations du Bicentenaire, M. Giscard d'Estaing avait en effet suggéré l'envoi au Liban, pour une période limitée, d'un contingent « significatif » de militaires français, chargé d'une opération de type « casques bleus », à condition que cette initiative soit demandée par les autorités libanaises, en l'occurrence par le chef de l'Etat, M. Elias Sarkis.

M. Giscard d'Estaing ne put donc

ner suite à cette suggestion, dans l'ensemble mal reçue en France et au Liban. Si le premier ministre libanais, M. Rachid Karamé, rejeta immédiatement l'offre française, la communauté chrétienne, qui était à l'époque en difficulté face aux forces musulmanes et palestiniennes, lui réserva un accueil favorable, en espérant qu'un éventuel contingent français pourrait lui servir de « cordon protecteur ».

La gauche française critiqua l'initiative de l'Elysée. Mitterrand, à l'époque premier secrétaire du PS, exprima son inquiétude devant cette « proposition improvisée » tandis que M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national du même parti, jugeait l'idée giscardienne « plutôt molencomreuse ». Quelques jours plus tard, le 1er juin 1976 - et non en 1977, comme le dit M. Dumas - l'armée syrienne pénétra massivement dans la Bekaa et au nord du Liban à la demande du gouvernement de Beyrouth.

Quid de ce « plan de partage » dont M. Dumas attribue la paternité à l'ancien chef de l'Etat ? Au Quai d'Orsay, on ne fournit aucune précision à ce propos, tout en assurant que le ministre est sûr de son fait. S'agissait-il simplement d'un scénario de crise, comme il est coutume d'en élaborer dans les chancelleries ? Seul si M. Dumas prenait l'initiative de rendre publiques les pièces de son dossier d'accusation, il faudrait, pour connaître la vérité, attendre l'an 2000. D'une manière générale, les archives du Quai d'Orsay sont protégées par le secret pendant trois décennies. Et celles relatives au Proche-Orient, qui mettent en cause la défense nationale, ne peuvent être consultées pendant soixante ans.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## De Gaulle, Staline et les Etats baltes

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, s'était réjoui, devant les élus socialistes réunis à Ramatuelle, aux archives du Quai d'Orsay pour affirmer que la général de Gaulle aurait accepté lors de son voyage à Moscou en 1944 de fermer les yeux sur l'annexion des pays baltes par Staline « moyennement des arrangements sur la frontière du Rhin ». M. Jean Laloy, ancien directeur des archives diplomatiques et de la documentation au ministère des affaires étrangères, accompagnait le général de Gaulle à Moscou où il faisait notamment office d'interprète. Il nous a déclaré mardi 3 septembre « qu'au cours des conversations du Kremlin il n'eût pas été question des pays baltes ».

Il estime en effet que « l'on ne pouvait pas imaginer Staline demandant à de Gaulle un quelconque secours sur ce sujet puisqu'il se considérait chez lui dans les trois Etats baltes qu'il avait annexés en 1940 ». En revanche, toute la négociation, précise M. Laloy, a été consacrée au sort futur de l'Allemagne et aux frontières à venir de la Pologne ainsi qu'à la place et à l'influence de la France dans l'Allemagne libérée. Il précise que ces conversations furent parfois difficiles, car Staline souhaitait que l'ensemble de l'Allemagne entre dans son orbite après la fin de la guerre. M. Laloy ajoute qu'après la

conclusion du « traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre la République française et l'URSS » entre Staline et de Gaulle, ce dernier lui avait déclaré : « Et dire que nous avons ces gens-là sur les bras pour cent ans ! » (nos dernières éditions du 4 septembre).

Dans toutes les notes et comptes rendus rédigés pendant les négociations de Moscou sur les entretiens avec Staline par MM. Roger Garreau, ambassadeur de France, et Maurice Dejean, conseiller diplomatique de de Gaulle, il n'a jamais été question des Etats baltes. Ces documents consacrés pour l'essentiel à l'Allemagne et à la Pologne figurent notamment en annexe des Mémoires de guerre du général de Gaulle (tome 3). Enfin M. Maurice Couve de Murville, qui fut ministre des affaires étrangères de de Gaulle après 1958, estime dans une déclaration au Figaro du 4 septembre que « Roland Dumas a dû demander à ses services de retrouver des ragots qui n'ont rien à voir avec une politique générale, pour la délectation des copains socialistes réunis en congrès ».

Il reste donc désolante à connaître précisément le contenu des archives du Quai d'Orsay auxquelles le ministre des affaires étrangères s'est réjoui.

ANDRÉ PASSERON

## L'UDF propose le dépôt d'une motion de censure sur la politique étrangère du gouvernement

Le bureau du groupe UDF de l'Assemblée nationale, réuni mardi 3 septembre, a décidé de proposer à ses partenaires de l'intégration de l'opposition de déposer une motion de censure sur la politique étrangère du gouvernement, dès l'ouverture de la prochaine session parlementaire. L'UDF relève ainsi le défi lancé, la veille, à Ramatuelle, lors de l'université d'été du Parti socialiste, par le ministre d'Etat chargé des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Avec cette motion de censure, l'UDF entend « sanctionner les erreurs, les retards, les aveuglements de la politique conduite par le président de la République et le gouvernement » et les « insuffisances » d'une politique

étrangère « menée à contretemps, particulièrement à l'occasion des derniers événements en URSS, mais aussi à propos de l'Iran, de Madagascar et, auparavant, de l'unité allemande ».

« Si cette motion n'était pas votée, ce serait la preuve que la France serait la dernière démocratie occidentale dont le gouvernement survivrait grâce au soutien du Parti communiste », a ajouté M. Charles Millon, président du groupe UDF, en estimant que M. Dumas avait « perdu son sang-froid ».

M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, a invité, de son côté, le ministre des affaires

étrangères à « faire son examen de conscience et à voir s'il a eu raison, ces derniers mois, de s'opposer si farouchement à l'indépendance des pays baltes, et s'il a raison, aujourd'hui, de s'acharner à refuser de reconnaître celle de la Croatie et de la Slovaquie ». « Vieux compagnon de route de l'URSS », M. Dumas reste aussi un admirateur du célèbre modèle yougoslave, enfant chéri des socialistes, mais surtout système d'oppression des peuples par le communisme », a ajouté M. d'Aubert.

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, a mis en cause le président de la République en affirmant, à RTL, que celui-ci a « donné, au

cours de ces dernières années, le sentiment d'être dépassé ». « Le vent d'Est n'inspire pas le président de la République », a-t-il déclaré. Qu'il s'agisse de l'indépendance des pays baltes, de l'unification allemande, de la crise yougoslave, du soulèvement tchèque ou du pacte en URSS, le président a donné le sentiment de privilégier le maintien du statu quo par rapport aux changements, et les intérêts de l'Etat par rapport aux aspirations des peuples. Il a jugé « naturel » que l'opposition prenne ses distances par rapport à « ces prises de position qui ne semblent pas conformes à la tradition de la France ».

### Les débats au Parti socialiste

## M. Fabius veut que le PS devienne « le parti de toute la gauche »

### RAMATUELLE

de notre envoyé spécial

Il est 21 h 30 ce mardi 3 septembre. A la table du dîner de l'université d'été du Parti socialiste, à Ramatuelle, Michel Rocard met son bras sur l'épaule de Laurent Fabius, son regard ravi de Pierre Mauroy. Les dirigeants du PS ont réussi leur pari : donner l'image d'une unité retrouvée.

Depuis trois jours, ils ont trop regardé les présidents de la droite « qui parlent d'union mais qui n'arrivent pas à se rencontrer » pour ce pas, eux, fournir une belle photo de groupe. La volonté a suffi, cette fois, à coordonner les emplois du temps. Avant de s'exprimer devant les stagiaires et devant son ami, Enrico Mecas, venu en voisin, le président de l'Assemblée nationale a attendu l'arrivée du premier secrétaire de son parti et du maire de Coiffans-Saiote-Honorine. Il a même tombé la veste et retiré sa cravate afin de se soumettre à l'habit vestimentaire lorsque,

encadrant Michel Rocard avec Pierre Mauroy, il a pénétré dans la salle de conférences, sous les applaudissements des militants béneux.

Unité de façade ? Probablement, car les rivalités d'hommes n'ont pas disparu comme par enchantement, mais unité réelle pour une part, car sur l'analyse de la situation politique au lendemain de l'effondrement du communisme soviétique, le discours de M. Fabius est, sur le fond, fort proche de celui tenu à Chambéry par M. Rocard et de celui prononcé à Ramatuelle par Lionel Jospin.

L'idée exprimée par M. Fabius, qu'« entre la solidarité que [nous] incarnons et la laisser-faire générale d'indifférence que nous appelle le libéralisme, le communisme, d'une certaine façon, par sa présence et avec son influence, brouillait les cartes », est commune à tous les dirigeants du PS, comme l'est aussi l'affirmation que désormais la social-démocratie « porte toute l'espérance » ; comme l'est enfin la crainte formulée par le président de l'Assemblée nationale

que la gauche ne sorte pas « indemne de l'effondrement communiste (...) parce que le balancier ira loin et très à droite avant de revenir vers la solidarité ».

### La « culture communiste »

Un peu plus tôt dans l'après-midi Henri Emmanuelli, adversaire le plus échauffé de M. Fabius dans les combats d'appareil, avait déjà souligné ce risque. M. Fabius a expliqué que « certains voudraient tout confondre pour disqualifier la gauche : communisme égale socialisme ». Il a souligné l'existence, en France, « de la culture communiste, de la tradition communiste » et rappelé que « beaucoup de militants communistes ont été ou sont des militants remarquables ».

L'accord sur le constat n'implique pas forcément accord sur les solutions à mettre en œuvre. M. Fabius a plaidé pour que le Parti socialiste devienne « le parti de toute la gauche », ce qui implique des modifications dans son organisation, car « si l'on

veut un grand parti social-démocrate, alors il faut à la fois l'unité et la diversité ».

Surtout, il n'est pas sûr que tous partagent le souhait de M. Fabius de voir la Communauté européenne renforcer son unité « le plus vite possible et à fond », et sa définition d'un socialisme qui ne serait que l'« extension maximale de la démocratie », et dont les « concepts » qui la distingueraient seraient « le rôle de l'Etat, l'importance de la laïcité, le service public, la justice sociale et la reconstruction écologique de la société industrielle ».

Tous en revanche ne peuvent qu'admettre son refus de considérer que « deux ans avant l'échéance électorale les jeux sont faits ». Mais ce message d'espoir et la belle image unitaire de cette soirée de Ramatuelle ne suffiront peut-être pas à dissiper la « morosité », et le « vague à l'âme » des militants, constatés par M. Fabius. Certains d'entre eux n'en arrivent pas à supporter, pour que leur parti retrouve sa vigueur et son âme, « une bonne cure d'opposition ».

THIERRY BRIÈRE

مكتبة من الأصل



## MÉDECINE

Aux termes d'une convention passée avec le gouvernement

# Les assureurs s'engagent à ne plus refuser leurs services aux séropositifs

MM. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, et Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances, ont rendu public, mardi 3 septembre, le texte d'une convention « Assurance et sida », également paraphé par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie. Les assureurs s'engagent à ne plus refuser leurs services aux personnes séropositives pour des montants maximums de 1 million de francs. Cette convention, présentée par le gouvernement comme une « première mondiale » et « un modèle pour d'autres pays », soulève des questions et de vives critiques, comme celles exprimées par M<sup>me</sup> Françoise Héritier-Augué, présidente du Conseil national du sida.

La convention passée entre le gouvernement et les représentants des compagnies d'assurances (1) est une étape provisoire dans un dossier complexe où la santé publique et le respect des droits de l'homme ont souvent mal coïncidé avec le souci de rentabilité.

Jusqu'en 1989, les assureurs français ne s'étaient guère inquiétés face à l'émergence, puis au développement de l'épidémie de sida. Le ton changea brutalement sous l'influence notamment des grandes compagnies internationales de réassurance, inquiètes de la situation aux États-Unis (2). Il y eut notamment à cette époque la révélation d'un document rédigé par des actuaires en formation, indûment présenté comme officiel et qui, bien que désavoué par la Fédération française des sociétés d'assurances (le Monde du 17 mars 1989), permit à cette dernière de préciser que chaque compagnie avait librement l'action de la sélection de nouvelles souscriptions en fonction de sa politique d'acceptation des risques.

En pratique, la plupart des compagnies françaises décidaient alors, de manière unilatérale, d'intégrer le dépistage de la contamination par le virus du sida à l'ensemble des examens médicaux demandés lors que les capitaux engagés (assurance-vie, emprunts immobiliers) dépassaient le million de francs. De nombreux litiges furent relevés dans ce domaine, le séropositif comme le malade déclaré devenant, de fait, impossibles à prendre en charge, l'assuré atteint du sida devenant un fraudeur en

puissance. Les chasses devaient toutefois évaluer. Ainsi, en février 1990, le Conseil national du sida publiait un rapport demandant que les réassureurs ne puissent plus exiger des tests de dépistage de la séropositivité. Il exprimait aussi le souhait que les sociétés françaises d'assurance ne puissent plus introduire dans leurs formulaires des questions « faisant référence de façon explicite ou détournée au style de vie ou à la sexualité » (le Monde du 21 février 1990).

## La protection de la vie privée

A la suite de ce rapport, M. Pierre Bérégovoy et M. Claude Evvin, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité, confiaient à M. Benoît Joly, à l'époque directeur des assurances, la présidence du groupe de travail réunissant les professionnels de l'assurance et des représentants du Conseil de l'ordre des médecins. A la suite des travaux de ce groupe, MM. Bérégovoy et Evvin annonçaient, en mars dernier, que les compagnies ne pourraient plus demander de dépistage de la contamination par le virus du sida en dessous de capitaux de 1 million de francs (le Monde du 2 mars). Certaines compagnies pratiquaient alors ce type de dépistage pour des sommes notablement inférieures.

Avec la convention on change une nouvelle fois de politique. Les séropositifs seront dorénavant des clients potentiels pour les compagnies dès lors qu'ils acceptent de payer des primes qui équivaleraient, dit-on, à des majorations de 4 % du crédit, ce qui porterait par exemple le crédit immobilier à des taux d'environ 15 %.

## Dépistage sous conditions

Les assureurs s'engagent à ne faire désormais aucune référence dans leurs questionnaires « au caractère de la vie privée et notamment de la sexualité ». Les seules questions pouvant être posées seront les suivantes : « Avez-vous ou non subi un test de dépistage de la séropositivité ? Si oui, indiquez le résultat du test et si vous avez subi une infection consensuelle d'une immuno-déficience acquise ? » Des réponses fausses ou des omissions volontaires peuvent entraîner la nullité du contrat.

« Il ne saurait être recouru ou testé à moins que l'importance des capitaux souscrits ou que les informations recueillies à l'occasion du questionnaire le justifient », précise

la convention. Lorsqu'un test sera demandé par l'assureur, il devra l'être dans les conditions suivantes : « assurable » donnant son accord préalable ; test prescrit par un médecin ; test intégré à un examen médical plus complet. « Dès lors qu'une entreprise d'assurance a demandé un test de dépistage de la séropositivité et accepté le paiement de la prestation, toute contestation fondée sur le fait que le test est directement lié à une immuno-déficience acquise, sans en cas de fraude manifeste », souligne le texte.

Répondant à une demande essentielle des associations représentatives des malades, les assureurs prennent par ailleurs l'engagement de couvrir le risque-décès des personnes séropositives « en garantie d'emprunts contractés auprès d'établissements bancaires pour l'acquisition d'un logement ». « A cet effet, précise-t-on, un dispositif d'assurance très novateur par rapport à la situation actuelle des autres pays sera mis en œuvre. Il fait appel à l'ensemble de la profession. Il permet l'assurabilité des personnes concernées non atteintes de sida déclaré lors de l'entrée dans l'assurance dans le cadre d'un système de couverture des risques aggravés ».

## Le remboursement des prêts immobiliers

En pratique, il sera garanti aux personnes séropositives, au moment de la signature du contrat, le versement, en cas de décès dû au sida, d'un capital couvrant le remboursement du prêt immobilier contracté. Le montant maximum de garantie est actuellement fixé à 1 million de francs et l'assurance peut être contractée pour une durée comprise entre cinq et dix ans.

« Le dispositif, ajoute la convention, est conçu de manière qu'aucun bénéfice ne soit dégagé par les entreprises sur cette assurance. D'une part, la prime technique sera calculée de manière à équilibrer exactement le risque estimé. Pour les personnes déjà entrées dans l'assurance, la prime ne pourra, en aucun cas, être augmentée. Elle pourra en revanche être diminuée en fonction des résultats du contrôle. D'autre part, si après constitution de provision nécessaire à la couverture du risque un excédent subsiste, celui-ci est intégralement reversé à la collectivité des assurés du contrat. Inversement, la perte qui pourra exister sera totalement à la charge de l'assureur ».

Au chapitre de la protection de la confidentialité des informations médicales sur le sida, on précise que « l'établissement de crédit à la couverture du risque est exclusivement réservé à la collectivité des assurés du contrat. Inversement, la perte qui pourra exister sera totalement à la charge de l'assureur ».

Le rapport médical établira alors si la personne est ou non en état

de sida déclaré. Une fois accepté, le risque sera géré tant pour le risque de la surmortalité que pour le règlement du capital en cas de décès direct ou indirect de l'assuré et l'assuré. L'ensemble de la profession annonce que ces nouvelles dispositions seront effectives avant la fin de cette année.

J.-Y. N.

(1) « Convention sur l'assurabilité des personnes séropositives et sur les règles de confidentialité du traitement des informations médicales par l'assurance ». Outre MM. Bérégovoy, Durieux et Kessler, ce document est signé de MM. André Favre-Rochet, président de l'Union syndicale des sociétés étrangères d'assurance, Michel Rémond, président du Groupement des sociétés d'assurance à caractère mutuel, et Louis Bordeaux-Montreux, président de la Caisse centrale des mutuelles agricoles.

(2) Sur ce thème, on se reportera au dossier consacré au sida par les Cahiers de l'assurance (numéro 3, deuxième partie) daté de décembre 1990, notamment à l'article de M. Pierre Lascombes, responsable du groupe juridique de l'association AIDES.

## DÉFENSE

La future loi de programmation

# M. Joxe confirme la décélération des dépenses militaires

Recevant, mardi 3 septembre à Paris, les préfets des départements où sont installés des établissements du groupe GIAT Industries, qui fabrique de l'armement terrestre, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a confirmé (le Monde du 3 septembre) que la future loi de programmation 1992-1997, en préparation pour la fin de l'année, « fixera le rythme et les modalités de la décélération des dépenses de défense ».

A cette occasion, M. Joxe, qui était notamment accompagné de M. Jacques Mellet, le secrétaire d'Etat à la défense, a rappelé sa décision de confier à M. Gérard Wolf une délégation aux restructurations industrielles et militaires (le Monde du 31 août), chargée de coordonner l'action des pouvoirs publics pour tout ce qui concerne les effets économiques, industriels, sociaux et domaniaux du plan de réorganisation Armées 2000 et de la baisse des contrats militaires sur la vie régionale.

Le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, présent à

cette réunion de travail principalement consacrée au plan de charge de GIAT Industries, a renouvelé l'engagement de l'Etat d'assurer l'avenir du programme du char de combat Leclerc et a indiqué que la montée en production de ce blindé de 50 tonnes se ferait « à un rythme aussi rapide que possible ».

D'autre part, GIAT Industries devrait finalement moderniser 38 chars AMX-30 B2 et construire 13 véhicules d'observation d'artillerie VOA sur les 92 et 24 engins qui étaient respectivement prévus par le budget de 1991. A la fin d'août (le Monde du 23 août), le ministre de la défense avait, à titre provisoire, révisé ce contrat - évalué à 1100 millions de francs - en prévision d'économies à faire. Cette décision intéresse principalement des ateliers à Roanne (Loire) et à Tarbes (Hautes-Pyrénées).

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ancien ministre et maire de Roanne, était intervenu auprès de M. Joxe pour que celui-ci revienne sur sa décision.

## SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

# Jennifer Capriati l'ambition à quinze ans

Championne en titre, l'Argentine Gabriela Sabatini a été éliminée, mardi 3 septembre, en quarts de finale des Internationaux des Etats-Unis par l'Américaine Jennifer Capriati. Agée de quinze ans et demi, celle-ci doit rencontrer en demi-finale une autre enfant prodige, la Yougoslave Monica Seles.

## NEW-YORK

de notre envoyé spécial

La précocité, après la longévité ! L'Amérique joue sur tous les tableaux aux Internationaux de tennis de Flushing Meadows. Lundi, elle misait sur le vétéran Jimmy Connors, qui fêlait ce jour-là son trente-neuvième anniversaire en se payant la tête de Aaron Krickstein. Mardi, elle réussissait un autre banco avec Jennifer Capriati, qui, avec ses quinze ans cinq mois et quatre jours, n'était pas la plus jeune joueuse à se qualifier pour les demi-finales, mais pourrait devenir, samedi 8 septembre, si elle tient jusque-là, la plus jeune lauréate du tournoi.

Ces deux succès, comme symétriques, ont soulevé un enthousiasme identique dans la foule. Ils n'étaient pourtant pas de même qualité. Jimmy Connors avait triomphé au terme d'un affrontement sans merci, où, pendant 4 h 41 min, les reversesments de situations s'étaient enchaînés sans répit. Pendant la centaine de minutes où elle a occupé le

court, Jennifer Capriati a surtout profité de l'exceptionnelle maladresse de sa rivale, qui a collectionné les doubles fautes au service et les fautes directes dans l'échange. Gabriela Sabatini n'a pas été à la hauteur de sa position. Elle n'a pas livré le combat formidable qu'elle pouvait attendre d'elle, de la championne défendant son titre.

Ce n'était donc pas la qualité de la partie qui suscitait la liesse des spectateurs et le dithyrambe des commentateurs. C'était la promesse contenue dans le résultat. Depuis que Jennifer Capriati a fait irruption dans le tennis professionnel, en mars 1990, chaque confrontation avec Gabriela Sabatini a constitué une avancée dans sa carrière. Après six défaites consécutives, dont la dernière en demi-finale à Wimbledon en juillet, l'Américaine avait franchi un seuil important, en battant pour la première fois l'Argentine à Toronto, début août. C'était en demi-finale, Gabriela Sabatini avait dû abandonner sur blessure, et Jennifer Capriati avait ensuite gagné le tournoi. Ici, elle a confirmé que cette victoire sur la troisième joueuse du monde n'était pas seulement due à un accident.

Entre la gemme qui ployait encore l'an dernier sous le poids des raquettes dans les allées de Roland-Garros et la jeune fille qui emploie cette année un garde du corps pour transporter ses sacs à Flushing Meadows, il ne semble plus y avoir qu'un point commun : un sourire enfantin, un rire

de collégienne. Pour le reste, ses épaules se sont effondrées, ses jambes se sont musclées, ses rondes se sont estompées. Elle est toute en muscles, elle a un nouveau coiffeur, un nouveau préparateur physique et un nouvel entraîneur, en la personne de l'ancien joueur américain Tom Gullikson.

## Service à 160 km/h

Tout cela fait que sa première balle de service sort de la raquette à près de 160 km/h, que son coup droit claie sur les lignes un peu comme celui d'Andre Agassi, et qu'elle a les expressions d'une vedette de série télévisée. Elle a gardé quelques défauts, une montée encore trop lente vers le filet, une certaine nervosité au moment de cocher. Mais, dans l'ensemble, le commandant qui lui a fait signer un contrat de trois ans pour un montant de 2 millions de dollars doit se frotter les mains.

Au cours des dix-huit mois écoulés, les prévisions - les prédictions - de Chris Evert se sont en effet réalisées : Jennifer Capriati est classée dans les dix premières joueuses mondiales, elle compte à son palmarès quatre titres et elle a battu, au moins une fois chacune, Martina Navratilova, Monica Seles et Gabriela Sabatini.

Le prochain but fixé par l'ancienne championne du monde est une place dans les cinq premières mondiales pour la fin de l'année. Pour l'atteindre, il faudrait que Jennifer dispute la finale des Internationaux des Etats-Unis. Aucune joueuse de son âge n'y était encore parvenue. Mais quelle joueuse de son âge avait autant de qualités, à part Chris Evert ou Tracy Austin ?

ALAIN GIRAUDO

## Marchandages

par Jean-Yves Nou

Faut-il, comme le fait le gouvernement, se réjouir de la nouvelle attitude des assureurs français vis-à-vis de l'épidémie de sida et des personnes séropositives ? Doit-on en rester à la possibilité, enfin ouverte aux personnes contaminées mais non malades, de bénéficier, moyennant finances, des services de l'assurance, qu'il s'agisse notamment de l'assurance-vie ou de l'acquisition d'un logement ?

Une telle présentation serait trompeuse. Comme le souligne avec force M<sup>me</sup> Françoise Héritier-Augué, présidente du Conseil national du sida, la convention n'offre en réalité aucune véritable garantie de confidentialité quant au statut sérologique ou à l'état de maladie. Plus généralement, elle modifie les dispositions prises il y a seulement six mois par MM. Bérégovoy et Evvin.

Jusqu'à présent les pouvoirs publics interdisaient aux compagnies de pratiquer des tests de dépistage pour des contrats dont les montants étaient inférieurs à un million de francs. Dorénavant, ces mêmes compagnies seront autorisées à faire pratiquer, quand elles le souhaiteront, ces mêmes tests, puis à facturer les « services » rendus aux futurs malades. De plus le seul de un million de francs au-delà duquel le dépistage était autorisé, devient une limite qui, dépassée, permet la refuse systématique de la part des compagnies. « Il y a là fort curieuse-

ment un renversement complet des choses, souligne M<sup>me</sup> Héritier-Augué. On autorise les assureurs à en savoir plus sur la séropositivité. Celle-ci devient un stigmate biologique au même titre qu'un ancien cancer pouvait constituer pour les assureurs un risque aggravé ».

Seule aujourd'hui l'association Aides - qui, à la différence du Conseil national du sida, a été étroitement associée à la préparation de cette convention - voit dans ces nouvelles dispositions une ouverture encourageante. « Ce texte se situe toutefois, sous certains aspects, en dessous des demandes formulées par le Conseil national du sida et des termes de la déclaration Evvin-Bérégovoy de mars 1991, soulignant les responsables de l'association. Les conditions dans lesquelles un test pourra être demandé demeurent totalement floues. Les pratiques, parfois arbitraires, que nous avons déjà dénoncées pourront ainsi se poursuivre ».

Sans doute aurait-il tort de vouloir assimiler les compagnies d'assurance à un système de solidarité nationale ou de prise en charge du risque médical. A cet égard, le sida, maladie parmi d'autres, ne doit nullement devenir une catégorie pathologique particulière. Pour autant, il y a quelque chose à dire, comme le fait le gouvernement, que ce système imparfait issu d'un long marchandage constitue « un modèle pour les autres pays ».

## ÉDUCATION

## L'enseignement catholique veut une nouvelle loi

« La sensation de l'enseignement catholique d'être brimé est prédominante », a déclaré à l'AFP, mardi 3 septembre, le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique. Ce dernier réclame un nouveau débat au Parlement sur l'enseignement privé, ainsi que l'adoption d'une nouvelle loi.

« Je souhaite qu'on refasse le travail laborieux mais intelligent qui a été fait au moment du vote de la loi Debré en 1958-1959 », a précisé le secrétaire général. Son principal sujet d'insatisfaction est la limitation du financement des établissements privés par les collectivités locales conformément à la loi Falloux de 1850. Un amen-

dement à la loi sur l'administration territoriale, réclament l'abrogation de la loi Falloux, a été adopté par le Sénat le 13 juin dernier. Il sera examiné à l'Assemblée nationale lors de la session d'automne.

## NAVIGATION

## « L'Astrolabe » a réussi le « passage du nord-est »

L'Astrolabe, le navire polaire français, a réussi à parcourir en trente-sept jours les 14 450 kilomètres du passage du nord-est de Mourmansk d'où il était parti jusqu'au détroit de Béring qu'il a passé le 24 août. Au cours de ce périple, le premier à être fait par un navire occidental depuis 1922, l'Astrolabe, qui est « monté » jusqu'à la latitude de 77,8° nord, a eu besoin, pendant cinq jours, de l'assistance de brise-glaces soviétiques qui lui ont ouvert la voie dans une banquise épaisse de un à cinq mètres.

L'Astrolabe est arrivé dans le port japonais d'Hakodate le 2 septembre et en est reparti le lendemain à destination du Havre (via le canal de Suez) où il est attendu vers le 13 octobre. Il en repartira le 15 octobre, pour desservir, comme pendant chaque été austral, la station française de terre Adélie.

## EN BREF

Rectificatif : la pollution de la Seine. - Dans l'article de notre correspondant à Rouen consacré au rapport de Greenpeace sur la pollution de la Seine (le Monde du 3 septembre), il était écrit que « les agriculteurs du bassin rejettent du DDT et des engrais ». En fait, les agriculteurs ne peuvent rejeter aujourd'hui un produit interdit à la vente depuis plus de trente ans. Le rapport de Greenpeace notait seulement que l'on retrouvait encore du DDT dans les eaux et les sédiments de la Seine, longtemps après

l'arrêt de son utilisation. Les insecticides employés aujourd'hui par les agriculteurs français ne contiennent pas de DDT.

Des centaines de milliers de poissons morts dans l'étang de Berre. - Des centaines de milliers de poissons sont morts par asphyxie, au cours des derniers jours, dans l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône). Des mesures récentes montrent un effondrement des teneurs en oxygène dissous de l'étang.

هكذا من الأصل



# EDUCATION • CAMPUS

## Les enseignants chahutés par l'Histoire

L'effondrement du communisme en URSS déstabilise bien des professeurs

**«Q**U'EST-CE que ça rend, moi ?

professeurs d'histoire et de géographie, au collège et surtout au lycée, ne sont pas les derniers à être bousculés par l'onde de choc déclenchée à Moscou depuis trois semaines. Ils se sentent même en première ligne, partagés entre des exigences contradictoires et taraudés par mille soucis.

Comment oublier, en effet, ces « vérités » apprises puis enseignées pendant dix, vingt, trente ans ou plus ? Comment oublier le fracas d'octobre 1917 ? Comment effacer Potemkine et Stalingrad ? Léline et Gagarine ? Que faire de ces innombrables chapitres de manuels scolaires, plus jadis que jamais, sur l'organisation du pouvoir soviétique ou les subtiles différences entre kolkhoze et sovkhoze ?

Car la plupart des enseignants, au moins dans les lycées généraux, s'attendent à être bombardés de questions. « On l'a bien vu au moment de la chute du mur de Berlin ou pendant la guerre du Golfe : la demande des élèves est énorme. Pas plus que nous, ils n'échappent à cette sorte de fascination de vivre l'Histoire en direct, au jour le jour », note Alain Duret, la cinquantaine chevronnée, professeur au lycée Voltaire à Paris.

Et rares sont ceux qui imaginent pouvoir faire cette curiosité sans réponse. Faute de manuels actualisés — mais comment pourraient-ils l'être ? — ils mettent à jour leurs dossiers, collectionnent les « une » des journaux qui pourraient servir de matériel pédagogique et enregistrent à tour de bras sur leur magnéto-scope des bandes d'actualité.

Derrière l'excitation de l'histoire, vieille cependant la pratique de l'enseignant, « il s'agit avant tout d'acquiescer l'actualité, mais il est essentiel de mettre des garde-fous, de s'appuyer sur les événements actuels pour tracer des perspectives plus longues et pour essayer de mener une réflexion historique avec les élèves », souligne Michel Rapoport, professeur au lycée de La Folie Saint-James de Neuilly. M. Jean Peyrot, président de l'association Historiens et géographes, qui regroupe les enseignants de ces disciplines, est plus net encore : « L'histoire de l'URSS jusqu'à nos jours, on peut en parler et on doit en parler. Cette exigence de coller à l'actualité est même nécessaire car on comprend mieux l'Histoire, surtout à dix-huit ans, à

partir du présent. Mais il faut être très vigilant pour les examens ». Prudence d'autant plus légitime qu'elle rencontre celle du ministère de l'Éducation nationale. M. Lionel Jospin vient en effet de demander à l'inspection générale (le Monde du 4 septembre) de réfléchir aux dispositions à prendre rapidement pour tenir compte de la situation actuelle en Union soviétique dans les programmes d'histoire et de géographie. Déjà, en septembre 1990, après les chambardements dans les anciennes « démocraties populaires », une circulaire avait fixé de sérieuses limites aux risques de confusion entre actualité et Histoire. Dans le cadre d'« allègements » du programme, il était décidé que les sujets du baccalauréat ne pourraient porter sur les chapitres concernant « les structures politiques, l'évolution et les formes du pouvoir actuelles du monde socialiste ». Pour la même raison, les sujets du bac ne peuvent plus porter, de manière exclusive, sur la période des dix dernières années. Saluait l'invitation à réfléchir sur la longue durée.

Et l'on peut noter que lors de la dernière session du baccalauréat, les auteurs de sujets ont prudemment évité de s'engager sur le terrain incertain de l'URSS. Hormis un texte de M. Gorbatchev sur l'idée d'Europe et des questions beaucoup plus classiques sur les relations Est-Ouest (jusqu'en 1975), l'Union soviétique est largement absente des annales.

**« Comment faire un cours correct ? »**

Ces garde-fous, s'ils sont de nature à rassurer les élèves... et leurs parents, soulagent à l'évidence les enseignants. Car au fur et à mesure que se délitait le système communiste, depuis quelques années, chiffres, données et anciennes vérités perdaient beaucoup en crédibilité. Même la géographie, qui a longtemps servi de terrain solide et neutre, à l'abri des incertitudes idéologiques, est devenue des plus aléatoires. Absence de statistiques fiables, éclatement des structures économiques, incapacité à rendre compte sérieusement de l'économie parallèle : tout contribue à rendre l'exercice périlleux. La démographie elle-même, note Patrick Eveno, professeur à Bobigny, est sujette à caution depuis que l'on sait que les résultats du recensement de 1937 avaient été sérieusement corrigés à la hausse, sur ordre de Staline.

Bref, conclut Pierre Kerleroux, enseignant au lycée de Vilgenis de

Massy : « Comment faire un cours correct sur des réalités aussi mouvantes ? L'interrogation ne porte évidemment pas sur la seule période récente. Au-delà des bouleversements actuels, c'est toute l'histoire de l'URSS et du mouvement communiste qu'il va falloir réapprendre à enseigner ».

Sans doute, comme le note M. Jean-Clement Martin, professeur à l'université de Nantes et président du groupe technique disciplinaire en histoire-géographie pour le Conseil national des programmes, « il ne

beaucoup d'élèves écoutent avec indifférence, mépris ou dans la dérision. Les événements actuels vont occuper le mouvement ». Que le communisme ait pu engendrer un tel espoir pendant des décennies à travers le monde, que l'URSS ait pu être vécue comme une « seconde patrie », risquent de devenir, aux yeux des jeunes, des phénomènes aussi opaques et indéchiffrables que l'histoire de la religion romaine ou la Terreur révolutionnaire.

Pour Yves Santamaría, professeur au lycée professionnel d'application

nourris. Et qui présentent, en outre, l'indéniable attrait pédagogique d'une explication, globale et logique de l'histoire.

Depuis octobre 1917, l'histoire avait un « sens ». Elle est brutalement en train de le perdre. Les mêmes expressions reviennent avec insistance chez bon nombre d'enseignants : remise en cause des notions de vérité et d'exactitude, fin des certitudes, longtemps considérées comme scientifiques, crise morale et idéologique, après la crise idéologique des années 70. « Les collègues sont dans une panique noire », souligne carrément Jean-Clement Martin. Ils cherchent à retrouver un sens global à leur discipline et à ce qu'ils enseignent. Et ils constatent que ce qui est aujourd'hui perdu pour de bon, ce sont les repères sur le sens de l'Histoire.

Et Patrick Eveno ajoute : « Longtemps on s'est appuyé sur l'analyse marxiste, ou l'inverse. Aujourd'hui, l'Histoire n'a plus de socle, c'est le vide ». Face à cette « perte de sens », les professeurs, explique Yves Santamaría, « se raccrochent à des compensations pédagogiques », multiplient les exercices sur la relativité de l'Histoire et ses manipulations, sur l'évolution des points de vue concernant l'URSS ou sur la fiabilité des sources. Devant l'incertitude de la pensée, ajoute M. Martin, « ils privilégient les réponses techniques, les savoir-faire plutôt que les contenus ».

Pour certains, ce relativisme est plutôt satisfaisant. « Les élèves comprennent très bien, si on le leur explique, qu'on ne peut plus leur apporter de certitudes. Seulement formuler des problématiques. Ça ne dévalorise pas l'Histoire : ça la transforme en science expérimentale, comme la biologie », estime par exemple François Duret.

Mais l'inquiétude est latente chez beaucoup. Face au retour en force, inévitable, de thèmes traditionnels de la philosophie de l'Histoire (l'Histoire comme éternel recommencement, par exemple) comment réajuster les élèves ? Cela ne risque-t-il pas de renforcer, plutôt que l'esprit critique, une sorte de cynisme généralisé à l'égard de l'Histoire... et de la politique ? Si c'était le cas, l'onde de choc parie de Moscou n'aurait pas fini de déstabiliser en profondeur, et pour longtemps, la société française.

GÉRARD COURTOIS

### Rentrée pyrotechnique

Foin des rentrées plus vieilles, le cartable en berne et le moral au plus bas ! Pour permettre aux quatre cents élèves de son établissement d'échapper à toute crise de morosité, M. François Pitiot, proviseur du lycée d'enseignement professionnel François-Dolto au Fontenay (Isère), a concocté une première journée d'été.

Ainsi, les lycéens qui entrent en classe de seconde en première sont convoqués mardi 10 septembre, à 18 heures. Cet horaire inhabituel leur permettra d'entendre le coucher du soleil en prenant connaissance de leur emploi du temps. A l'issue de ces « formalités », les élèves et leurs parents sont conviés, entre chien et loup, à un buffet avant d'assister à un spectacle laser et un feu d'artifice.

« Le lycée doit être un lieu de vie », explique M. Pitiot qui précise, si besoin était, qu'il n'envisage pas de transformer son établissement en annexe du Club Méditerranée. « Cette manifestation tend à prouver qu'un LEP situé à huit kilomètres de Grenoble peut être dynamique et attirant pour des jeunes. Par la même occasion, elle permettra aux élèves, aux enseignants et aux parents de se rencontrer de façon informelle », poursuit le proviseur.

Quelques parents d'élèves, interrogés lors des inscriptions, se sont déclarés favorables à cette rentrée à grand spectacle. En revanche, certains enseignants, à l'annonce des projets du chef d'établissement, ont oscillé entre l'ironie et l'accablant. « Sans pour autant y croire, un cours de 28 heures finit à ce suspens, indiquant que la rentrée se précède ». Pour faire taire les grincheux, le proviseur présente un budget transparent : si le spectacle laser est gracieusement offert par une entreprise de la commune, les 3 000 F nécessaires au feu d'artifice, seront fournis... par les crédits annuels du plan d'urgence lycéen.

MICHELLE AULAGNON



J'ai pas prendre les profs d'histoire pour des aveugles. Ça fait dix ou quinze ans que ces interrogations sont posées. Les enseignants sont habitués aux révisions de l'analyse historique. Songez à l'histoire de la Chine contemporaine après la Révolution culturelle ou aux récentes en profondeur de la Révolution française. « Cela fait plus de dix ans, ajoute Pierre Kerleroux, que le mythe de la révolution s'est effondré, que les tabous ont sauté et que les générations formées à l'école du marxisme ont pu ou prou coupé le cordon ».

La question revient pourtant avec insistance : comment faire comprendre aux élèves le phénomène communiste ? « Jusqu'en 1983-1984 », note Michel Rapoport, « la révolution d'octobre avait encore une charge émotionnelle forte. Et puis c'est devenu un événement banal. Quand on parle aujourd'hui du monde soviétique,

d'Antony, le décalage est encore plus sensible chez les élèves de bac professionnel. Il est difficile pour les jeunes de comprendre l'URSS. Ils manquent de repères historiques, vivent les événements dans l'immédiateté de l'image et de la télévision et ils ne disposent même plus de référence ouverte ou syndicale qui pouvait animer leurs parents ».

Comment comprendre, dans ces conditions, que tant de gens aient pu se tromper ?

**Les enseignants dans la panade**

A commencer... par des générations d'enseignants. Si la plupart d'entre eux ont abandonné les engagements militants et pudiquement oublié leur attitude du « grand soc », ils ne peuvent changer aussi facilement la conception de l'Histoire, matérialiste et marxiste, à laquelle bon nombre d'entre eux ont été

## Les laborieux « projets » de M. Jospin

Pour accroître l'efficacité du système éducatif, le ministre de l'éducation nationale mise sur les « projets d'établissement ». Mais l'autonomie ne se décrète pas

Le constat est désormais général : après des décennies de croissance, l'éducation nationale est devenue une administration hypertrophiée, opaque, centralisée et tatillonne. Trop empêtrée dans mille règlements dictés « d'en haut » pour être vraiment capable de s'adapter à la diversité des situations locales de ses milliers d'écoles, de collèges et de lycées. Non seulement cette lourdeur est paralysante pour le service public. Mais la démonstration n'est plus à faire qu'en matière d'éducation l'uniformité ne garantit pas l'égalité des chances.

Depuis son arrivée rue de Grenelle en 1988, Lionel Jospin a définitivement consacré quelques mots-clés, censés servir de ressorts à la modernisation de l'éducation nationale. La loi d'orientation du 10 juillet 1989 entend ainsi favoriser « une dynamique nouvelle » construite autour des « projets d'établissement » dont le ministre rappelle inlassablement, depuis deux ans, le rôle déterminant pour la réussite de l'objectif global qu'il s'est fixé (« conduire 100 % d'une génération à une formation et une qualification »). Depuis la rentrée 1990, chaque établissement scolaire est tenu de se doter d'un « projet », sorte de programme interne, de charte négociée entre les différentes parties concernées — administration, enseignants, parents et partenaires locaux mais aussi élèves dans les cas des lycées.

Mais la commande reste floue. Et l'éducation nationale a bien du mal à se transformer en maison de verre et à rallier, du jour au lendemain,

les nouveaux mots d'ordre : transparence, efficacité et adaptation au « terrain ». Remis au ministre en juin dernier, un « audit » de l'éducation nationale par le conseil d'État en octobre 1990 et mai 1991 sur le suivi des projets dans les collèges et les lycées de dix académies montre que l'affaire est mal engagée.

**Des procédures formelles**

La loi d'orientation du 10 juillet 1989 définit la nouvelle démarche en trois lignes lapidaires et fort peu explicites. Le projet d'établissement, stipule le texte, « fixe les modalités particulières de mise en œuvre des objectifs et des programmes nationaux. Il fait l'objet d'une évaluation. Il précise les activités scolaires et périscolaires prévues à cette fin ». Une telle imprécision a provoqué le désarroi des principaux intéressés, chefs d'établissement et enseignants, partagés entre les interrogations sur la méthode — comment s'y prendre et par où commencer ? — et les résistances ou les doutes sur le fond. Car la « démarche de projet » peut être un formidable outil de cohérence interne, mais elle peut aussi diviser les enseignants et les obliger à de pénibles remises en cause.

Très attendue, une circulaire de cadrage sera publiée dix mois après l'adoption de la loi d'orientation. Mais elle décevra l'attente d'équipes désarmées, en quête de boussoles. Le texte ne va guère au-delà de la déclaration d'intention et il fait surtout une large place aux détails de procédure et de calendrier — ce qui est assez paradoxal quand on a comme objectif de libé-

rer l'initiative et de renforcer l'autonomie.

Mais c'est surtout, comme le soulignent les inspecteurs généraux dans leur rapport, l'absence de véritables structures de pilotage qui a compromis le démarrage de la nouvelle politique. A l'instar de leur « base », les recteurs et les inspecteurs d'académie ont eu le plus grand mal à traduire la commande du ministre. Pour se former à la nouvelle démarche, élaborer leurs projets, en assurer le suivi et l'évaluation, les établissements devaient bénéficier de l'aide logistique de divers « groupes de pilotage » constitués au niveau académique ou départemental. Mais le relais ne s'est pas fait et le pilotage de la politique de M. Jospin reste lacunaire. Bien sûr, tempèrent les inspecteurs généraux, ces dispositifs sont récents et par conséquent adaptables, mais « ce nouveau mode de management du système éducatif » a pris à contre-pied une habitude « encore imprégnée de la logique ancienne ». « Le premier effet de l'obligation faite aux établissements d'élaborer un projet, note le rapport, a été d'engendrer de nouvelles montages de papier et d'engendrer des procédures supplémentaires très formelles ».

**Atermoiements Rue de Grenelle**

« Peu d'académies ont élaboré un projet académique », note encore l'inspection générale. Mais le plus préoccupant est l'absence, chez les principaux responsables, d'une conception unifiée de la notion de projet d'établissement. Et l'administration centrale elle-même

n'échappe pas à ces atermoiements : le rapport note avec humour qu'un travail « sur le concept même de projet d'établissement » a été entrepris, dans le courant de l'année 1991, sous l'égide de la direction des lycées et collèges du ministère. « Une mission d'étude car elle laisserait supposer que les établissements sont légalement tenus de mettre en œuvre une notion qui n'est pas encore stabilisée ».

Le rapport épingle avec brutalité le manque de professionnalisme de certaines pratiques de formation et d'aide aux établissements, ou encore l'insuffisante implication des différents corps d'inspection. Ainsi, à la date de l'enquête, en mars 1991, deux académies sur dix seulement (Lille et Orléans-Tours) étaient en mesure de fournir un document formalisé sur les projets d'établissement et la politique menée dans l'académie. Deux autres (Dijon et Créteil) s'appretent à faire de même.

Feu-t-il s'étonner, dans ces conditions, que le projet académique ait été mal connu de plus de la moitié des chefs d'établissement, comme le signale le rapport, et qu'il ait été « ignoré » de la quasi-totalité des personnels, ou fortiori des parents et des élèves.

Des actions de formation existent dans toutes les académies passées au crible, avec une grande diversité d'intervenants, d'objectifs et de contenus. Mais elles n'échappent pas toujours au « saupoudrage » qui reste le plus souvent « la règle ».

CHRISTINE GARIN  
Lire la suite page 12

**Les Métiers de Spectacle : UN PARI TECHNOLOGIQUE D'AVENIR, MÉTIERS DU SON, DE LA LUMIÈRE, DU COSTUME ET DU DÉCOR**

**FORMATION SUPÉRIEURE AUX MÉTIERS DU SPECTACLE**

Accessible pour tous les étudiants et professionnels de niveau BAC, certificat école + BTS

Formation de technicien des métiers du spectacle accessible pour les étudiants de niveau Seconde, certificat école + BT

Renseignements : SCAENICA 85, bd Camille-Blanc - 34200 SÈTE

École Européenne Supérieure Privée des Arts et Techniques du Spectacle

Tél. (16) 67.51.24.24 - Session de septembre - inscriptions ouvertes

**eus LONDON**

**BA(Hons) in European Business Administration**

Sont heureux d'annoncer que leur ancien diplôme est désormais accrédité au Royaume-Uni comme Licence Universitaire de Commerce. A partir de septembre, le cours prendra le nom de BA (Hons) in European Business Administration.

et permettra :

- d'acquérir une connaissance solide des disciplines commerciales
- d'apprendre la gestion de l'innovation et de l'esprit d'entreprise
- de parvenir à communiquer effectivement dans les affaires
- de faire partie d'un environnement étudiant multinational
- de maîtriser trois langues européennes
- d'étudier dans trois des pays suivants : France, Allemagne, Italie, Espagne, Angleterre

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter : The Registry, European Business School, Regent's College, Inner Circle, Regent's Park, London NW1 4NS.

Tél. +4471 48727400 Télécopie +4471 4877465

هكذا من الأصل



## EDUCATION • CAMPUS

## REPÈRES

## La rentrée de A à Z

**ANNÉE SCOLAIRE.** Le calendrier scolaire triennal adopté par le Conseil supérieur de l'éducation en juin 1989 a été modifié en avril 1991 sur la demande pressante des organismes de tourisme. Mais les modifications apportées concernent exclusivement les congés d'hiver et de printemps. Pour la première fois en 1990-1991, l'allongement du dernier trimestre a reporté le départ en congé d'été à la première semaine de juillet. Cette disposition, reconduite pour la présente année scolaire (les vacances d'été sont fixées au mercredi 8 juillet 1992), n'a pas eu l'effet escompté. Comme les années précédentes, l'organisation des vacances – notamment du baccalauréat – a perturbé gravement le déroulement du dernier trimestre. Le premier ministre, M. Edith Crasnon, s'en est ému le 19 mai dernier, au point d'axhorter le ministre de l'éducation nationale à « trouver des formules » pour éviter que les enfants ne se retrouvent à la rue à partir du 15 juin. Pour tenter de résoudre le problème, M. Lionel Jospin doit annoncer, d'ici à la fin du mois de septembre, des dispositions pratiques concernant l'organisation du baccalauréat, applicables dès juin 1992.

**COLLÈGE.** La transformation des collèges marque le pas. Le ministère doit entamer la réflexion et un ensemble de propositions sera présenté d'ici à la fin de l'année. Un seul changement important à cette rentrée : la suppression de la physique-chimie en classe de sixième, une décision arrêtée en juillet 1990. La suppression de cette discipline en classe de cinquième prendra effet à la rentrée 1992.

**NOUVEAUX DIPLOMES.** Quatre nouveaux bacs professionnels sont créés à cette rentrée : aménagement intérieur, hygiène et environnement, mise en œuvre de matériaux, logistique et transport. S'y ajoutent six nouveaux brevets de technicien supérieur (BTS) : génie optique, maintenance et après-vente automobile, audiovisuel, mise en œuvre plastiques et composites, métiers d'art (option costume-réalisateur) et métiers du spectacle (option techniques de la habillage). Deux autres BTS, commerce international et assurance, seront créés.

En outre, une section conduisant au baccalauréat technologique « hôtellerie » est créée en classe de seconde spécifique à la rentrée. Elle concernera, à terme, 6 500 élèves de la seconde à la terminale. Enfin, le baccalauréat technique F1 (mécanique) s'enrichit de cinq nouvelles options.

**ÉCOLE.** C'est la grande réforme de l'année 1991 : après la phase d'expérimentation qui a touché les établissements de trente-trois départements l'an dernier, l'ensemble des écoles maternelles et primaires vont devoir, à cette rentrée, modifier leur organisation pédagogique. Une organisation en trois cycles de trois ans se substitue à l'actuel découpage en années. L'objectif est de mieux prendre en compte le rythme de chaque enfant et de favoriser le travail collectif des enseignants. Ces derniers auront un trimestre (jusqu'à la rentrée de janvier 1992) pour mettre en place la nouvelle organisation. Les horaires changeront. Les élèves ont désormais 25 heures de cours hebdomadaires (au lieu de 27). Le temps ainsi dégagé doit être utilisé par les maîtres pour la concertation.

**EFFECTIFS.** La baisse des effectifs ancrée depuis 1983 à l'école élémentaire se poursuit. On attend ainsi, dans les écoles élémentaires publiques 3 658 900 élèves (soit une baisse de 0,7 % par rapport à 1990). Dans l'enseignement pré-élémen-

taire, en revanche, les effectifs devraient être en légère hausse : 2 328 300 élèves sont attendus (+ 0,2 %). Dans le second degré, les tendances observées l'an dernier vont s'accroître. Près de 55 000 élèves supplémentaires devraient être accueillis (+ 1,2 % par rapport à 1990). Pour la première fois depuis la rentrée 1984 les effectifs des collèges augmentent (+ 1,2 %). En revanche la progression devrait se stabiliser au lycée (+ 0,9 % au lieu de 7 % à 8 % les années précédentes). Mais c'est dans la formation post-baccalauréat que l'on s'attend à la hausse la plus spectaculaire : + 11,3 %.

**EVALUATION.** Pour la troisième année consécutive, l'évaluation des acquis des élèves entrant en CE2 (cours élémentaire deuxième année) et en sixième sera organisée au tout début de l'année scolaire. En outre, un livret scolaire, conçu à partir des compétences à acquérir par les enfants, et qui devra servir de lien entre les maîtres et les parents est en cours d'élaboration.

**IUFM.** Après une phase expérimentale conduite durant l'année scolaire 1990-1991 à Grenoble, Lille et Reims, un institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) ouvre, cet automne, dans chaque académie. L'objectif est de créer, autour d'une ou plusieurs universités, un pôle regroupant l'ensemble des moyens existants : écoles normales d'instituteurs (ENI), écoles normales nationales d'apprentissage (ENNA), centres pédagogiques régionaux (CPR), centres de formation des professeurs de l'enseignement technique (CFPET). Qu'ils se destinent au professorat ou au métier d'instituteur, les futurs enseignants seront désormais formés en deux ans dans le même établissement. Un tiers de la formation sera consacré aux stages sur le terrain. Pour l'encadrement des étudiants, 300 emplois d'enseignants-chercheurs sont créés ; ils s'ajoutent au potentiel pré-existant (2 400 emplois). Les premières promotions d'enseignants ayant bénéficié d'une formation complète en IUFM sortiront en juin 1993.

**LYCÉES.** Les lycées vont entrer dans une période de transition avec la grande réforme émise par le ministre le 25 juin dernier et qui doit entrer en application à partir de la rentrée 1992. Le remodelage des séries autour de grandes dominantes, l'introduction d'une part d'enseignement modulaire ainsi que l'allègement et la rénovation des programmes constituent les grands axes de la réforme en cours. C'est pendant cette année scolaire que le ministère va devoir définir les nouveaux programmes. Les élèves de terminale subiront, en principe, les épreuves du baccalauréat rénové à la session de juin 1995.

**ZEP.** Remaniée à la rentrée 1990 et définie pour trois ans, la politique des zones d'éducation prioritaires (ZEP) se poursuit. Elle concerne 6 454 écoles, collèges et lycées publics, soit près de 10 % des établissements scolaires. Un crédit spécifique de 101 millions de francs est inscrit au budget 1991. En outre, dans le cadre du Plan d'urgence pour les lycées, l'effectif maximum devrait être porté à 25 élèves par classe dans les lycées professionnels et à 30 élèves par classe pour les lycées d'enseignement général et technique. L'indemnité de sujétion spéciale dont bénéficient les enseignants exerçant en ZEP, d'un montant annuel de 2 000 francs en 1990-1991, sera portée à 4 100 francs cette année.

## Ecoles à la carte à Joinville-le-Pont

La municipalité a décidé de supprimer la sectorisation dans le primaire

A règle est établie depuis la loi du 28 mars 1982 : dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune d'entre elles est fixé par un arrêté du maire et les familles doivent se conformer à cette « carte scolaire ». Assoupli depuis quelques années pour les collèges et les lycées, le système est encore général dans le primaire.

C'est cette règle, plus que toute autre, que le conseil municipal de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) a décidé, le 28 mars dernier, de supprimer. Dès cette rentrée, et pour la première fois, les inscriptions des élèves dans les trois écoles de la commune peuvent échapper à la traditionnelle sectorisation. Les parents sont donc libres, en principe, de choisir l'école de leurs enfants. Une liberté qui ne fait pas l'unanimité et suscite l'inquiétude de parents, d'enseignants et d'élus.

Il craignent, en premier lieu, de voir s'installer une ségrégation scolaire et un enseignement à deux vitesses. La commune compte en effet trois écoles : une sur la rive gauche de la Marne, Palangis, dite Oudinot (18 classes, 453 élèves) qui jouit d'un monopole géographique, et deux sur l'autre rive, Eugène-Voisin (9 classes, 206 élèves) et Jean-Charcot (11 classes, 268 élèves). L'école Jean-Charcot a vu défiler des générations d'instituteurs et ses écoliers en jeans et baskets qui écrivent au style bille sur les hénarres de ceux qui, blouse grise sur le dos, galoches aux pieds, venaient tremper leur plume dans des enciers de porcelaine. Bref, Charcot, c'est la tradition.

L'école Eugène-Voisin, elle, est le

fruit de la nécessité, imposée par la construction de deux groupes d'HLM, Barbusse et Lactenc. Depuis son ouverture en 1976, que ses enseignants se débattaient ou qu'ils restent cois, elle a mauvaise réputation. Pourtant, elle se situe dans la moyenne nationale, avec, comme partout, son lot de bons et de moins bons élèves. Mieux, proche de Charcot, elle se partage avec elle l'accueil des enfants des cités HLM. Voisin a donc tout à craindre de la désertion. Bien sûr, les enfants qui ont commencé leur scolarité ici vont y poursuivre leur cursus, et les départs sont peu nombreux (dans les CM2, par exemple, il n'y a que deux enfants qui partent pour Charcot).

## Les risques du ghetto

En revanche, les Joinvillais de fraîche date sont très sensibles aux maux. Ainsi, la totalité des habitants du nouveau quartier des Canadiennes qui, face au bois de Vincennes, aligne des immeubles faisant assaut de verre et de marbre, ont choisi l'école Charcot. M. Jeanne Lefèvre, directrice de Voisin, constate, désempée : « Une seule famille des Canadiennes est venue se renseigner ici, et elle a choisi Charcot. » Cette situation a même donné naissance à une rumeur selon laquelle la ville aurait choisi la désertion pour permettre aux Canadiennes de ne pas mêler leurs enfants à ceux des HLM.

Si les risques d'une école ghetto se posent pas dans l'immédiat, de glissement en glissement, qu'en sera-t-il demain ? M. Lefèvre pose déjà la question : « Faut-il faire une école où l'on n'accueille que les enfants des

cités ? Sans créer une ZEP (zone d'éducation prioritaire) pour autant, car le profil ne s'y prête pas ? Autre source d'inquiétude : face à la désertion, l'inspection académique ne va-t-elle pas globaliser les effectifs, entraînant d'inévitables fermetures de classes à Eugène-Voisin. Il n'est pas question aujourd'hui, mais demain ?

Pour la mairie de Joinville, la suppression de la carte scolaire est uniquement motivée par le nombre sensible de dérogations demandées par les familles pour divers motifs, et toujours accordées, ainsi que l'explication M. Danièle Villebonnet, directrice du service scolaire. La désertion ne ferait donc qu'entériner un état de fait d'autant que, selon les services municipaux, les changements sont demandés essentiellement par des personnes qui auraient sollicité des dérogations. Pour éviter tout bouleversement dans les effectifs existants, un règlement a été mis en place. Les parents peuvent demander, lors de l'inscription, l'établissement de leur choix. Mais cette décision est prise pour toute la durée de la scolarité maternelle ou primaire. En cas d'effectif supérieur aux possibilités d'accueil dans une école, des règles de priorité, prenant notamment en compte l'avis des directeurs, ont été instituées.

## Publicité dans le bulletin municipal

L'aspect le plus iconoclaste de la réforme engagée à Joinville est la possibilité donnée, à partir de septembre, à chacune des trois écoles maternelles et des trois écoles primaires, de « se faire leur publicité »

## Les laborieux « projets » de M. Jospin

Suite de la page 11

En outre, même quand les formations offertes ont été bien structurées, comme à Créteil, Dijon ou Orléans-Tours, il semble qu'on ait négligé partout, souligne le rapport, « d'informer et de convaincre les enseignants ». « L'indifférence au projet d'établissement continue à prévaloir parmi les pédagogues, précise l'inspection générale, quand il ne s'agit pas d'une réticence que renforce l'opposition ou la réserve de la majorité des organisations syndicales. »

La démarche de projet implique que les relations entre établissements et administration changent radicalement de nature. C'est évidemment le virage le plus difficile à négocier. Les autorités académiques ont un droit de regard sur les projets soumis par les établissements, mais les critères retenus semblent très flous et la procédure de validation, trop rigide, comporte d'importants « risques de dérive bureaucratique ». Lors du lan-

cement de la nouvelle politique, en 1990, « la lecture des projets s'est trop facilement apparentée à la correction d'une copie parfois renvoyée sans ménagements aux rédacteurs », signale crûment l'inspection. En outre, le contrôle se réduit le plus souvent à un strict examen de conformité avec les objectifs officiels, sans qu'intervienne de jugement de valeur sur la qualité pédagogique des projets.

Cette validation chaotique des projets est censée permettre la distribution d'éventuels moyens supplémentaires. Or ces aides financières sont « symboliques », insuffisantes, en tout cas, pour stimuler le zèle des différents acteurs. Elles ne représentaient, en 1990, que 0,32 % de l'ensemble des moyens délégués par l'Etat aux établissements du second degré. Et des problèmes de calendrier viennent en outre compliquer les choses : ainsi, en 1990, les crédits alloués au titre des projets d'établissement ont été coulés le 25 juin, date à laquelle l'organisation de l'année scolaire suivante est largement bouclée, et au moins dans ses grandes lignes. Selon les autorités académiques, ce n'est pas le plus grand mal à ronger avec leur règle de répartition uniforme des crédits qui occulte la diversité des établissements. Or, souligne le rapport, dans un établissement d'enseignement, le projet est

d'abord « une démarche qui vise à articuler les objectifs pédagogiques et la gestion des moyens ».

L'inspection générale relève un autre paradoxe : dans les règles actuelles du fonctionnement du système, les établissements qui parviennent à accroître leur efficacité n'en retirent aucun avantage. Par exemple, un collège qui parvient à faire chuter son taux de redoublement de 14 à 5 % perd, en huit ans, environ 70 élèves et donc 6 postes d'enseignants qui sont remis dans le pot commun. De quoi décourager bien des bonnes volontés.

Sur la question des moyens financiers, l'ambiguïté doit être levée, juge l'inspection générale. Le ministère de l'éducation nationale doit clairement afficher que le projet d'établissement est d'abord « un moyen de mieux utiliser les moyens existants ». Ce qui n'empêche pas de soutenir des actions particulières, mais à une condition : qu'elles soient financées après une évaluation de leurs résultats, et non « a priori », comme c'est le cas actuellement. À l'échelon de l'établissement comme à l'échelon académique, l'inspection générale plaide pour une véritable « contractualisation » impliquant un « intérêt » à l'amélioration de la qualité et l'établissement d'un calendrier « global et cohérent ». Mais finalement, assure-t-elle en conclusion, « il s'agit moins de prendre de nouvelles décisions que de tenter de dégager l'art de faire aboutir celles qui ont déjà été prises ». Tout un programme...

CHRISTINE GARIN

## Echec scolaire et caries dentaires

Depuis 1990, sur la base d'une convention signée entre l'éducation nationale, la délégation interministérielle à la ville (DIV) et la Caisses des départs et consigne, des actions de lutte contre l'échec scolaire sont financées dans les zones d'éducation prioritaire (ZEP). M. Jean-Yves Rochex, chercheur à l'université Paris-VIII et spécialiste des ZEP, a été chargé par la Caisse des départs d'évaluer la nature de ces actions et leurs procédures de financement. L'enquête, actuellement en cours, porte sur l'instance sur quatre-vingt-dix dossiers.

Le constat n'est pas glorieux. Nombreux sont dans la circulation de l'information, problèmes de calendrier, et incapables, chez les décideurs, à sortir du quantitatif : les observations sont peu ou prou les mêmes que celles de l'inspection générale sur les projets d'établissements.

Ainsi, pour éviter le saupoudrage des moyens, les signataires de la convention s'étaient mis d'accord pour ne pas accorder de financements inférieurs à 50 000 francs. En bout de course, on s'aperçoit que 35 % des aides accordées sont dans ce cas... De même, sur les quatre-vingt-dix dossiers étudiés, seize ne permettent pas de connaître avec précision les publics concernés ; et onze seulement concernent l'ensemble des établissements d'une ZEP, alors que la convention ne devait, en principe, retenir que des « projets de quartier ».

« Si l'utilité de chacune des actions financées ne peut être mise en doute, analyse Jean-Yves Rochex, leurs liens avec la réussite scolaire méritent d'être interrogés (...). Si les actions de prévention et d'éducation à la santé ne sont certes pas inutiles dans les quartiers en développement social comme ailleurs, leurs liens avec l'amélioration de la réussite scolaire restent à démontrer : caries et décalages seraient-ils directement facteurs d'échec scolaire ? ». Les projets de nature culturelle opèrent, pour leur part, souvent juxtaposés aux apprentissages, voire délégués à des animateurs par les enseignants.

Derrière ces projets, apparaissent en réalité des représentations très « globalisantes » et figées de l'échec scolaire. Elles sont souvent un obstacle, estime Jean-Yves Rochex, à l'identification des difficultés réelles rencontrées par les élèves – et les enseignants – dans la voie de la réussite.

Ch. G.

## Professions : Ingénierie et Management Culturels

ISMC

## Institut Supérieur de Management culturel

Le secteur culturel est en plein développement, mais il a besoin de cadres compétents formés à la production, à l'administration, à la programmation artistique et à la programmation architecturale.

L'ISMC, créé par Claude Mollard, vous propose un enseignement unique en France : un 3<sup>ème</sup> Cycle Supérieur de spécialisation de Management et d'Ingénierie Culturels d'une année, encadré par les meilleurs spécialistes de ce secteur.

Recrutement sur concours ouvert aux : Grandes Ecoles, IEP, ESC, Maîtrise, DEA, Gestion Droit, Sciences Economiques, Lettres, Sciences... ou expérience professionnelle.

Date limite de remise des dossiers le lundi 16 septembre 1991.

Renseignements : ISMC (Etablissement privé d'enseignement supérieur) 3, rue Danville 75014 Paris Téléphone : (1) 43.20.73.73

## Le Monde DE L'EDUCATION SEPTEMBRE 1991 ENQUÊTE

## Ecole primaire la grande réforme

Dès le 10 septembre, toutes les écoles maternelles et élémentaires de l'Hexagone doivent se mettre au diapason d'une nouvelle réforme. Ses objectifs : éviter la rupture entre l'école maternelle et l'école élémentaire, instaurer des cycles scolaires de trois ans, permettre d'apprendre sans redoubler.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**iUT** ORSAY Plateau du Moulon BP 127 91403 ORSAY  
Tél. : 69-41-00-40 poste 350

## FORMATION CONTINUE

3 départements :

INFORMATIQUE MESURES PHYSIQUES CHIMIE

3 diplômes universitaires de technologie (DUT) à temps partiel, 1 an à temps plein.  
Dates limites d'inscription : mi-septembre 1991.

هكذا من الأصل

Les universités changent d

La Banque mondiale en première ligne



# EDUCATION • CAMPUS

## Les universités de l'Est changent de modèle

En Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie  
l'enseignement supérieur est en pleine reconstruction

**A**PRÈS avoir mis fin à la tutelle politique et restauré l'autonomie des universités, les responsables de l'enseignement supérieur des pays d'Europe centrale sont maintenant engagés dans une tâche délicate : rénover en profondeur des systèmes universitaires paralysés par quatre décennies de bureaucratie communiste.

Des changements radicaux sont déjà intervenus, comme le remplacement des recteurs, doyens et directeurs de départements conservateurs par de nouveaux responsables libérés de l'ancien régime. On le voit dans les universités de Pologne, où les enseignants incompétents, qui ne devaient leur poste qu'à leur loyauté à l'égard du parti. De même, des facultés fermées par les autorités communistes ont rouvert leurs portes, comme celles de théologie. Enfin, un certain nombre d'établissements, parmi les plus importants, ont commencé à introduire des systèmes d'unités de valeur (« crédits ») qui permettent pour la première fois aux étudiants d'avoir un choix de cours, encore limité certes, mais plus large qu'auparavant. Et de nombreuses universités sont en train de mettre en place des cursus à l'occidentale avec les trois étapes de la licence, de la maîtrise et du doctorat.

Mais les mutations désirées prendront des années. Il en ira ainsi de l'augmentation des flux d'étudiants ou de l'élevation de la qualité de l'enseignement à un niveau comparable à celui des pays occidentaux. Cette transformation est plus avancée en Pologne et en Hongrie, où des réformes ont déjà été engagées, de façon informelle, au cours des années 80. La Tchécoslovaquie leur a rapidement emboîté le pas. Dans ces trois pays, en effet, les pouvoirs publics ont adopté des lois qui accordent aux universités une autonomie presque totale, aussi bien pour la gestion que pour l'enseignement.

### Restaurer la culture générale

« Nous sommes complètement libérés de nos mouvements notés avec satisfaction », déclare M. Andrzej Wroblewski, recteur de l'université de Varsovie. La seule pression que le gouvernement pourrait exercer est financière, et il s'en garde. « Véritable révolution par rapport à l'ancien régime, où les autorités communistes contrôlaient programmes, recherche et carrière des enseignants. »

« La première étape du changement est achevée », estime pour sa part M. Vlastimil Parizek, directeur du département des sciences de l'éducation de l'université Charles de Prague. L'économie de marché devrait jouer, à partir de maintenant, un rôle important dans le choix des nouveaux cours.

A cet égard, les établissements les plus dynamiques poursuivent deux

objectifs : introduire des enseignements qui n'étaient pas tolérés pendant la période communiste et créer des formations indispensables au développement de l'économie de marché, en particulier dans les domaines de l'économie, de la sociologie, de l'informatique, du management et des sciences politiques. Mais, comme l'explique M. Jerzy Gasiorowski, chargé de l'enseignement supérieur au ministère polonais de l'éducation, l'orientation essentielle des responsables universitaires est de « recréer l'université traditionnelle, largement basée sur la culture générale ».

Cela passe d'abord par des réformes de structure. Depuis les années 50 et sur le modèle soviétique, un nombre de grandes universités d'Europe centrale avaient été démantelées et fractionnées en établissements plus modestes et plus spécialisés, que l'on qualifie aujourd'hui, par dérision, d'« usines à diplômes ». Les ministères de l'éducation ont donc commencé à regrouper ces établissements, il s'agit à la fois de supprimer des administrations redondantes et de reconstruire un climat d'interdisciplinarité jugé plus favorable au développement de la recherche.

### Doubler le nombre des étudiants

L'une des premières restructurations de ce type est prévue à Debrecen, où les quatre universités existantes et plusieurs instituts de recherche vont être réunis pour reconstituer la grande université qui existait, avant les années 50, dans cette ville de l'est de la Hongrie. Même en Tchécoslovaquie, où les communistes n'avaient pas démantelé les vieilles universités, les responsables souhaitent vivement « mettre un terme à la spécialisation excessive des établissements et restaurer un enseignement théorique plus général afin de former les étudiants à l'analyse systémique », selon la formule de M. Libor Paly, premier vice-ministre chargé de l'enseignement supérieur de la République tchèque.

Dans le même esprit, les responsables entendent renforcer l'université en mettant un terme à la séparation stricte entre enseignement et recherche. A l'image du modèle soviétique, les académies de sciences de chaque pays de l'Est étaient largement favorisées et récupéraient l'essentiel des budgets de recherche. Ces académies sont en train de perdre beaucoup de leur pouvoir et de leurs crédits. L'arrivée de leurs instituts de recherche sont rattachés aux universités. En Pologne, le nouveau Comité pour la recherche scientifique, comparable à la Fondation nationale pour la science des Etats-Unis, est désormais responsable de la répartition — sur critères scientifiques et non plus politiques — des crédits du gouvernement.

Un autre besoin crucial est d'ouvrir

plus largement les portes de l'université. Rapporté à la population globale, le nombre d'étudiants dans les pays d'Europe centrale et orientale est inférieur de moitié à celui de l'Europe de l'Ouest. M. Jaroslav Kalous, au ministère de l'éducation de la République tchèque, estime que pendant les dernières années du régime communiste la Tchécoslovaquie n'a consacré que 5 % de son produit intérieur brut à toutes les dépenses d'éducation. Citant des chiffres de l'UNESCO, il souligne qu'entre 1965 et 1985 son pays est passé de la 22<sup>e</sup> à la 72<sup>e</sup> position internationale pour la part de PIB consacrée à l'éducation. « Les autorités communistes ont toujours mis en avant leurs efforts en matière de formation. Les gens savent maintenant que c'était un mensonge », conclut-il.

Dans les trois pays d'Europe centrale, les responsables sont donc unanimes : il faut doubler le nombre des étudiants. Ils reconnaissent toutefois que c'est une perspective à long terme. En Pologne et en Hongrie, on estime qu'il y aura cette année 10 à 15 % de nouveaux étudiants de plus que l'an dernier. En Tchécoslovaquie, une augmentation de cette ampleur s'est déjà produite l'an dernier, mais beaucoup d'universités n'étaient pas préparées à une telle croissance et on s'attend, pour 1991-1992, à un retour au niveau des inscriptions des années antérieures.

Mais c'est en Hongrie que la politique est la plus volontariste : d'ici trois ou quatre ans, les autorités espèrent augmenter de 60 % le nombre des étudiants. Le projet de loi sur l'enseignement supérieur, attendu pour le mois de décembre prochain, devrait y contribuer en supprimant les derniers obstacles administratifs ou financiers à la création d'universités privées. En outre, le ministre de l'éducation a récupéré un certain nombre de bâtiments militaires libérés par le départ des troupes soviétiques, ainsi que des immeubles qui appartenaient au Parti communiste. Tous ces bâtiments seront utilisés à la fois pour le logement et pour l'enseignement.

### Inertie, conservatisme et pénurie

Selon l'avis général, deux problèmes majeurs entravent la volonté de réforme. D'une part, le conservatisme et l'inertie d'une partie de l'administration du système universitaire, et d'autre part, l'insuffisance des crédits gouvernementaux, qui ne progressent pas aussi vite que l'inflation. Parmi ces trois pays, c'est en Pologne que la pauvreté universitaire est la plus sensible. Sans doute les salaires des enseignants ont-ils été indexés sur l'inflation, mais les crédits de maintenance des universités ont à nouveau diminué cette année. C'est pourquoi le recteur de l'université de Varsovie, M. Wroblewski, recherche de nouvelles sources de financement auprès de fondations, d'entreprises ou d'autres programmes gouvernementaux. Il craint cependant les mouvements de mauvaise humeur à la rentrée : « On se bat pour trouver des crédits. Mais je ne sais pas comment les étudiants réagiront quand ils constateront que les locaux ne sont toujours pas entretenus. »

A Prague, l'université de technologie s'est tournée vers l'étranger pour rénover trois grands bâtiments délabrés. Elle vient en effet de signer des contrats avec des entreprises occidentales qui prendront à leur charge le coût des travaux et récupéreront leur investissement en louant, pendant plusieurs années, l'hôtel et les locaux commerciaux aménagés dans ces bâtiments. Pour M. Stanislav Hanzl, recteur de cette université, le problème est simple : « Le gouvernement ne peut nous donner un centime pour ces rénovations. La seule solution actuellement est de nous débrouiller de notre côté. »

BURTON BOLLAG

UNIVERSITÉ PARIS XIII  
DEA  
DROIT PUBLIC  
ÉCONOMIQUE  
DEUX FILIÈRES :  
• DROIT INTERNE  
• DROIT INTERNATIONAL  
ET COMMUNAUTAIRE  
Renseignements et inscriptions :  
Université Paris Nord  
Faculté de droit, sciences politiques  
et sociales (bureau H 209)  
avenue J.-B. Clément, 93430 Villetaneuse  
Tél. : 48-40-32-84

## POINT DE VUE

## Quel syndicalisme universitaire ?

par Francine Demichel

**O**N a usé et abusé du terme « crise ». Pourtant, cette fois, le mot est faible pour qualifier l'état de délabrement des structures syndicales de l'enseignement supérieur, tant le syndicalisme y apparaît comme moribond.

Il faudrait, pour s'en étonner, souffrir d'un singulier défaut de lucidité. Car le mal vient de loin, et la situation actuelle n'est somme toute que le résultat inévitable d'une pratique désastreuse.

Dans l'enseignement supérieur, le paysage syndical tend de plus en plus à ressembler à un désert. Les militants ne sont plus nombreux, la tâche d'adhésion devient groupusculaire. Encore, pour beaucoup de ceux qui restent, le métier n'est plus le même. Les militants ne sont plus les mêmes. Et particulièrement étonnant est, à cet égard, la situation des « rangs A ». Comment en effet se syndiquer ou rester syndiqué si l'on a le malheur d'être à la fois professeur et de gauche ?

On peut souhaiter enfin que les dialogues nécessaires se déroulent autrement que dans une langue de bois dont ceux qui l'utilisent sont les seuls à ne pas comprendre qu'elle n'est plus supportable ni supportée. D'où une révision indispensable de conceptions perverses : car la démocratie syndicale, elle aussi, se méritait.

C'est un schéma conceptuel qui est à revoir, car il est fondé sur des confusions. Confusion, d'abord, entre droits légitimes et droits acquis. Tout acquis est tenu pour sacré, et tout ce qui est sacré doit être défendu... C'est ainsi que se construit un syllogisme au terna duquel le syndicat le plus révolutionnaire dans son discours se transforme en machine à bloquer les mutations les plus indispensables dans l'enseignement supérieur.

sur la monnaie économique et social... ? B) comment le ministre qui, lui aussi, recherche les syndicats désespérément, trouverait-il, pour les mutations nécessaires, l'interlocuteur fort et représentatif dont il a besoin dans un État de droit et dans une société démocratique ?

Fait de société ? La référence, désormais classique, est peut-être pertinente quelque part. Elle ne saurait servir d'excuse à des comportements irresponsables exprimés le plus souvent en forme de corporatisme bureaucratique ou d'anathèmes aigres et hargneux.

### Défense syndicale et options partisanes

Comment qualifier autrement la démagogie lamentable qui consiste à ne pas séparer l'essentiel de l'accessoire, à défendre les plus tristes incompétences, à occulter les pires manquements à la déontologie ? Comment qualifier autrement la conception aberrante qui conduit à proposer les promotions, au sein des organismes consultatifs en fonction de l'appartenance syndicale plus que de la valeur scientifique ? Et qui peut admettre l'abaissement ultime et malheureux de l'union sacrée pour la défense de ce temple du corporatisme qu'est devenu le Conseil national des universités ?

On peut souhaiter enfin que les dialogues nécessaires se déroulent autrement que dans une langue de bois dont ceux qui l'utilisent sont les seuls à ne pas comprendre qu'elle n'est plus supportable ni supportée. D'où une révision indispensable de conceptions perverses : car la démocratie syndicale, elle aussi, se méritait.

C'est un schéma conceptuel qui est à revoir, car il est fondé sur des confusions. Confusion, d'abord, entre droits légitimes et droits acquis. Tout acquis est tenu pour sacré, et tout ce qui est sacré doit être défendu... C'est ainsi que se construit un syllogisme au terna duquel le syndicat le plus révolutionnaire dans son discours se transforme en machine à bloquer les mutations les plus indispensables dans l'enseignement supérieur.

On peut rappeler aussi que les syndicats, qui doivent se faire écouter, doivent en retour écouter ceux qui exercent des responsabilités : qu'il s'agisse de gestionnaires ou de responsables scientifiques de haut niveau. Car si l'on veut construire un enseignement supérieur démocratique, le syndicalisme doit désormais trouver sa voie entre la contestation systématique et la gestion sans recul. Cela implique le courage de faire des choix et d'établir des priorités. La survie du syndicalisme est à ce prix.

► M<sup>me</sup> Francine Demichel est universitaire et membre du SNEsup (Syndicat national de l'enseignement supérieur).

RSCG CAMPUS - PREMIERE UNIVERSITE DE COMMUNICATION EUROPEENNE

## VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS AVEC VOTRE AVENIR LE 17 SEPTEMBRE 1991

La communication sera le premier métier de l'an 2000 : dès aujourd'hui, RSCG CAMPUS vous propose une formation qui vous ouvrira, au terme de vos études, les portes de la communication, dont la publicité et les médias.

RSCG CAMPUS, une université sans équivalent en France : créé en 1988 à l'initiative de Jacques Séguéla et s'appuyant sur la puissance de Roux, Séguéla, Cayzac et Goudard - 2<sup>e</sup> groupe français de communication - RSCG CAMPUS dispense un enseignement en prise directe sur les réalités et sur l'évolution permanente de la communication.

Muni du BAC ou du BAC + 2 et également d'une forte motivation, vous entrez tout de suite en

contact avec votre futur milieu professionnel : à l'issue des épreuves d'admission, vous rejoignez RSCG CAMPUS soit en 1<sup>re</sup> année, soit en 2<sup>e</sup> année. Durant vos 2 ou 3 années de formation-action, vous vivez avec ceux qui font la communication au quotidien et vous bénéficiez de leurs enseignements : cours, travaux dirigés, stages pratiques en France et à l'étranger, préparation d'un MBA à San Francisco et d'un BA à Nottingham.

Concours d'entrée le 17 sept. 1991 - Téléphonez tout de suite au : 45 29 27 47 ou tapez 3615 code RSCGCAMPUS.

Ou encore, venez nous voir au 145 rue Jean-Jacques Rousseau 92138 Issy-les-Moulineaux.



RSCG CAMPUS

145 rue Jean-Jacques Rousseau 92138 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 45 29 27 47

## La Banque mondiale en première ligne

La Banque mondiale commence à jouer un rôle actif dans la réforme des systèmes d'enseignement supérieur en Europe de l'Est. Elle a récemment approuvé un prêt de 150 millions de dollars pour aider la Hongrie à renforcer sa politique d'éducation, de formation et de recherche ; un tiers de ce prêt est consacré à l'enseignement supérieur. Et la banque discute actuellement de prêts comparables avec la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie.

Mais pas question de chèques en blanc. Pour chaque pays, la Banque mondiale a envoyé sur place des équipes d'experts afin de dresser un diagnostic précis des systèmes universitaires. Les rapports établis par ces analystes traquent les grandes lignes des réformes recommandées par la Banque et qui sont la condition nécessaire à l'obtention de prêts. On ne saurait être plus incisif.

### Délicate mutation

Les transformations préconisées par les experts internationaux visent essentiellement à créer à l'Est des systèmes universitaires selon le modèle occidental, où chaque institution est jugée sur ses résultats et dispose d'un large degré d'autonomie. Délicate, voire douloureuse mutation dans bien des cas. D'une manière générale, la Banque mondiale estime que l'existence d'établissements trop nombreux et trop spécialisés, tout comme la coupure entre enseignement et

recherche, ou encore des taux d'encadrement très confortables pour les enseignants.

Ce diagnostic a pu sembler quelque consternation parmi les responsables universitaires. Mais, d'une manière générale, il semble plutôt favorablement accueilli. « La Banque mondiale, comme le programme européen TEMPUS, force les universités à devenir moins conservatrices et à engager les réformes nécessaires », estime ainsi M. Tamas Lajos, directeur du département de mécanique à l'université de technologie de Budapest et responsable des relations internationales à la conférence des recteurs hongrois. Et, si la Banque n'est pas encore engagée dans une politique d'aide au développement universitaire de la Pologne, la Yougoslavie ou l'Albanie, elle s'attend à être sollicitée rapidement par ces pays.

Fournis à des taux avantageux et pour de longues périodes (quinze à dix-sept ans en général), les prêts de la Banque mondiale sont essentiellement destinés à financer des équipements lourds : matériel scientifique, fonds documentaires, achats aux banques de données, financement d'échanges avec les pays occidentaux, etc. Pour M. Ralph Harbison, responsable à la Banque mondiale de la division des ressources humaines pour l'Europe centrale et orientale, une chose est sûre : « Les investissements nécessaires pour attirer les universités de l'Est au niveau des standards occidentaux sont énormes. »

B. B.

هكذا من الأصل



## JUSTICE

L'inculpation de l'ancien directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Dufoix

## M. Michel Maurice aurait emprunté de l'argent à un industriel mêlé à une escroquerie

M. Michel Maurice, qui était jusqu'au 29 août dernier, directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge, a été inculpé de complicité d'abus de biens sociaux par M. Ivan Auriel, juge d'instruction à Angers, et a été écroué à la maison d'arrêt d'Angers (le Monde du 4 septembre).

M. Michel Maurice était, il y a une semaine encore, directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge française. Il est subitement devenu l'un des personnages d'une affaire d'escroquerie dominée par la figure d'un industriel nantais, mêlé à une affaire de fausses factures politiques. M. René Trager, son nom n'avait pourtant jamais été publiquement prononcé au cours de l'affaire Trager : la plupart des avocats qui travaillent sur ce dossier se disent d'ailleurs « très gênés » par l'inculpation de M. Maurice.

Après une carrière à la Sécurité sociale, M. Michel Maurice, cinquante ans, militant de longue date de la CFDT, était devenu, en 1984 à 1986, conseiller technique au cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Après la période de « cohabitation » (1986-1988), M. Maurice, qui avait rejoint à nouveau l'équipe de M<sup>me</sup> Dufoix, avait été très actif lors des négociations sur la convention franco-algérienne touchant les enfants de couples mixtes ; après la signature du texte, le 21 juin 1988, M. Maurice avait été membre de la commission chargée de suivre l'application de cette convention.

M. Maurice est aujourd'hui inculpé, et écroué. Il avait-il l'urgence ? Le magistrat chargé du dossier au tribunal d'Angers, M. Ivan Auriel, en a sans doute jugé ainsi : le directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Dufoix, qui était dans le Midi pour des problèmes de santé, a été entendu à la fin de la semaine dernière par des policiers du sud de la France avant d'être transféré de nuit à Angers. Après un débat contradictoire dans le bureau du juge d'instruction, il a été écroué à la maison d'arrêt d'Angers. Ses fonctions de directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Dufoix venaient de prendre fin : brutalement démis de ses fonctions le 29 août, alors qu'il craignait une telle inculpation, M. Maurice a été remplacé par M. Jean Massoni, qui dit aujourd'hui ne pas « connaître avec précision » les raisons du départ de son prédécesseur. M<sup>me</sup> Dufoix s'est refusée à tout commentaire.

## Une affaire de promotion immobilière

Les faits qui sont reprochés à M. Maurice concernent une affaire d'escroquerie où l'on retrouve l'industriel nantais, René Trager. Une affaire douteuse de promotion immobilière qui met en scène le maire socialiste de Rezé et député de Loire-Atlantique, M. Jacques Floch, une filiale de la Caisse des dépôts et consignations, un promoteur immobilier ainsi que M. René Trager lui-même, inculpé d'escroquerie et d'abus de biens sociaux dans une autre affaire de fausses factures — impliquant des municipalités socialistes de l'Ouest — et écroué à la maison d'arrêt de Nantes depuis le 13 mars.

Pour ses besoins personnels, M. Maurice, victime selon lui d'un découvert bancaire, aurait emprunté plusieurs dizaines de milliers de francs à l'industriel nantais. Deux chèques auraient ainsi été encaissés en mars et en juillet 1990, portant chacun sur des sommes inférieures à 50 000 F. Ces fonds viendraient de la société Ingésim, une société mosellane dirigée par M. Marcel Trager, le frère de l'industriel nantais.

Le fil de l'affaire instruite par M. Auriel n'est pas aisé à reconstituer. À l'origine de ce dossier, un projet de résidence pour personnes âgées lancé à Rezé, à quelques kilomètres de Nantes, par le maire de la ville, M. Jacques Floch. Le terrain est disponible, un premier montage a vu le jour, mais le projet s'enlise. M. Floch, qui tient pourtant à mener à bien cette réalisation, décide alors de s'associer à un promoteur immobilier originaire du Mans, M. Serge de Sindy.

Accordé en août 1989, le projet immobilier baptisé Rezé-Renaissance associe alors trois partenaires dotés chacun d'un tiers des parts : le Crédit local de France, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit industriel de l'Ouest, et la société De Sindy Promotion, char-

gée de la gérance de la SCI. Un montage classique : la SCI Rezé-Renaissance s'engage alors à racheter le terrain de Rezé pour 4 millions de francs et à rembourser les travaux déjà engagés sur ce chantier, qui représentent une enveloppe de 2,3 millions de francs.

La suite de l'histoire est plus complexe. À la demande du Crédit local de France et du Crédit industriel de l'Ouest, un audit comptable est réalisé au mois de juillet 1990. « Les crédits avaient été dépensés alors que l'opération avait à peine commencé », déclare l'avocat de la SCI Rezé-Renaissance, M. Jacques Henrot. Les sommes qui avaient été mises à la disposition de la SCI n'avaient pas été utilisées pour leur destination normale.

Au mois de juillet, la gérance échappe à M. Serge de Sindy et passe aux mains d'une nouvelle société, la Copra. La Société d'économie mixte de Rezé (SEM), dirigée par le maire, réclame alors les sommes dues au titre des travaux déjà engagés sur le chantier. La SCI s'étonne : ces fonds ont déjà été décaissés des comptes de la SCI Rezé-Renaissance. Près de 2,4 millions de francs ont disparu. Ils ont quitté la SCI mais ils ne sont jamais arrivés à leur destinataire, la SEM. L'enquête aurait révélé que M. Serge de Sindy les avait virés sur les comptes de la société mosellane Ingésim dirigée par le frère de M. Trager.

## Une plainte au tribunal du Mans

L'affaire, cette fois, devient judiciaire : la SCI, défendue par M. Henrot et le maire de Rezé, M. Floch, défendu par M. Jean-Pierre Mignard, s'estiment lésés par ce « détournement » et portent plainte avec constitution de partie civile au tribunal du Mans. Après un « dépaysement » lié à l'apparition, dans la procédure, du nom d'un élu, l'affaire est confiée à un

juge d'instruction du tribunal d'Angers, M. Auriel.

Que sont devenus les 2,4 millions versés sur le compte de la société Ingésim ? Qui a ordonné leur virement et pourquoi ? L'instruction tentera d'y répondre. En attendant, les principaux protagonistes de l'affaire se renvoient la balle en multipliant les accusations. M. de Sindy affirme avoir viré l'argent à la demande de M. René Trager. L'industriel nantais réplique en prétendant que cette somme correspondait à une « commission ».

« M. Trager était intervenu de façon décisive auprès de certains établissements suisses afin qu'ils financent les opérations immobilières de M. de Sindy », note M. François Chéron, avocat de l'industriel nantais. Cette somme correspond donc à une commission réglée en trois versements. D'ailleurs, une partie de cette somme — 600 000 francs — a été rattachée à M. de Sindy.

Quel est le rôle, dans ce dossier, de M. Maurice ? De quelle manière son nom a-t-il été mêlé à cette affaire ? Pour le moment, les charges qui pèsent sur lui ne concernent pas directement le financement du chantier de Rezé : M. Maurice, qui n'est, semble-t-il, jamais intervenu dans les affaires de la SCI Rezé-Renaissance, se serait contenté d'encaisser deux chèques venant de la société Ingésim. Les sommes ainsi « empruntées » à M. Trager — plusieurs dizaines de milliers de francs — sont d'ailleurs très inférieures aux fonds mis en jeu dans le projet de résidence pour personnes âgées à Rezé.

Pourquoi, alors, une inculpation aussi rapide suivie d'une mise en détention immédiate ? Les autorités judiciaires restent silencieuses : le parquet du tribunal d'Angers s'est contenté, mardi, d'un court communiqué, et le juge d'instruction qui a écroué M. Maurice est parti en vacances.

ANNE CHEMIN

## RELIGIONS

## La mort du cardinal de Lubac

Suite de la première page

« Sans plus céder qu'elle à l'esprit de compromis, il voudrait toujours, comme elle, laisser ouvertes toutes les portes par où les esprits divers peuvent accéder à la même vérité (1). »

Écrite au temps de l'épreuve, sa confession de foi recevait en 1983, avec le cardinalat, un contrepoint officiel. Mais elle n'a pas changé. Elle éclaire le sens de l'œuvre immense que pourrait résumer le titre de son livre le plus accompli, si ce n'est le plus connu : *Histoire et Esprit*.

Auteur d'une trentaine d'ouvrages, cofondateur de la collection Sources chrétiennes, fondateur de la collection Théologie, plusieurs années directeur des recherches de sciences religieuses, expert au Concile et tout particulièrement associé à l'élaboration des décrets sur la révélation et sur l'altérité, le Père de Lubac n'a cessé de confronter l'histoire d'Église à celle d'aujourd'hui, et de travailler à une « rénovation » qui fut une fidélité spirituelle.

La lettre d'ouverture de l'esprit, qu'elle soit « le manque de personnalité ne fait pas l'esprit traditionnel, pas plus que le manque d'initiative ne fait l'obéissance, ou le manque d'invention, la raison (...) ». L'orthodoxie : la chose du monde la plus nécessaire et la moins suffisante (...). Parce qu'ils ne sont pas de leur temps, ils croient qu'ils sont de l'éternité (...). Parcellaires formules, où perce parfois un éclair de malice ou un geste d'impudence, révèlent le grand dessein qui a conduit le théologien à de lentes explorations historiques.

## Une aventure de l'esprit

C'est bien de voyages qu'il s'agit et d'une aventure de l'esprit, même si l'historien n'en est pas inséparable, comme celui de Teilhard, sur la carte du monde. La carrière du Père de Lubac se constitue pas une histoire, pas

même son histoire. Depuis 1925, elle se déroule presque tout entière à l'ombre de Faurvrière, et mi-hauteur de la colline paternelle et chrétienne, en cette cité lyonnaise qui garde, dans ses arrières, le secret d'être la première ville orientale de l'Occident et, jusque dans sa mémoire, le privilège d'avoir été pendant l'Occupation la capitale spirituelle de la France.

En 1929, le Père de Lubac y commence son enseignement de théologie fondamentale aux facultés catholiques ; même après 1950, lorsque toute autre fonction lui sera élevée, il conservera, grâce au cardinal Gerlier, un poste qui lui signifie l'honneur d'une mission et lui fournit aussi, avec un titre de gratitude, de quoi exprimer sa fierté d'appartenir à l'Eglise lyonnaise.

Revenu de la guerre, l'oreille intérieure abîmée par les éclats d'une grande, il est désormais tenu par la blessure jamais guérie qui l'obsède les bruits du monde. Mais l'aiguillon de la souffrance ne fait qu'accroître un trait de caractère : une extrême accessibilité à la présence des signes, mais aussi la concentration d'une pensée ramenée à elle-même par leur écho intérieur. A vrai dire, c'est l'homme de foi qui, dans son œuvre, nous apprend la portée véritable de cette mobilité vigilante et pourtant retirée en elle-même.

S'il accueille et recueille, dans l'éclaircie dextérité de ses phrases, tant d'amitiés passées ou présentes, tant de trésors sacrés et profanes ; si, comme il le déclare modestement, il « enfle des perles » ou, bien plutôt, si, sans klerkegardien, il « répète » les docteurs inspirés et les mystiques sauvages qui ont, tour à tour, dominé le style et l'ordre de la méditation, il ne dévie pas de son propos.

Bien qu'un lettré, il éprouve la curiosité et l'assomement de toutes ses trouvailles, il ne s'y laisse pas prendre, et, quoique ami fidèle, il ne cède pas davantage aux charmes de ces mille sympathies. Les distances lui font mesurer les dimensions de l'écrit : « L'union et la différence, dit-il, sont deux choses qui croissent de pair. » Il est conduit par un même désir qu'habite déjà une assurance.

## Avec les « crieurs » de l'Absolu

Aussi y a-t-il une sorte de ressemblance entre les amis de l'homme et les « grands esprits » incessamment médités par le théologien. Les uns constituent le réseau d'une croisade intellectuelle et spirituelle : Maurice Blondel, rencontré dès 1922, le Père Fontenay, l'abbé Monchoix, nio avant son départ pour l'Inde en 1939, l'abbé Couturier caché dans l'appartement lyonnais dont il fait la cellule de l'occultisme, Emmanuel Mounier et le groupe *Esprit*, les premières équipes du *Témoignage chrétien*, peudoit l'Occupation, Mgr de Solages et le Père Teilhard de Chardin, avec lesquels des réunions se poursuivront après la guerre...

Les autres, élevés à la superstructure de l'œuvre, comme les statues d'apôtres et de saints qui dominent la colonnade du Bernin, sont les découvreurs des terres de l'Esprit : Origène, saint Augustin, saint Thomas d'Aquin, Fénelon, Newman, Blondel de ouveau et Valensio, Teilhard, mais aussi Boudha l'Eveillé et l'Eveillé, les « inventeurs » occidentaux de la Chine, Proudhon, Dostoevski, Claudel, etc. Entre les uns et les autres, un trait commun.

Plus que des sages, ce sont des prophètes, des « crieurs » de l'Absolu, mais placés à un tournant de l'histoire, en ces moments de rupture où deux mondes se confrontent et qui, brisant l'homogénéité d'un langage, ouvrent de nouveau le procès de l'Esprit. Si Origène et Teilhard fascinent le Père de Lubac, ce n'est pas pour leur système, à l'égard duquel le théologien prend quelque distance, mais parce qu'ils attestent, dans la tension extrême des oppositions, le triomphe spirituel de l'unité : en eux émerge le Mystère personnel qui fait de l'homme, dans sa genèse même, la gloire et la manifestation de Dieu.

(1) *Méditation sur l'Eglise*, Paris, Aubier, 1955, pp. 197-199.

C'est là qu'il faut chercher la clé d'une pensée qui associe la subtilité la plus délicate à une simplicité que son auteur qualifie d'« élémentaire ». Dès son premier article, en 1930, le Père de Lubac soulignait l'importance théologique des « problèmes frontières » : « Ce sont les nécessités venues du dehors qui ont forcé la théologie, tour à tour, à se préciser, à se développer, à se critiquer et à se purifier. » Ne pouvant se contenter d'une « passerelle de fortune entre deux rives étrangères », il protestait contre une conception du dogme « d'autant plus divin qu'elle coupe davantage de toute racine humaine ».

Mais si, à sa manière, il est d'abord un spécialiste des filles historiques et culturelles, ce n'est pas pour s'y arrêter. Au contraire, il cherche à déceler, à travers l'hétéronomie des temps, les chemins de Dieu ; à travers les blessures de l'ère, l'émergence de la gratuité ; à travers les équivoques du langage, la transcendance du sens ; à travers les distances religieuses, les retentissements d'une seule et mystérieuse tension entre le déjà et le pas encore, entre l'immanence mystique et l'altérité eschatologique.

L'audace de la foi, en affirmant la primauté du sens et l'unicité du véritable, s'offre à de nouvelles enquêtes qui manifestent la dialectique complexe des ruptures et des innovations de l'esprit. Mais, dans son inspiration « catholique », et par une problématique de l'histoire et de l'esprit, elle s'en représente pas moins, chez le Père de Lubac, l'une des entreprises les plus indispensables et la visée nécessaire à toute exigence spirituelle du langage d'homme.

Né le 20 février 1896 à Cambrai, entré dans la Compagnie de Jésus le 9 octobre 1913, Henri de Lubac est ordonné prêtre à Lyon le 22 août 1929, après avoir accompli le cycle de ses études à Jassy, puis à Faurvrière. En 1920, il est nommé professeur de théologie fondamentale aux facultés catholiques de Lyon, fonction qu'il conserve toujours. En 1928 il publie *Catholicisme*, son ouvrage le plus connu. Il a fondé en 1942 la collection *Sources chrétiennes* avec le Père Jean Daniélou.

Ses activités pendant la Résistance, en particulier sa participation aux premiers cahiers de *Témoignage chrétien*, l'obligent à quitter Lyon quelques mois et à se réfugier à Vals, près du Puy. Pendant les années qui suivent la libération, directeur de la revue *Recherches de sciences religieuses*, il publie *Copie mystique* (1946), *Le Drame de l'humanisme athée* (1946), *Proudhon et le christianisme* (1945), *Paradoxes* (1946), *Sur la nature* (1946), *Histoire et Esprit* (1950).

En 1950, il est obligé de se retirer de toute activité à la suite des critiques dont *Surnaturel* a fait l'objet. Plus tard il publie encore *Aspects du bouddhisme* (1951 et 1955), *La Rencontre du bouddhisme et de l'Occident* (1952), *Méditation sur l'Eglise* (1953), *Sur les chemins de Dieu* (1956), *Existence médiévale* (1959-1964), *La Pensée religieuse du Père Teilhard de Chardin* (1962), *Le Père de Lubac* (1964), *Le Mystère de surnaturel* (1965), *Augustinisme et théologie moderne* (1965), etc. Membre de l'Institut depuis 1959, il a été désigné par Jean XXIII comme expert au concile Vatican II. En 1983, il a été créé cardinal par Jean-Paul II, ce qui est exceptionnel pour un clerc qui n'est pas évêque. La disparition du cardinal de Lubac ramène à 161 la composition du Sacré-Collège, dont 119 cardinaux électeurs du pape (de moins de quatre-vingts ans).

## « Le Père de Lubac a dévoilé le drame de l'humanisme athée »

nous déclare le cardinal Lustiger

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a déclaré au *Monde*, en apprenant la disparition du cardinal de Lubac : « Le Père de Lubac a achevé sa course. Non sa mission. Ses écrits restent. Sa pensée demeure. Le souvenir de son attitude comme croyant, prêtre et théologien, est présent dans notre mémoire. Il a souffert, mais sa souffrance n'était que le signe de son amour indéfectible pour l'Eglise et pour l'homme contemporain ».

« Engagé au cœur des événements tragiques de notre siècle, le cardinal de Lubac fut une figure de proue. Sa lucidité spirituelle dévoila le drame de l'humanisme athée et éclaira les Français pour résister à l'implacable fureur du nazisme. »

« Vrai théologien, homme de dialogue, conciliant Mgr Lustiger, son travail au concile Vatican II, au côté du pape actuel, a été considérable. Il anticipa longtemps l'avance la plupart des problèmes que l'Eglise connaît et a ouvert la voie, trapan un chemin sûr pour l'intelligence de la foi. »

Le Monde DES LIVRES

5 SUR 5

VOTRE MAGASIN CAMIF DE PARIS VOUS OFFRE 5% DE REDUCTION SUR TOUT LE MOBILIER PENDANT 5 SEMAINES.

Du samedi 24 août au samedi 28 septembre 1991, votre magasin CAMIF de Paris accompagne tous vos projets.

Votre magasin Mobilier CAMIF de Paris vous invite à découvrir en grandeur nature toute sa Collection Mobilier 91/92, et à profiter de 5% de remise sur tous les produits du catalogue Mobilier 91/92 ainsi que sur les salles de bains, cuisines intégrées, électroménager encastrable, luminaires, literie, tapis et Boutique Mobilier du Catalogue Général automne-hiver 91/92. De plus, tous les samedis de 10h à 19h, un vendeur-conseil vous convie à une démonstration permanente du bon usage des produits d'entretien mobilier (cuir, tissu, etc.). A bientôt !

102, rue Lagry 75020 PARIS.  
Ouvert le lundi de 14 h à 19 heures et  
du mardi au samedi inclus de 10 h à 19 heures.  
Métro "Porte de Vincennes", RER Nation,  
PARKING GRATUIT sous le magasin.

MAGASIN MOBILIER CAMIF

Offre réservée aux sociétaires CAMIF, MNH Catalogue, MFP Catalogue, MGPC Catalogue, MDCM Catalogue et COOP VPC PTT, uniquement pour toute commande passée aux caisses du magasin et dans la limite du stock disponible.

هكذا من الأصل



# CULTURE

CINÉMA



## En attendant les hommes

La 48<sup>e</sup> Mostra de Venise s'est ouverte sur deux documentaires animaliers

VENISE

de notre envoyée spéciale

C'est bon, finalement, de respecter les traditions. La cérémonie d'ouverture, à Venise, est toujours escamotée, bureaucratique, plutôt triste. Celle qui marquait le début d'un festival plein de promesses n'a pas failli à la règle. Le président du Sénat, M. Giovanni Spadolini, homme important dans tous les sens du terme, s'était déplacé, tout comme le ministre des spectacles et du tourisme, M. Carlo Tognoli, le président de la Biennale, M. Paolo Portoghesi, et quelques autres personnalités officielles. Le directeur du Centre national de la cinématographie (français), M. Dominique Wailon, avait même mis son smoking au milieu de l'après-midi pour marquer la considération qu'il porte à la manifestation.

Le programme pouvait commencer. Sa composition restera une énigme. Projeter sur la lagune d'Atlantis, l'opéra aquatique de Luc Besson, animé, on le sait (le Monde du 24 août), par les seuls poissons et leurs gros cousins les mammifères marins, pourquoi pas ? Mais le faire précéder d'un autre documentaire animalier de 29 minutes, construit exactement sur le même principe radical (des

bêtes - muettes - dans leur milieu - menacé - et une musique qui emballe le tout), relève d'une coupable obstination.

*Anima Mundi* de Godfrey Reggio, super clip écolo qui sera projeté dans le monde en l'honneur du (WWF) World Wildlife Foundation, a été financé (à hauteur de 5 millions de dollars) par le joaillier Paolo Bulgari, qui - cela n'enlève rien à sa générosité - lance en ce moment, quelle coïncidence, sa nouvelle collection de bijoux « inspirée par la nature », et baptisée naturellement *Naturalia*.

Des efforts conjugués

Sur une musique fiévreusement illustrative de Philip Glass, *Anima Mundi* est un catalogue absurde et prétentieux de grosses et petites bêtes se succédant sans ordre apparent (il s'agit de montrer l'admirable variété des espèces, ce qui autorise cette grande pagaille d'images puisées à 80 % dans les stocks d'archives). Le rhinocéros et la fourmi, la samba des micro-organismes et le passage de l'éclair, l'oiseau-mouche et le troupeau de zébrés. Tiens revêtis les rales manta. Comme chez Besson, moins bien que chez Besson et sans accompagnement de la Callas

qui n'était qu'en option. Et puis ? Et puis rien, un tigre ou un singe nous regardent en gros plan, pas contents. Nous leur rendons leur regard. Pas contents non plus. Plus tard dans la soirée, on inaugurerait encore un peu. La vieille Arena, salle de plein air plantée derrière le muséum de Palazzo del Cinema a été recouverte et s'appelle désormais *Polo-gallée*. C'est moins exotique - malgré son enseigne verte de guinguette - mais plus confortable. Et dû aux efforts financiers conjugués du maire de Venise (qui, selon les propos pudiques de M. Paolo Portoghesi, « rompt ainsi avec une longue tradition d'incompréhension et de conflits entre la Biennale et la ville ») et de la firme d'optique Galileo.

S'y projetait le premier film en compétition. Une histoire simple d'Emilio Greco. Adaptée de la dernière œuvre de Leonardo Sciascia, publiée quelques jours avant sa mort, c'est une histoire évidemment très compliquée de notables véreux dans une Sicile hivernale qui ressemble au Pays de Gales. Un Rosi gris, filmé plat, avec Gian Maria Volonte, toujours très concentré, un chœur antique à lui tout seul.

Quoi de neuf encore ? Ah ! l'indicatif qui précède chaque projec-

tion. Il est sponsorisé par le styliste Romeo Gigli. On y voit une beauté languide (l'actrice Anna Galiena) habillée très dore, très Gigli, lancer des yeux énamourés vers les spectateurs. Il y a beaucoup à parier qu'avant dix jours son apparition toutes les deux heures, provoquera de salutaires fous rires.

Quoi de neuf enfin ? La confirmation que la cérémonie de clôture se déroulera bien hors du Lido, à Venise même. Et même sur la place Saint-Marc. Sans vouloir bien entendu renouveler l'expérience dévastatrice et traumatisante des Pink Floyd qui laissèrent au lendemain de leur prestation la Sérénissime comme une poubelle en état de choc. Le président Portoghesi a déclaré : « Je veux faire de la remise des prix une manifestation de la culture du public ».

Pour le moment, les vedettes sollicitées (Leonardo Celentano, Lucio Dalla) ont décliné l'honneur d'animer la soirée. On annonce pourtant Woody Allen. Pas lui en personne. Pas même un de ses films. Mais le spot publicitaire qu'il a tourné pour la chaîne de supermarchés italiens Coop... Les temps sont un peu durs.

DANIELE HEYMANN  
Lire page 29 à 38 notre supplément Art et Spectacles.

## La mort de Frank Capra

Le champion de l'idéal démocratique rooseveltien

Frank Capra naît en Sicile, le 18 mai 1897, au village de Bisagno. Il a six ans lorsque sa famille émigre aux États-Unis, en 1903. Sa jeunesse, au début de ce siècle, va être une lente conquête de l'américan way of life.

Marchand de journaux, plombier, puis ingénieur chimiste (diplômé en 1918), il s'engage dans l'armée. « Sans que personne ne m'ait consulté, l'armistice fut signé », écrit-il, plus tard, dans son autobiographie. Or le cinéma attire Frank Capra. Il réussit à se glisser dans les studios de Hollywood, où, obstinément, il va faire son chemin. Il apprend la technique, travaille en laboratoire, est accessoiriste, avant de devenir gagman et scénariste pour les courts métrages burlesques de Mack Sennett.

En 1926, il écrit un scénario de long métrage, *Tromp, Tromp*, pour Harry Langdon, l'étrange comique à tête de Pierrot lunaire, de gamin prolongé. Il passe à la réalisation en dirigeant Harry Langdon dans *L'été incomplet* (1926) et *Sa dernière culotte* (1927). Déjà perçu, dans ces deux films, l'univers des héros « innocents » de Capra, mais Langdon se brouille avec lui et continue l'aventure à sa manière.

Diverses œuvres de qualité croissent suivent, jusqu'au début du parlant. En 1931, Capra, avec *The Miracle Woman*, s'inspire d'un personnage authentique de prédicatrice américaine pour fustiger l'hypocrisie des bien-pensants et pour montrer une société ravagée par la crise économique. Son interprète est Barbara Stanwyck, qu'il retrouvera en 1932 pour *Amour défendu...* et un film exotique assez proche, curieusement, de ceux de Sternberg, *The Blister Tea of General Yen*, sorti en France en 1934, sous le titre... *la Grande Muraille*.

La même année que *The Miracle Woman*, Capra a dirigé la star Jean Harlow dans *Blonde platine*, une comédie mondaine où un jeune reporter tombe amoureux d'une fille blonde de la haute société. Épouse pour son malheur et revient à la jeune journaliste qui l'aimait en silence. Difficile de voir là une touche de préoccupation sociale, mais, en 1933, *Grande Dame d'un jour* se situe à la fin de la prohibition, dans le milieu des gangsters. Une vieille marchande de pommes se fait passer pour une « lady »... après de sa fille élevée en Espagne et qui va faire un mariage aristocratique.

Le scénario est de Robert Riskin, qui adapte ensuite pour Capra une histoire de Samuel Hopkins, refusée par la MGM. Capra est attaché à la Columbia, qui dirige, tyranniquement un extraordinaire personnage, Arthur Cohn, préoccuper avant tout de succès commercial. Il hésite à produire *Il Happened One Night* (New-York - Miami), puis y consent lorsque Louis B. Mayer lui « prête » Clark Gable pour le rôle masculin.



Frank Capra vers 1934

Celui-ci aura pour partenaire Claudette Colbert. New-York - Miami est l'histoire d'une héritière qui s'est enfuie pour retrouver et épouser l'homme qu'elle croit aimer et dont son père ne veut pas. Elle rencontre un journaliste qui lui vient en aide, dans l'espoir d'un reportage sensationnel. Riskin et Capra étaient les seuls à croire en ce film qui, après un démarrage assez tiède, allait connaître un succès foudroyant et moissonner les Oscars.

En route vers la gloire

New-York - Miami ouvre la période brillante de Capra, celle de la célébrité. Il est considéré comme l'« inventeur » de la comédie américaine, ce qui est une erreur, le titre pouvant, et devant, revenir, dans le genre sophistiqué, à Ernst Lubitsch, sur les traces duquel marche, en partie, Leo Mac Carey. Si Capra tient un rôle de premier plan dans la comédie américaine des années 30, c'est pour l'avoir orientée (avec Riskin) vers la fable sociale, où les classes se confrontent, où « l'argent ne fait pas le bonheur », face à des valeurs morales qui, pour passer par la fantasia, n'en sont pas moins essentielles dans l'esprit du réalisateur.

Le succès de *New-York - Miami* lui permet d'imposer, pour un temps, sa conception du metteur

groupe de presse et à un sénateur corrompu, un naïf nommé Jefferson Smith fait triompher l'esprit de Lincoln et de Roosevelt.

La comédie vire à la satire, prend un aspect politique encore plus affirmé, en 1941, dans *L'homme de la rue*, film dans lequel Gary Cooper revient en joueur de base-ball et en chômeur manipulé par un journaliste (Barbara Stanwyck, succédant à la Jean Arthur de *Mr. Deeds et Mr. Smith*) mais prenant position contre ceux qui veulent faire le lit du fascisme. L'idéalisme politique et la conscience sociale de Capra atteignent ici leur sommet.

Après une adaptation d'*Arsenic et vieilles dentelles*, pièce d'épouvante parodique, le cinéaste se met au service de la nation en dirigeant, pour le ministère de la guerre, la série *Pourquoi nous combattons ?* (1942-1945), qui explique à l'Amérique et au monde le sens de la lutte contre le Japon et l'Allemagne nazie et dont il réalisera plusieurs sujets. A son retour, Capra s'associe avec George Stevens et William Wyler, pour former une compagnie indépendante, la Liberty Films.

En 1946, il tourne *La vie est belle*, fable sociale et morale avec James Stewart en honnête homme se heurtant à un méchant riche, tenté par le suicide et sauvé par la guerre, la série *Pourquoi nous combattons ?* (1942-1945), qui explique à l'Amérique et au monde le sens de la lutte contre le Japon et l'Allemagne nazie et dont il réalisera plusieurs sujets. A son retour, Capra s'associe avec George Stevens et William Wyler, pour former une compagnie indépendante, la Liberty Films.

Après l'*Enjeu* (1948), dénonciation des mœurs politiques, Capra perd le contact avec les critiques et avec le public. Liberty Films cesse ses activités. En 1950-1951, Capra, sur un contrat avec Paramount, tourne deux comédies, interprétées par Bing Crosby, où passe la nostalgie du passé. Sept ans d'inactivité, puis une comédie avec Frank Sinatra. En 1961, il réalise ce qui sera son dernier film, *Milk and Honey*, un jour, remake de *Lady for a Day*, dominé par l'interprétation de Betty Davis. Un vrai film des années 30, favorablement accueilli par l'Amérique de John Kennedy. Ce sera le début d'une révision à laquelle la critique française prendra une large part.

L'histoire du cinéma révèle ainsi de perpétuelles surprises, et la véritable importance de Capra sera mieux comprise avec le recul du temps et l'aspiration à un nouvel idéalisme dans les soubresauts du monde moderne. En 1971, Frank Capra publie, aux États-Unis, son autobiographie, qui paraît en édition française en 1976, *Hollywood Story* (I) est un livre absolument remarquable sur la vie de l'auteur, ses conceptions de metteur en scène et son expérience des studios américains.

JACQUES SICLIER

(1) Editions Stock/Opera Mundi. Préface de François Chalais.

# COMMUNICATION

## La grève s'effiloche à Antenne 2

Une faible mobilisation, des assemblées générales réunissant moins de 150 personnes sur 1 750 salariés (dont 1 400 statutaires), une antenne peu perturbée (« Télé-matin » fut la seule émission brièvement interrompue). Trois jours à peine après son lancement, la grève s'effiloche, mercredi 4 septembre, à Antenne 2, où une assemblée générale devait décider, en fin de matinée, de la suite à donner au mouvement. Confiant, le directeur général avait fait la veille de nouvelles propositions aux journalistes reporters d'images et aux techniciens des studios, deux secteurs au pourcentage de grévistes plus importants.

Selon la direction, le nombre des grévistes avait oscillé, mardi, entre 3,9 et 7,5 % des effectifs statutaires (entre 80 et 105 personnes). Les cinq syndicats de journalistes, de techniciens et d'employés qui avaient appelé à la grève affirmaient que « 45 % des personnes avaient cessé le travail à la grève ». Lucides, certains responsables syndicaux n'excluaient pas, en privé, une reprise complète du travail dans certains secteurs de la société.

Fort de 272 demandes de départs volontaires dont 150 seule-

ment ont été acceptées, de 61 propositions de reclassement, la direction espérait, mardi soir, réduire encore de moitié le nombre des « 25 derniers cos à régler » (les licenciements « secs » envisagés). « Bien des départs volontaires n'ont pas », affirment les organisations syndicales, prises de court, quand même, par l'habileté d'une direction qui a su établir un rapport de forces qui lui soit favorable.

Les événements d'Antenne 2 sont, en tout cas, suivis avec beaucoup d'attention à FR 3, où les syndicats ont adopté, à l'unanimité, une position d'attente. « La direction aurait aimé que nous opterions à la grève », assurent-ils, mardi 3 septembre, au cours d'une conférence de presse. Ils préfèrent jouer la procédure, jugeant son information « un compte à rebours », le dernier comité central d'entreprise (CCE) a refusé de rendre un avis sur le plan de restructuration qui lui était soumis (le Monde du 4 septembre).

Appuyés par les syndicats, le CCE s'apprête à déposer un référé devant le tribunal de grande instance de Paris avant le 1<sup>er</sup> octobre, si la direction « persiste à vouloir faire passer son projet en force ».

P.-A. G.

L'introduction des nouvelles normes de télévision

## Les écrans larges en quête de directive

Alors que la plupart des constructeurs européens lancent des téléviseurs au nouveau format élargi 16/9, proche du cinéma, le débat s'intensifie sur la directive européenne qui doit imposer la norme D2 MAC pour la diffusion par satellite.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Principal Salon européen du secteur, la Funkausstellung de Berlin est, début septembre, le baptême consacré des nouveautés de l'électronique grand public. Des caméscopes aux magnétophones numériques DAT ou DCC, on y trouve tout l'attirail de sons et d'images prêt à envahir les foyers branchés. Cette année, la vedette est un nouveau format d'écran télévisé élargi, baptisé 16/9 car le rapport entre largeur et hauteur de l'écran est supérieur aux 4/3 des postes traditionnels, presque carrés. Alors que Thomson était jusqu'à présent seul à en vendre, tous ses collègues européens présentent maintenant des gammes de téléviseurs 16/9, dont les prix deviennent plus abordables.

Estimant avoir rempli leur mission avec ces téléviseurs capables de recevoir la nouvelle norme européenne D2 MAC, ces constructeurs veulent maintenant en accélérer l'usage. Ils pressent donc les gouvernements européens d'adopter des mesures contraignantes, en vue d'aligner les programmes des nouveaux matériels. La directive proposée par la Commission européenne, que le Parlement de Strasbourg doit examiner en septembre, stipule que toute nouvelle chaîne par satellite devrait diffuser en D2 MAC à partir de début 1992. Cette directive doit être complétée par un accord interprofessionnel en cours de discussion, liant toutes les parties concernées sous l'égide de la Commission.

Défense

franco-allemande

Dans sa version actuelle, cet accord préconise la diffusion obligatoire en D2 MAC pour toutes les chaînes par satellite à partir de début 1994, quitte à ce que ces chaînes continuent une diffusion en parallèle (le « simulcast ») dans les « vieilles » normes PAL ou SECAM. Le surcoût généré par le simulcast serait compensé par des aides, dont le montant pourrait atteindre 1 milliard d'euros (environ 7 milliards de francs).

Mais ce schéma se heurte à l'opposition résolue de beaucoup de chaînes et à celle du gouvernement britannique, partisans de laisser le marché décider. « On ne doit pas déstabiliser la fragile industrie des télévisions par satellite en imposant le D2 MAC à tous », plaide ainsi BSKYB, le groupe de chaînes anglophones mené par M. Rupert Murdoch et diffusé sur le satellite Astra, tout le monde en pâtirait, les diffuseurs, les détaillants et les consommateurs.

Face à cette fronde des diffu-

seurs, les ministres allemand et français des télécommunications ont réaffirmé à Berlin leur volonté de rassembler européen autour d'une norme unique, nécessaire à l'industrie mais aussi bénéfique à terme au consommateur car elle mettrait fin au désordre ambiant. « Alors qu'on commence à avoir des programmes et des téléviseurs aux nouvelles normes, il serait tragique que ce qui les relie, le mode de transport, n'autorise pas un vrai choix de consommateur. D'où cette directive, qui ne fait qu'étendre une directive de 1988 », plaide ainsi M. Christian Schwarz-Schilling. Quant à M. Jean-Marie Rausch, il insiste sur l'enjeu industriel : « Pour que le consommateur ait de l'argent à dépenser, il faut d'abord qu'il le gagne comme producteur, et donc maintenir des industries performantes sur le continent ».

Ecran large

et TVHD

Toute cette bataille se déroule sur fond de télévision haute définition (TVHD), dont le D2 MAC doit préparer l'avènement. Thomson a ainsi présenté un prototype de décodeur HD MAC (la norme européenne de TVHD), qui sera vendu environ 17 000 francs dès 1993, en avance sur les plans initiaux. La firme entend vendre au même prix, en 1997, des téléviseurs HD complets.

Mais, dans l'immédiat, le cheval de bataille de Thomson reste l'écran large sous toutes ses formes, y compris à travers l'amélioration des normes existantes, SECAM en France et PAL ailleurs. Le film est à Strasbourg doit examiner en septembre, stipule que toute nouvelle chaîne par satellite devrait diffuser en D2 MAC à partir de début 1992. Cette directive doit être complétée par un accord interprofessionnel en cours de discussion, liant toutes les parties concernées sous l'égide de la Commission.

Ni le PAL-Plus ni les recherches américaines sur la télévision numérique n'ont ébranlé la volonté d'aller vite des partisans du D2 MAC. « L'écran large 16/9 est un format mondial. Or l'Europe est la seule partie du monde où peut démarrer tout de suite un tel service, grâce au D2 MAC. Les constructeurs ont rompu le cercle vicieux matériels/programmes qui empêchait ce démarrage. Ne gâchons pas cette avancée ! », résume M. Jacques Sabatier, directeur du développement de Thomson Consumer Electronics.

Montant et destination des crédits, calendrier, et surtout principe même d'obligations, intensifient le débat entre tenants du marché et planificateurs européens, et le consensus européen tarde à se manifester. Or il conditionne nombre d'autres décisions, dont le lancement de satellites comme le pré-Euro-sat, destinés justement à combler les besoins de transport des nouvelles normes.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

هكذا من الأصل



UNE  
COMMUNICATION FINANCIERE  
INTERNATIONALE REUSSIE  
N'A PAS DE PRIX...

SI !



# FINANCIMAGE

## GRAND PRIX

### DE L'IMAGE FINANCIERE

# INTERNATIONALE

LES ECUS OR 1991

Nikkei, Dow Jones, Cac 40... l'information financière occupe une place prépondérante dans le concert médiatique. Parallèlement la communication financière sur les places étrangères est devenue un des atouts majeurs des sociétés à vocation internationale.

Le Monde organise en 1991 la troisième édition des Ecus Or, le Prix FINANCIMAGE de l'image financière internationale avec le concours du Centre Français du Commerce Extérieur. Cette compétition est ouverte à toutes les sociétés françaises cotées en bourse communiquant vers les places financières, et récompense les meilleures initiatives prises dans ce domaine.

Pour obtenir des informations complémentaires et un dossier de participation pour votre entreprise, appelez Carole BONNET au (1) 40 93 98 40.

**Le Monde**

AVEC LA PARTICIPATION DU

**CFCE**

CL-A-BC-Nature 9 307 382 270

هكذا من الأصل



# ÉCONOMIE

Les conséquences de l'effondrement de l'empire soviétique

## La France s'inquiète de l'effondrement des échanges commerciaux à l'Est

### M. Bérégovoy contre-attaque

La forte progression du chômage en France fait naître le doute : et si la politique économique menée par le gouvernement n'était pas la bonne ? C'est bien entendu l'action menée par M. Pierre Bérégovoy qui se trouve visée par les critiques : rigueur budgétaire excessive, progression trop faible du pouvoir d'achat, attachement à la solidité du franc et à sa bonne place dans le SME (système monétaire européen). Il n'est pas jusqu'à la politique de désinflation qui ne soit remise en cause : un leader syndical (M. Marc Blondel, de FO, dans le Monde du 4 septembre) ne vient-il pas de déclarer qu'un peu plus d'inflation améliorerait la situation.

Mardi 3 septembre lors de son point de presse hebdomadaire, le ministre de l'économie, des finances et du budget a choisi de contre-attaquer : personne ne sait laisser filer l'inflation à petits doses, a-t-il assuré. Quand les hausses de prix s'accroissent, elles échappent à tout contrôle : les années 1980-1991 en France, la crise que traverse la Grande-Bretagne sont effectivement là pour le prouver. Et si les prix s'accroissent, c'est le niveau de vie qui s'améliorerait moins vite, ajoute le ministre, en annonçant que le pouvoir d'achat du revenu disponible progresserait d'environ 1,6 % cette année, soit plus vite que la taxe de croissance économique. Comme en 1990. Ce qui prouve que depuis deux ans les salariés tirent bien leur épingle du jeu dans le partage de la richesse nationale.

La SME ? Il fonctionne désormais en notre faveur. A trois reprises depuis novembre 1990, l'Allemagne a relevé ses taux d'intérêt : trois fois la Banque de France n'a pas suivi. Les écarts de taux nominaux à court terme ont maintenant disparu avec le grand voisin, revenant à un demi-point seulement sur le long terme. Les choses peuvent encore s'améliorer : depuis juin dernier, la hausse annuelle des prix est plus faible en France qu'au Royaume-Uni : l'écart a atteint un point en juillet (4,4 % là-bas, 3,4 % ici) et se maintiendra probablement à ce niveau en août. S'il en était ainsi pendant quelques mois encore, alors même que la croissance économique repartirait en France, accablant l'idée que la compétitivité de notre économie devient bonne, la Banque de France pourrait baisser les taux d'intérêt sans trop se soucier de ce que font nos voisins. Seule une monnaie forte permet des taux d'intérêt faibles.

M. Bérégovoy est persuadé de mener la bonne politique. A tel point que s'il devait s'adresser des critiques, il se reprocherait de n'être pas assez rigoureux. Mais il n'en est pas encore là...

ALAIN VERNHOLES

Contrairement aux pays latins

### L'Allemagne soutient les propositions des Pays-Bas sur l'Union monétaire européenne

Le gouvernement allemand a pris position, au cours d'une réunion d'experts à Bruxelles, en faveur des propositions sur l'Union monétaire européenne (UEM) faites au début de semaine par les Pays-Bas. La Grande-Bretagne a également apporté son soutien, tandis que plusieurs pays latins exprimaient leur réticence. Les Pays-Bas, qui président la CEE actuellement, ont proposé qu'un pays ne puisse entrer dans l'UEM que sous des conditions sévères. L'inflation, le déficit budgétaire et le taux d'intérêt du pays candidat doivent être quasi-équivalents à ceux des pays déjà membres. Le plan néerlandais diffère de celui présenté par le Luxem-

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, qui doit se rendre à Moscou et à Kiev à la fin de la semaine, a estimé mardi 3 septembre que les pays occidentaux devraient aider l'URSS et les pays d'Europe de l'Est à rétablir leurs liens commerciaux en instituant « une sorte de plan Marshall » (le Monde du 4 septembre).

En lançant publiquement mardi 3 septembre l'idée d'une « sorte de plan Marshall » pour les pays de l'Est, M. Pierre Bérégovoy a exprimé l'inquiétude que lui inspirait l'effondrement des échanges commerciaux entre ce qui est encore l'Union soviétique et ses anciens satellites devenus indépendants.

Ces échanges sont pratiquement interrompus, a déclaré en substance le ministre. Notre problème est qu'ils puissent reprendre car ils ont actuellement tendance à se réorienter massivement vers l'Ouest. En faisant ainsi part de ses préoccupations, M. Bérégovoy a voulu mettre en garde contre le danger qu'il y aurait à laisser se créer une situation qui verrait les pays occidentaux, européens notamment, incapables dans un avenir proche d'absorber rapidement les productions renaissantes des pays de l'Est.

Jusqu'à ce qu'ils s'effondrent, les liens commerciaux autoritairement mis en place par l'URSS créaient une grande dépendance des anciens pays satellites regroupés dans le CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) vis-à-vis de Moscou. C'est ainsi qu'en 1988 les pays du CAEM absorbaient la moitié des exportations de l'URSS et lui

fournissaient 54 % de ses importations. Les pays occidentaux, s'ils étaient des partenaires non négligeables, n'étaient que pour une part beaucoup plus faible dans le commerce soviétique, absorbant 22 % de ses ventes et fournissant le quart de ses achats.

La logique du CAEM a abouti non seulement à spécialiser les productions par pays mais aussi à réduire les échanges qui n'ont jamais eu - et de très loin - la diversité et l'ampleur qu'ils ont entre pays européens de l'Ouest. C'est ainsi que l'Union soviétique concentrait sous forme de pétrole et de gaz ses exportations vers les pays du CAEM.

Les résultats sont là. Lorsqu'il s'est rendu en Pologne avant les vacances, M. Bérégovoy a découvert des chiffres catastrophiques : les échanges commerciaux avec les autres pays de l'Est ont baissé de 90 %. La situation risque de se dégrader encore si l'Union soviétique, qui est en République indépendante, ayant chacune leurs monnaies et leurs règles pour gérer le commerce extérieur.

Pour rétablir les échanges commerciaux entre les pays de l'Est et leur grand voisin, l'idée française est double : maintenir une union monétaire entre Républiques de l'ex-URSS et encourager la convertibilité des monnaies entre elles ; créer une sorte d'union européenne des paiements comme il a existé une UEP (Union européenne des paiements) dans l'Europe de l'après-guerre, qui a facilité les échanges commerciaux et a poussé à l'intégration économique de la zone. L'idée sur laquelle commentent à réfléchir les autorités françaises serait de créer un mécanisme de compensation et une unité de

compte commune qui permettrait aux pays de l'Est et aux Républiques de la nouvelle Union de commercer entre eux sur des bases de paiement multilatérales (1). Ainsi seraient réduits les besoins de liquidités, chaque pays soldant ses déficits de balances de paiement par rapport à l'ensemble des membres de l'union et non par rapport à chacun d'eux.

Un tel système implique évidemment à terme une volonté d'intégration qui passe par une certaine coordination des politiques économiques, monétaires et financières (il faudra en particulier déterminer des parités monétaires) ; il implique également - mécaniquement - pourrait-on dire - que les pays de la future union monétaire équilibrent globalement leurs comptes entre eux mais également, à terme, vis-à-vis de l'extérieur. C'est probablement là qu'une aide des pays occidentaux se justifierait pleinement, cette aide à propos de laquelle M. Bérégovoy évoque le plan Marshall et que l'ONU avait estimé, après les déclarations faites l'année dernière par M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, à 23 milliards de dollars par an.

Vu sous cet angle, l'adhésion à part entière de l'Union soviétique au FMI et à la Banque mondiale, souhaitée par le ministre de l'économie, apparaît importante, si toutefois elle facilite, en plus d'une intégration régionale qui apparaît prioritaire, le développement ultérieur des échanges de l'Union soviétique avec le reste du monde.

A. V.

(1) Voir à ce sujet le numéro spécial sur l'Est publié par L'OFCE.

Reçu par M. Kaifu, premier ministre nippon

## M. Strauss-Kahn a tenté d'assainir les relations économiques franco-japonaises

A l'issue de sa visite de quatre jours au Japon, M. Dominique Strauss-Kahn a estimé mercredi 4 septembre à Osaka que son voyage avait contribué à « resserrer les liens » entre Paris et Tokyo. Signe d'apaisement, le ministre délégué de l'industrie a été cordialement reçu, le 3 septembre à Tokyo, par le premier ministre, M. Toshiki Kaifu, un rendez-vous non prévu initialement.

OSAKA

de notre envoyé spécial

Arborant une cravate tricolore en son honneur, M. Toshiki Kaifu a accueilli M. Dominique Strauss-Kahn par une vibrante proclamation de francophilie. Le premier ministre japonais et le ministre français se sont retrouvés pour estimer que dans un monde désormais tricontinental (Etats-Unis, Japon, CEE) le niveau des relations économiques entre la France et le Japon était « anormalement faible ». Ils ont notamment examiné dans quelles conditions les deux pays pourraient coopérer pour réhabiliter le parc de centrales nucléaires d'URSS, le Japon accordant son assise financière et la France son

assise technologique, une telle coopération pouvant être élargie à la CEE.

L'apaisement n'a donc emporté et M. Strauss-Kahn s'est félicité d'avoir assaini le climat après les déclarations de M. Cresson jugées « nipponophobes » à Tokyo. La franchise des discussions a cependant fait apparaître la persistance de divergences d'approches. Ainsi, l'entrevue entre M. Strauss-Kahn et M. Taro Nakayama, ministre des affaires étrangères, a donné lieu à quelques échanges aigre-doux. M. Nakayama a souligné d'emblée que les propos du premier ministre français risquaient, selon son porte-parole, de refroidir l'ardent effort des japonais pour investir en France. M. Strauss-Kahn a répliqué que M. Cresson avait été mal compris.

Le MITI, une « femme au cœur tendre »

L'entretien s'est avéré plus fructueux avec M. Ritschi Nakao, ministre du MITI (industrie et commerce international), même si les lectures faites de part et d'autre de l'accord CEE-Japon sur l'ouverture progressive du marché européen aux voitures japonaises ne sont pas concordantes. S'exprimant le 2 septembre lors d'un dîner à l'ambassade de France, M. Nakao avait rendu hommage à la culture française et à M. Mitterrand et avait fait patte de velours : « On ne peut plus penser à ses seuls intérêts : il faut être ouvert à ses partenaires. Le MITI est agressif et a beaucoup de puissance, mais c'est une femme au cœur tendre ».

Le hiatus est là : M. Nakao a évité de se placer sur le terrain où M. Strauss-Kahn voulait l'entraîner, celui de la compétition industrielle. Tant au MITI que devant le Keidanren - patronat - ou chez les industriels japonais qu'il a rencontrés, le ministre français a résumé sa pensée par une formule : « Nous voulons entrer en compétition ». Il s'est efforcé de démontrer que la France est un pays industriel puissant et qu'elle est ouverte aux investissements étrangers, y compris nippons. Une enquête menée pour la chambre de commerce et d'industrie française au Japon révèle que pour 68,5 % des japonais, la France est un pays de culture et pour 5,6 % seulement un « grand pays industriel ».

M. Strauss-Kahn s'est employé à mettre l'ensemble des problèmes économiques bilatéraux sur la table. Le déséquilibre commercial ?

La France a équilibré ses relations avec l'Allemagne, pourquoi ne le ferait-elle pas avec le Japon... Il a protesté contre la politique japonaise visant à imposer depuis la catastrophe de Tchernobyl un certificat de « non-radioactivité » aux produits alimentaires français exportés vers le Japon, en ironisant sur le fait qu'un million de touristes japonais reviennent chaque année de France sans être contaminés. Mais il s'est engagé à apporter des « preuves scientifiques ». Il a souhaité un développement de la coopération sur le nucléaire et regretté que la pénétration de l'Airbus au Japon, malgré les commandes de la compagnie ANA, soient trois fois moindres qu'aux Etats-Unis.

Globalement pourtant, M. Strauss-Kahn s'en est surtout pris aux Etats-Unis, comparant leur comportement au Japon à celui d'un « prédateur ». Dans le domaine spatial, il a ainsi reproché aux Américains d'obliger les japonais à travers l'exemple des Super 301 à acheter des satellites en main en laissant au constructeur (américain) le choix du lanceur (américain). Arianespace, dont le président M. Charles

## La BERD limite ses premières interventions en URSS à une assistance technique

Durcissent la position allemande, M. Theo Weigel, le ministre des finances, a confirmé mardi 3 septembre que son pays plaiderait pour des aides importantes à l'Union soviétique. Mais il a aussi mis en garde contre un effacement de l'URSS et a demandé que des garanties soient données sur le paiement de la dette soviétique. A Londres, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement a précisé ses intentions immédiates à l'égard de l'URSS.

LONDRES

correspondance

Une réunion d'évaluation et de décision de la stratégie de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à l'égard de l'URSS a eu lieu mardi 3 septembre, à Londres, en présence d'une importante délégation soviétique menée par le vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Ernest Obninsky.

A l'instar des gouvernements occidentaux et des grandes banques privées, la BERD attend que l'Union et les Républiques se mettent d'accord sur leurs futures relations avant d'engager un programme spécifique d'aide. Lors de la réunion du conseil d'administration, mardi, seul l'octroi d'une assistance technique a été évoqué. Le financement de projets ponctuels dans des domaines jugés cruciaux (énergie, distribution alimentaire) n'est envisagé qu'à moyen terme, quand les responsabilités

entre le « centre » et les Républiques seront précisément définies. Les participants ont noté la volonté de la délégation « soviétique » de parler d'une seule voix face aux autres membres de la BERD. La nouvelle union permettra le maintien d'un espace économique unifié car il existe une communauté d'intérêts pour maintenir les échanges commerciaux et une monnaie commune. Ceci dit, chaque république pourra moduler sa participation au processus économique, ont déclaré en substance M. Obninsky et M. Valérie Telenin, présidente de la Banque russe du commerce extérieur.

Plusieurs facteurs limitent toutefois la marge de manœuvre de la BERD à l'égard de l'URSS. Les statuts de l'institution imposent de sévères restrictions aux prêts directs à l'URSS, plafonnés au montant de sa quote-part (6 % du capital) jusqu'en 1993. D'autre part, la charte constitutive, signée le 15 avril à Londres, interdit toute prise de participation majoritaire ou de contrôle dans une entreprise.

Avec de telles contraintes, je peux vous assurer qu'il nous serait difficile de gérer des ressources en investissant à grande échelle en URSS, nous dit M. Mario Sarcenelli, vice-président chargé de la section « développement ». Dans un tel contexte, la BERD préfère mettre l'accent sur ses activités de consultant en restructuration plutôt que sur des prêts directs. Dans cette tâche, son président, M. Jacques Attali, peut compter sur deux personnalités de poids qui dirigent « merchant banking » (banque d'affaires) : le premier vice-président, M. Ronald Freeman - qui a travaillé au bureau parisien du cabinet américain McKinsey, avant de rejoindre la firme Salomon Brothers - et son bras droit, l'ex-ministre des finances de la fédération de Russie, M. Boris Fiedorov. A l'instar de l'empire, le bureau « URSS » du département développement devrait être éclaté en plusieurs desks (centre, pays baltes, Russie, autres Républiques) au fur et à mesure que se précise la configuration du pays.

Depuis son inauguration, il y a cinq mois, la BERD n'a réalisé qu'une seule opération concrète, l'assistance à une banque de développement polonaise. La folie des grands prêts à son président, M. Attali, son comportement pour le moins insolite, son entourage constitué en majorité d'intellectuels brillants certes, mais dépourvus d'expérience bancaire, n'ont cessé d'alimenter tout au long de l'année les sarcasmes de la City. En privé, l'ex-conseiller spécial de l'Elysée se plaignait d'être mis à l'écart par les hommes de la City. « C'est parce que je suis juif, socialiste, français et intellectuel », dans l'ordre, avait-il confié un jour, dépité.

L'utilité de la banque

De l'avis général, le président de la BERD a été de façon adroite et ordonnée la crise soviétique. Les opérations de la banque en URSS avaient été immédiatement suspendues au moment du putsch, des lettres de soutien envoyées à MM. Mikhail Gorbachev et Boris Eltsine, un embargo avait même été imposé. Le Monde du 21 août. Dès le retour de M. Gorbachev à Moscou, une délégation de la BERD s'était rendue dans les pays baltes. Un accord de coopération vient d'être signé avec le maire de Leningrad, M. Anatoli Sobtchak, octroyant à la banque la responsabilité du conseil en privatisation des entreprises de la région, à commencer par une usine de fabrication de réacteurs pour les sous-marins nucléaires.

Aujourd'hui, personne ne conteste plus, à la City, l'utilité de la BERD, née pourtant dans le scepticisme général. Aux yeux des banquiers de la place de Londres, l'institution de M. Attali figure aux premières loges pour aider l'économie de l'ex-URSS à se réformer, condition indispensable au développement d'une aide occidentale massive.

MARC ROCHE

□ L'Albanie va devenir membre de la BERD. - Le porte-parole de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement a annoncé que la candidature de l'Albanie avait été défendue, mercredi 4 septembre à Londres, par le conseil d'administration de la BERD auprès du conseil des gouverneurs. Le porte-parole a précisé que cette admission avait, des lors, « de très bonnes chances » d'être acceptée.

### CONCOURS COMMUN EPG

Concours d'entrée en 1ère année des 4 Grandes Ecoles du Groupe des Ecoles Parisiennes de Gestion

ESGF	Ecole Supérieure de Gestion et Finances
ESGN	Ecole Supérieure de Gestion et Négociation
ESGC	Ecole Supérieure de Gestion et Communication
ESGCI	Ecole Supérieure de Gestion et Commerce International

Sessions de Septembre 1991  
4 épreuves : Culture générale - Anglais - Entretien individuel et entretien de groupe. Bac exigé  
25, Rue St-Ambroise - 75011 PARIS  
Téléphone : 43 55 44 44

هكذا من الأصل



## Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

### CENTRE D'ART CONTEMPORAIN Vassivière-en-Limousin

recrute

#### DIRECTEUR

##### MISSION

- Mise en œuvre d'un projet artistique (accepté lors du recrutement).
- Gestion administrative et financière sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration de l'Association de gestion du C.A.C. de l'ensemble de la gestion du centre.

##### PROFIL SOUHAITÉ

Très bonne connaissance et expérience professionnelle dans l'art contemporain avec ses applications éventuelles dans le domaine de la création industrielle. Un cahier des charges complétant le présent avis et précisant les conditions de recrutement doit être demandé par tout candidat éventuel à :

M. le Président de l'Association de gestion du Centre d'art contemporain de Vassivière  
SY.M.I.V.A. - BP 1 - 23460 ROYÈRE-DE-VASSIVIÈRE  
Avant le 15 septembre

Une Société d'Economie Mixte d'Équipement et d'Aménagement de taille moyenne (60 personnes) travaillant sur Paris recherche son :

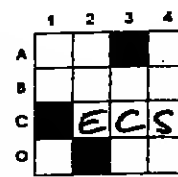
### Responsable Financier

attaché à la Direction Générale

Agé d'environ 30 ans, vous possédez une très bonne connaissance de la comptabilité et vous êtes un très bon utilisateur de l'informatique. Vous êtes une fonction financière et comptable, et si possible juridique (exemple IEF ECRI ou niveau DECS ou équivalent). Vous assurez l'élaboration et le suivi des divers instruments prévisionnels spécifiques (ordonnes de dépenses, budgets de fonctionnement, et des états de recettes et de dépenses). Vous êtes : 1. Elaborez des instruments de gestion et de contrôle de gestion, en particulier au travers du contrôle des différents budgets de la Société. 2. Conseillez la Direction Générale en matière financière, notamment en ce qui concerne la trésorerie et en matière fiscale en assurant la liaison avec les Conseils Extérieurs de la Société. Bon organisateur, personnalité de premier plan, rigoureux et diplomate, vous serez l'interface entre les différents services. Vous avez de préférence une première expérience dans une société de même nature ou dans une PME.

FIDORGA

Adressez lettre + CV + photo à notre conseil :  
FIDORGA - Marie-Pierre PERUSSEAU-LAMBERT  
18 bis, rue de Villiers - 92300 Levallois-Perret.



ECS, leader européen de la location d'ordinateurs IBM (11 milliards de francs de chiffre d'affaires, 1700 personnes) recherche dans le cadre de sa forte expansion à l'étranger son (se)

### Responsable du Contrôle de Gestion International

Rattaché directement au Contrôleur de Gestion Central vous serez l'interface privilégiée des responsables de nos filiales internationales pour tout ce qui a trait à la gestion : élaboration et suivi des budgets, mise en place des tableaux de bord, assistance comptable et fiscale et surtout préconisation d'actions correctrices permettant d'améliorer la rentabilité des opérations. Pour mener à bien cette mission, vous encadrerez 3 Contrôleurs de Gestion.

Agé d'environ 35 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une solide expérience dans la fonction. Ce poste requiert rigueur, curiosité, mobilité et d'excellentes qualités relationnelles. D'intéressantes perspectives de carrière sont offertes à l'intérieur du groupe, tant en France qu'à l'étranger. Anglais indispensable, une 2ème langue serait un atout supplémentaire.

Le poste est basé à Paris, des déplacements à l'étranger sont à prévoir. Merci d'adresser CV et lettre man. s/réf. DS 769 à ECS - Relations Humaines - 29 Av. Mac Mahon, 75017 PARIS.

ECS

VOTRE AVENIR EN 3 LETTRES

### PARIS OUEST

GRUPE DE CONSEIL DE TRES GRANDE NOTORIÉTÉ, NOUS CHERCHONS POUR NOTRE ACTIVITÉ FORMATION :

### ATTACHE DE DIRECTION COMMERCIALE H/F

rattaché personnellement au Responsable de cette activité, il sera chargé, en liaison avec les spécialistes techniques, tant vis-à-vis des sociétés déjà clientes du groupe, que des sociétés extérieures, d'un rôle de prospection, de présentation et de valorisation des activités formation ainsi que de l'organisation logistique du suivi et de la gestion des stages.

Le poste autonome et très vivant suppose un esprit commercial et relationnel accentué et un niveau d'études équivalent au moins à BAC + 3 appuyé sur une première expérience réussie dans des fonctions équivalentes. Une formation ou une première expérience liée aux problèmes juridiques serait un atout extrêmement apprécié.



Ecrire avec CV et prétentions sous référence 2.301 M à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité. KPMG FIDAL PARIS, 47 rue de Villiers 92200 NEUILLY-S/SEINE

### GRUPE LEGRIS INDUSTRIES

PARTENAIRE OFFICIEL

CA 5,7 milliards de francs, 5600 personnes.  
UNE STRATÉGIE MONDIALE - OSCAR DE L'EXPORTATION 1991  
Notre métier : La mécanique pour l'équipement de l'industrie et du bâtiment. Maîtrise des fluides industriels et domestiques. Matériels de levage et de manutention

### AUDITEUR/CONSOLIDEUR

- 25 / 30 ans, de formation universitaire (Bac + 5) ou Ecole de Commerce, vous avez vécu une première expérience professionnelle de 2 / 3 ans dans un cabinet anglo-saxon.
- Vous aurez pour mission :  
- La prise en charge d'une consolidation,  
- L'audit et la mise en place des procédures groupe (comptabilité et organisation) dans les filiales de LEGRIS INDUSTRIES.
- Pour ce poste basé à RENNES, mobilité géographique et bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions à : LEGRIS INDUSTRIES  
74 rue de Paris - BP 1105 - 35014 RENNES cedex.

### SB

SmithKline Beecham  
Laboratoires Pharmaceutiques

Exercez votre métier dans l'un des premiers groupes mondiaux de la santé

### CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de notre Direction Administrative et Financière, vous assisterez le Contrôleur de gestion d'une de nos Directions Marketing (élaboration des résultats mensuels, analyses financières, préparation des budgets, ...).

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce (type HEC - ESSEC ou équivalent) de préférence complétée par une première expérience. Vous serez en relation permanente avec nos Chefs de Réseaux, nos Chefs de Produits et notre Direction Marketing. Ce poste évolutif requiert de réelles qualités relationnelles.

Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. ACG/408 à SMITHKLINE BEECHAM - Laboratoires Pharmaceutiques Direction des Ressources Humaines - 6, Esplanade Charles-de-Gaulle 92731 NANTERRE CEDEX.

### CONFLANS-SAINT-HONORINE

32 000 habitants - 700 agents  
RECRUTE

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

chargé de l'URBANISME et des AFFAIRES ÉCONOMIQUES (dans le cadre des Attachés)

Vous avez une formation juridique appliquée à l'urbanisme, complétée par une expérience confirmée de la gestion administrative d'un service d'urbanisme.

Vous souhaitez intégrer une équipe de direction dynamique et participer directement aux prises de décisions concernant votre domaine de compétence.

En qualité de SGA, vous assurerez la direction :  
- de l'urbanisme opérationnel lié à l'application du droit des sols (permis de construire...);  
- de l'urbanisme prévisionnel avec une aide à la définition de la politique d'aménagement urbain;  
- de l'action foncière (montage et suivi des dossiers d'aménagement foncier, relations avec la SEM...);  
- de l'action économique avec l'assistance d'un chargé des affaires économiques (poursuite de l'action menée pour implanter des entreprises sur la ville).

Les candidatures et les CV sont à adresser dans les plus brefs délais à M. le Maire, Hôtel de Ville  
78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE

### LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-MARNE

recrute

pour son laboratoire vétérinaire en pleine expansion par concours sur titres, ou par mutation ou détachement

### UN ADJOINT AU DIRECTEUR

La clôture des inscriptions est fixée au 26 OCTOBRE 1991

les candidatures et CV sont à adresser à M. le Président du Conseil Général  
1, rue du Commandant-Hugueny - BP 509 - 52011 CHAUMONT Cedex  
Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à M. le Directeur du Laboratoire Départemental. Tél. 25-32-87-40



à BLOIS

Filiale de CADBURY SCHWEPPE, nous réalisons près de 900 MF de CA avec 550 personnes, et avons récemment ouvert notre nouveau site de production fortement automatisé. Nous recherchons un jeune

### Juriste d'Entreprise

Il exercera un rôle de conseil, prévention, et assistance auprès de nos différentes directions, principalement dans les domaines commercial (marques, publicité, concurrence, distribution) et industriel (brevets). Il interviendra également dans les actes courants de la vie juridique de la société : droit du travail, conseils et assemblées...

De formation Bac +4/+5, il a ou moins 2 ans d'expérience et une très bonne pratique de l'anglais.

Ce poste est basé à BLOIS (41).

Pour un premier contact, merci d'écrire sous réf. 1092 avec CV, photo et salaire actuel à

Gallos &amp; Associés

116 Champs Élysées  
75008 PARIS.

### LA VILLE DES ULIS (Essonne)

27 000 habitants

recherche

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Cadre A (cadre d'emploi des attachés)  
Membre de l'équipe de direction administrative

chargé de coordonner l'action de divers services concernant :

- L'enfance et la petite enfance
- La jeunesse et le sport
- Le développement culturel.

Poste à pourvoir rapidement

Envoyer candidature avec CV photo et copie des diplômes à :  
Monsieur le sénateur-maire  
BP - 91942 Les Ulis Cedex.



### À PERPIGNAN PARTICIPEZ À LA BANQUE DE DEMAIN

La Banque Populaire des Pyrénées Orientales et de l'Ariège, une des plus grandes banques de sa région, cherche un ORGANISATEUR

Rattaché au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, vous aurez pour objectif d'optimiser nos procédures dans un souci constant d'amélioration de la productivité et de la rentabilité de nos agences et services.

Dans ce cadre, vous conduirez totalement des missions d'organisation : diagnostic, arbitrage, mise en place des procédures, formation des utilisateurs. Vous participerez également à la conception des nouvelles procédures et organisations.

De formation supérieure (Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, IMAE, Maîtrise d'Economie ou de Gestion), votre expérience de 3 à 5 ans, de préférence dans une banque, ou un Cabinet d'Organisation, vous a donné la connaissance des procédures et circuits bancaires.

Esprit d'analyse et de synthèse, goût des contacts et aptitude à la négociation sont des qualités indispensables.

Si vous êtes disponible rapidement, merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence 1019/LM à notre Conseil

ETHNOS

141, Avenue de Wagram  
75017 PARIS  
Membre de SYNTEC Recrutement

Groupe de promotion immobilière en forte expansion, nous assurons à nos investisseurs des placements très performants. Nous créons aujourd'hui un nouveau poste au sein de notre Direction.

### Buildinvest

Construisez avec nous votre carrière de demain.

Bas droit de notre PDG, vous analyserez et préparerez les dossiers dans les domaines juridiques et organisationnels. Bon négociateur pour des missions de confiance, vous êtes aussi rigoureux et organisé. De formation supérieure, type ESC, vous avez 3 à 4 ans d'expérience en entreprise dans une fonction polyvalente.

Notre réussite nous permettra d'offrir d'importantes perspectives d'évolution à un collaborateur de valeur. Poste basé à Paris avec des déplacements en province et dans les DOM-TOM. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. L1185, à notre conseil :

Interrégions Consultants  
8 ter rue Jean Nicot, 75007 Paris.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

هكذا من الأصل



REPRODUCTION INTERDITE

**SEMASEP**  
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DU SUD PARISIEN  
Intervenant dans les domaines des études urbaines, de l'aménagement et de la construction de logements, équipements publics, locaux d'activités, recherche

**CHARGÉ D'OPÉRATIONS**  
De formation architecte, géographe, économiste, ingénieur, etc., vous possédez une réelle expérience pluridisciplinaire du développement local. Attentif à la qualité urbaine, aux problèmes de société liés à la ville et aux banlieues, vous avez un intérêt marqué pour le contact avec les agents économiques et les habitants, une capacité d'adaptation à la polyvalence des missions.

Vous assurerez, en liaison avec les équipes municipales, le montage et la conduite d'opérations complexes d'aménagement et de construction sur une ou plusieurs communes.

**ASSISTANT D'OPÉRATIONS**  
Votre formation d'origine a été complétée par un 3ème cycle relatif à l'aménagement urbain (IIEP, Paris, etc.).

Au sein de notre équipe, vous interviendrez auprès d'un chargé d'opérations expérimenté. Votre motivation et vos résultats pourront vous permettre d'accéder rapidement à une autonomie et à des responsabilités dans votre activité.

Adressez votre C.V. + lettre manuscrite + photo à  
SEMASEP BP 17, 94801 VILLEJUIF CEDEX.

**inghini**

Implanté à Tonnerre (47), nos 30 ans d'expérience dans la conception, la fabrication industrielle et la commercialisation de portes d'intérieur, nous ont permis d'être aujourd'hui l'un des leaders de notre profession. Notre développement actuel nous conduit à rechercher un

**INGÉNIEUR RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT**

Mission :  
• Mise en place de la cellule recherche et développement.  
• Contrôle et gestion de la qualité.  
• Suivi de la normalisation et de la réglementation technique.  
• Étude et recherche de procédés et de produits nouveaux.

Profil :  
Agé de 25 à 32 ans de formation ingénieur type ENSAM ou ESS, vous disposez d'une première expérience réussie de la recherche et du développement acquise si possible dans le secteur du bois.

Écrire sous réf. A491D au FLORIAN MANTIONE INSTITUT, 18 rue Ferrère 33000 BORDEAUX, et consulter la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOTEL.

**Florian Mantione Institut**  
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

**agence de bassin loire-bretagne**

Orléans. Nous sommes un Etablissement public de l'Etat spécialisé dans la gestion de la ressource en eau et la lutte contre la pollution. Pour faire face à notre développement, nous renforçons notre Division "Qualité des Eaux" et recherchons un collaborateur.

**Ingénieur Intervention secteur industriel**

Vous serez chargé de la coordination des interventions de l'Agence dans l'industrie, essentiellement dans les domaines suivants : économie d'eau, pollution, prévention des pollutions accidentelles, élimination des déchets. Bon spécialiste, vous intervenerez en tant qu'expert auprès de nos délégations régionales et serez en relation avec les organisations professionnelles des industriels et l'Administration. Vous proposerez les évolutions de la politique d'intervention industrielle de l'Agence.

Agé d'environ 30/40 ans, vous possédez une formation supérieure (Ingénieur) et une solide expérience des relations avec les industriels. Une réelle connaissance des activités industrielles est indispensable pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature sous référence D479/M à Lydia di Martino, SEMA SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

**SEMA SELECTION**  
Paris - Lyon - Toulouse

**ÉLECTRICITÉ INSTRUMENTATION AUTOMATISME**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES, SPÉCIALISÉE EN MONTAGE ET MAINTENANCE D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES.

**RESPONSABLE D'AFFAIRES**

ZONE D'ACTIVITÉ PROVENCE.

**HERLICOQ**

**SOCIÉTÉ DU SECTEUR DE L'AUDIOVISUEL (3000 personnes)**

recherche

**INGÉNIEUR ou MIAGE**  
(5 à 10 ans d'expérience)

Pour conduire le développement de ses SYSTEMES INFORMATIQUES DE GESTION. Dans le cadre de projets ambitieux : mise en place d'une nouvelle COMPTABILITÉ ANALYTIQUE, TABLEAUX DE BORD, INFOCENTRE..., il aura pour mission de coordonner et d'animer l'ensemble des acteurs de ce développement (petite équipe interne de haut niveau, prestataires extérieurs, groupes utilisateurs).

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à : CCEG, 87 route de Grigny, 91130 Ris-Orangis. R61-AM/9/91

**SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT PARIS**

recherche

**ARCHITECTE ou INGÉNIEUR**

Ayant une expérience significative dans le domaine de l'immobilier (maîtrise d'ouvrage, aménagement urbain) pour lui confier le suivi et la coordination d'opérations d'aménagement en cours.

Ce poste nécessite des qualités d'approche globale permettant de prendre en compte l'ensemble des aspects administratifs et techniques d'une opération.

Adressez CV, photo et prétentions au  
**MONDE PUBLICITÉ** sous n° 8363  
15/17, rue du Col-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15

**GE Capital**

**GENERAL ELECTRIC CAPITAL**  
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU GROUPE GENERAL ELECTRIC

recherche

pour dynamiser et développer son activité un :

**COMMERCIAL EN FINANCEMENT DES VENTES**

Basé à Marseille, vous supportez sur le terrain, grâce à nos solutions de location et crédit bail, une équipe de commerciaux dans leurs ventes d'équipements auprès de clientèle privée et publique sur la région sud-est.

Vous êtes déjà un professionnel du leasing, de préférence sur le marché médical, et vous êtes prêt à relever le défi de la création d'un poste régional d'animation commerciale sur le terrain. Ce poste est à pourvoir immédiatement. Pour nous rejoindre, envoyez votre CV et vos prétentions à :

**GE CAPITAL, SERVICE COMMERCIAL**  
78/80, av. du Gal-de-Gaulle, 93170 BAGNOLET

**LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-MARNE**

recrute pour ses services techniques

**DEUX INGÉNIEURS**

- Le premier sera responsable des études routières : réalisation d'études techniques - Mise en œuvre des procédures administratives.
- Le second sera responsable des ouvrages d'art sur routes départementales : gestion, réalisation d'études techniques, dévolution des travaux.

Candidatures et C.V. à envoyer à  
M. le Président du Conseil Général de la Haute-Marne, 1, rue du Commandant-Hugueny - 52011 CHAUMONT Cedex.

**Bodet**  
BP 1 - 48340 TREMENTINES (France) 380 pers. - CA : 180 MF  
Leader français de la chronométrie industrielle, recherche

**CHEF DU SERVICE**  
**METHODES ET INDUSTRIALISATION**

Mission : animation d'une équipe jeune, dont les fonctions essentielles couvrent la mise en place des dossiers techniques-produits, (gemmes, nomenclatures, etc.), l'industrialisation des fabrications (petites et moyennes séries), l'étude et la recherche des équipements techniques nécessaires, l'amélioration des postes de travail.

Postulation : Rattaché au Directeur d'usine. Liaison étroite avec le B.E.

Profil : Ingénieur généraliste. Expérience indispensable de 3 à 5 ans, de préférence dans une PME à dominante mécanique ou électromécanique. Utilisation active de l'outil informatique.

La croissance et la notoriété de la société, la grande variété de ses produits, créent des perspectives d'évolution pour une personnalité ouverte, communicante et efficace.

Lieu de travail : près de CHOLET.

Premiers entretiens à Paris ou Nantes semaine 39.

En échange d'une parfaite discrétion, merci d'adresser sous identification 1123 C. CV détaillé avec photo, références et indication de salaire, au CEIP :

**CEIP** Conseil d'Entreprises.  
Le Cruguellec, 56270 PLOEMEUR.

**RECHERCHE PAR VOIE STATUTAIRE**  
(Administrateur ou Directeur Territorial OU CONTRACTUELLE)

**RESPONSABLE DU "GRAND PROJET HYDRAULIQUE"**

Rattaché au Directeur Général des Services, vous mènerez à bien la conception et le suivi des travaux d'investissements importants en matière de **prévention des inondations** : programmation, recherche des partenaires financiers, mise en œuvre et suivi des opérations. Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs et si possible, déjà familiarisé avec le domaine concerné, vous avez un très bon sens relationnel à haut niveau. Vous êtes un homme de mission, de challenge et surtout de résultats.

Merci d'adresser sous référence 1173 LM, lettre manuscrite + CV + photo à notre conseil  
**LIGHT Jean-Noël MERKENVBRACK**  
6-8, rue André Malraux - 02400 MONTAIGNEY LA FORET cedex  
qui traitera en toute confidentialité votre dossier.

**U' HT**

**Futur délégué général**

**Syndicat Professionnel Produits Alimentaires**

Notre organisme connaît une activité toujours croissante depuis 10 ans et recherche le bras droit de son Délégué Général.

Ses missions principales seront :

- Coordonner et gérer le Syndicat en assistant le Délégué Général dans ses contacts en France comme à l'étranger.
- Suivre la vie du Syndicat au plan administratif et budgétaire.
- Intervenir sur le suivi des Recherches fondamentales effectuées par les principaux Laboratoires de Recherches Scientifiques français et étrangers (organisation de colloques).
- Représenter le Syndicat auprès des partenaires annexes (adhérents, journalistes...) et les informer dans tous les domaines.
- Assister le Délégué Général dans ses activités internationales ainsi qu'en lobbying.

H/F de plus de 35 ans, de formation supérieure (Agro, IEP, ESC, Droit, Sciences Eco...), anglais courant, vous avez une expérience au sein d'Organismes Professionnels ou Administratifs et/ou du Marketing des produits de Grande Consommation. Vous possédez des qualités personnelles déterminantes, un grand sens de l'analyse et de la synthèse, un goût des contacts ainsi qu'une réelle diplomatie pour s'imposer et devenir l'interlocuteur privilégié des différents partenaires.

Merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite sous réf. 28185 à OPéA 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité au cabinet chargé de cette mission.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT et d'EQUIPEMENT en banlieue parisienne**

recherche

**UN CHARGÉ D'OPÉRATION QUALIFIÉ**

Adresser C.V. et prétentions sous n° 8367  
**Le Monde Publicité**, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

**Ingénieur Electricien :**  
De la maîtrise d'œuvre à la gestion opérationnelle.

Entreprise de Service du Secteur Public, située en CHAMPAGNE, nous assurons la maîtrise d'œuvre dans les domaines de la distribution d'électricité, de l'éclairage, des réseaux câblés...

Renforcer les réseaux, les prolonger, concourir à la protection de l'environnement, répondre à des besoins spécifiques en matière d'énergie et promouvoir des technologies nouvelles... telle est notre vocation.

INGÉNIEUR - CHEF DE SECTEUR, sur votre zone géographique, vous concevez la solution technique et montez le dossier financier. Vous rédigez le cahier des charges et effectuez les appels d'offres auprès de sous-traitants pour la réalisation des travaux...

Vous conseillez les élus, les services techniques des villes et préconisez les aménagements ou créations d'équipements répondant aux besoins exprimés.

Jeune INGÉNIEUR (SUPELEC, ENSEM, ESIEE, INPG, ENSEEIHT, IDN, INSA...) si vous souhaitez commencer ou poursuivre votre carrière par une responsabilité ouverte sur la technique, l'organisation et la gestion, nous serons heureux de vous accueillir et vous assurerons une évolution rapide vers des responsabilités plus larges.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, SEFOP, sous réf. BSE 660 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

**SEFOP**  
MEMBRE DE SYNTec

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

هكذا من الأصل



LES EDITIONS NATHAN recherchent

### UN RESPONSABLE MARKETING DIRECT (H/F)

Votre mission :

- Conseil et formation des responsables Promotion de chacun des secteurs éditoriaux ;
- Mise en œuvre intégrale d'actions de marketing direct en liaison ou non avec une agence ;
- Votre profil :
- Bonne maîtrise des techniques et de toute la chaîne du marketing direct (des trichiers jusqu'à l'analyse des résultats) ainsi que des techniques de communication ;
- Expérience professionnelle de 5 ans minimum en agence ou chez un annonceur ;
- Rigueur, dynamisme et sens relationnel très développé.

En cas d'intérêt, merci d'adresser, sous référence RMD, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions aux Editions Nathan - à l'attention de Laurence BERTIN - 9, rue Médan - 75014 PARIS.

**GROUPE NATHAN**

**GROUPE ESC**  
Tours

Créé en 1982, le Groupe ESC Tours s'est imposé parmi les Grandes Ecoles de Management par son enseignement innovant et le développement de ses programmes de 3<sup>e</sup> cycle et de formation permanente de cadres dirigeants. Notre notoriété est l'un des facteurs décisifs de notre expansion, soyez notre

### RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

- Vous concevez et animez le plan de communication du Groupe ;
- Vous élaborez les différents supports de communication tant à destination des étudiants que des entreprises ;
- Vous organisez les relations médias du Groupe ;
- Vous développez l'ensemble de notre communication interne.

25 / 30 ans, de formation communication, vous alliez créativité, sens du contact et enthousiasme.

Adressez vos lettres, CV et prétentions à :  
L. Tournaire, ESC Tours, 1 rue Léo Delibes  
BP 0535 - 37005 Tours Cedex.

Importante association para-publique intervenant dans les domaines de l'intégration et du développement social urbain, recherche urgent

### un(e) chargé(e) de mission D.S.U.

Formation supérieure (3<sup>e</sup> cycle ou équivalent), expérience confirmée dans le développement social urbain, l'encadrement et l'animation d'équipe, excellentes aptitudes pédagogiques et rédactionnelles, déplacements fréquents en province.

Fonctions : responsable service DSU, interventions conseil-étude-formation auprès des acteurs locaux, élaboration outils théoriques et méthodologiques, participation publications, relations publiques et négociations avec partenaires divers.

Envoyer CV détaillé et prétentions au monde Publicité sous n° 8374, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

Une ville  
un style  
de ville

AULNAY-SOUS-BOIS (Seine St Denis) et ses 82 200 habitants offrent pour une recherche permanente d'une qualité de vie. Nous recherchons :

### DIRECTRICE DE CRECHE

Les enfants : votre passion, votre métier... nous vous proposons de prendre la direction de notre crèche de 30 berceaux ou sein d'une équipe jeune, dynamique et motivée. Vous êtes titulaire de diplôme d'Etat de Puériculture et vous possédez une expérience de 5 ans minimum dans la fonction. Votre potence, votre sensibilité et votre rigueur seront vos atouts essentiels pour réussir à ce poste. Une possibilité de logement vous est offerte.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature et CV à : Monsieur le Maire - DRH - BP 56 - 93602 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX

LA VILLE DE CONFLANS-SAINT-HONORINE  
RECRUTE POUR SON SERVICE COMMUNICATION

### Un chargé d'information journaliste municipal

Placé sous l'autorité du responsable des publications, vous serez chargé de la collecte de l'information auprès des différents partenaires locaux : élus, services, associations, entreprises...

Vous serez responsable de la rédaction des textes et articles nécessaires à la réalisation des divers supports d'information et de promotion de la ville.

Vous participerez aux différents comités de rédaction et serez étroitement associé à la conception des différents outils.

Vous ferez preuve de qualités rédactionnelles, d'une bonne culture générale et d'un grand sens des contacts.

Pour ce travail de terrain et d'équipe, nous recherchons un (ou une) jeune professionnel(le) diplômé(e) d'une école de journalisme ou de communication ayant une expérience locale.

Les candidatures et les CV sont à adresser dans les meilleurs délais à :  
Monsieur le Maire,  
63, rue Maurice-Berteaux,  
78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE

**PRECEPTA**  
Groupes

Importante société de conseil et d'études économiques, recherche un

### CONSULTANT SENIOR

Spécialiste des études de marchés industriels

De formation grande école ou équivalent, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans une société d'études ou de conseil et une solide compétence dans l'analyse des marchés industriels.

Vous aurez l'entière responsabilité d'une nouvelle activité que vous serez chargé de développer.

Autonome dans vos initiatives et décisions, vous apprécierez cependant le travail en équipe au sein d'une structure dynamique.

Adressez votre dossier de candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions) s/réf. EMI à  
Anne LE FEVRE  
Groupe PRECEPTA  
85, rue La Fayette - 75009 PARIS.

Une ville  
un style  
de ville

AULNAY-SOUS-BOIS (SEINE ST DENIS) et ses 82.200 habitants offrent pour une recherche permanente d'une qualité de vie. Nous recherchons :

### SOUS-BIBLIOTHECAIRES

Si vous êtes titulaires du C.A.F.B. (Jeunesse ou lecture publique) ou préparez cette année le diplôme ;

Si vous êtes expérimentés ou débutants mais motivés par le développement de la lecture publique.

Alors, adressez-nous votre candidature à :  
Monsieur le Maire - DRH  
B.P. 56 - 93602 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX

L'équipe **A.I. CONSEIL**, Conseil en Recrutement et Gestion des Ressources Humaines, est heureuse de vous communiquer sa nouvelle adresse à partir du 2 septembre 1991

39, rue d'Amsterdam 75008 Paris

Tél : 42 85 36 14  
Fax : 42 85 36 15

Société allemande  
Paris-15<sup>e</sup>  
recherche une

### ASSISTANTE DE DIRECTION

de langue maternelle française, parfaitement bilingue allemand, pouvant justifier d'une réelle expérience d'au moins 10 ans en secrétariat de direction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et CV sous référence n° 8366.

Le Monde Publicité.  
15/17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

### Consultant senior H/F en recrutement de jeunes cadres par annonce

Mission : analyser les besoins de l'entreprise et faire preuve de créativité pour attirer des candidatures ajustées, notamment dans le cas de recrutement de nombreux jeunes diplômés.

Nous demandons : une expérience réussie d'au moins 5 ans dans ce métier ; la capacité à mener à bien rapidement les missions confiées ; le goût de partager et travailler en équipe.

Nous offrons : une formation complémentaire permanente ; une ouverture vers les autres disciplines du conseil, notamment dans le domaine de l'organisation, des structures et de la sociologie des organisations.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions), sous la référence R.A.N./F. à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

**BERNARD KRIEF MANAGEMENT**  
WASHINGTON MOSCOU BRUXELLES PARIS  
Un développement de Bernard Krief Consulting Group

Le groupe **SUP DE CO. AMIENS/PICARDIE** recrute

### Professeurs permanents

en Finances  
Logistique - Organisation  
Marketing  
Management

Formation bac + 5, doctorat, une expérience de consultant sera fortement appréciée.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à :  
GEORGES POUZOT  
18, place Saint-Michel - 80038 AMIENS Cedex

Organisme administratif social et financier Paris  
3 000 personnes  
RECRUTE

### CADRE DÉBUTANT OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Chargé mise en œuvre Contrôle de Gestion (Formation : Maîtrise de Gestion, SC, PO, ECO I...)

Ce cadre participera aux travaux de mise en œuvre du dispositif de Contrôle de Gestion de l'organisme en secteur tertiaire administratif.

Adressez lettre manuscrite + CV et prétentions à :  
M. le Directeur de la Gestion des Ressources Humaines  
URSSAF de Paris  
3, rue Franklin, 93518 MONTREUIL Cedex

**EMPLOI**

Le mardi,  
c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi  
Le Monde des Cadres  
Le Monde de l'Informatique  
Le Monde des Secteurs de Pointe  
Le Monde de la Gestion et des Finances  
Le Monde des Ressources Humaines  
Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

**Le Monde INITIATIVES**

Institut de formation en langues, leader dans son domaine, recherche

### RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE

Langue maternelle anglaise. - Evaluation des niveaux - Conseil en formation, Exp. pédagogique souhaitée. Env. CV + photo n° 78192 PUBLICITE ROGER BLEY 17, rue Beugnot, 75009 Paris

Féd. nationale regroupant des associations gestionnaires d'établissements de formation professionnelle recherche

### SON DIRECTEUR(TRICE)

Nombreux déplacements (France, Europe), mais points de vue sur l'Europe. Anglaise souhaitable. Important travail de relations ministérielles. Animation de la vie interne de la fédération. Le candidat doit présenter des références et/ou des aptitudes certaines en matière de gestion.

Envoyer lettre de candidature + prétentions sous n° 8365 LE MONDE PUBLICITE 15-17, rue du Col.-P. Avia, 75002 Paris Cedex 15.

CLINIQUE CHIR. SE LITS S-E (Val de la Seine) recherche

### DIRECTEUR

Adressez CV avec Tél. au MONDE PUBLICITE sous n° 8368 15-17, rue du Col.-P. Avia 75002 Paris Cedex 15.

LYCÉE VAL-DE-MARNE recherche

### PROFESSEURS EXPÉR.

De physique pour terminale, et d'anglais pour collégiés et lycées.

Ecr. à CAPEC, M. COHEN 1 bis, av. de la République 75011 PARIS.

Organisme d'Etudes recherche

### RESPONSABLE D'ENQUÊTES

et d'études auprès de la Distribution

- Planification et contrôle des enquêtes.
- Relations clients.
- Rédaction de synthèses.

Qualification souhaitée : BTS Commercial ou Marketing, IUT Gestion. Expérience 2 ans minimum. Envoyer CV, photo et prét. sous réf. A 6011630 à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers 92632 Levallois Cedex.

AGENCE D'URBANISME DE BREIZH recherche

### RESPONSABLE ETUDES ECONOMIQUES

Économiste niveau 3<sup>e</sup> cycle, exp. souh. : 5 à 10 ans. Ad. CV à l'Agence d'Urbanisme, 18, r. Costar-Godwin, 22200 Brest.

Ecole privée recherche

### PROFESSEURS CHIMIE ET ANGLAIS

(après de prêt) pour classe prépar. Tél. : 46-66-66-94.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS recherche

COLLABORATEURS (H ou F) Bon niveau de culture générale pour postes à caractère commercial (pas de porte-à-porte)

- Formation assurée.
- Remunération très motivante comportant un minimum garanti.
- Evolution de carrière rapide pour cand. de val. Tél. : 47-64-66-16.

**Le Monde**  
des  
Carrières Internationales

IMPORTANT GROUPE DE TAHITI recherche URGENT

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Age de 35 ans ou plus, formation de gestion, expérience d'un poste similaire. Remunération motivante et nette d'impôt.

### DIRECTEUR Quincaillerie/Bricolage

Homme de terrain de 35 ans ou plus avec expérience similaire de 3 ou 4 ans. Remunération motivante et nette d'impôt.

Envoyer CV manuscrit et photo à :  
A. LABOUCHERE, 3, rue Goethe, 75116 Paris

**Le Monde INITIATIVES**

Le mardi,  
c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi  
Le Monde des Cadres  
Le Monde de l'Informatique  
Le Monde des Secteurs de Pointe  
Le Monde de la Gestion et des Finances  
Le Monde des Ressources Humaines  
Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

**Le Monde INITIATIVES**

RE TROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

هكذا من الأصل



**BAC + 3**  
**RELEVEZ LE DEFI DE 1993**  
Le Centre de Formation de l'ECOLE SUPERIEURE DE GESTION  
organise un stage de 9 mois égrégé par le  
Conseil Régional d'Ile de France  
**"ACTION COMMERCIALE EUROPEENNE"**  
Début le 30/09/91  
(Marketing International - Export - Gestion  
Communication - Négociation)  
Gratuité partielle et possibilité de rémunération  
Adressez C.V. + Photo + Lettre à  
E.S.G. - 19 rue Erard - 75012 PARIS

- **COMMUNICATION GLOBALE**
- **COMMUNICATION SOCIALE ET RESS. HUMAINES**
- Formations professionnelles en 1 an.
- Stages en entreprise fournis par l'école (mi-temps toute l'année).
- Choix de huit langues vivantes.
- Admissions : Bac + 4 ou expérience professionnelle.

**Renseignements : I.I.C.P.**  
**Tél. : 42-40-47-47**

[illegible][illegible]

**bureaux**

**Ventes**

**ASS. NATIONALE**  
Immeuble indépendant  
340 m<sup>2</sup> à rénover  
propriétés 47-20-37-84

**Locations**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL  
À L'ÉTOILE**  
10<sup>e</sup> CHAMPELLE YVÈS  
DE AVENUE VICTOR-HUGO  
Bure, meubl., tél., télex, fax  
Domic. : 192-81-385 F/M  
CIDES 47-23-84-21.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS**  
SARL RC - RM  
Construction de maisons  
Démarches et tous services  
Permanence téléphonique  
**43-55-17-50**

**SIÈGE SOCIAL**  
bureaux, domic. services  
démarches RC-RM  
SODEC SERVICES  
CHIFFRE D'AFFAIRES 17-23-56-47  
NATION : 43-41-81-81

**bureaux**

**fonds  
de commerce**

**Ventes**

A vendre BAR PLUR FLORE  
Lieuxville IV. Cnse santé.  
Appartement F3 attenant.  
(Ouvr. apaisé modifié)  
599 10 fond. de commerce  
(boulevard principal)  
Foyer pour réajustement :  
Tél. 1161 33-56-14-95

**CORDONNERIE**  
CLASSE MINUTE  
Banisette Tours  
EXCELLENT RAPPORT  
Prix : 129 000 F  
Tél. : 137-44-76-59

A vendre fonds, possibl. mur  
École secondaire privée  
internat, 100 m<sup>2</sup>, zero 2 H.  
6<sup>e</sup> à terminée.  
Sud-ouest de la France.  
Environ 500 m<sup>2</sup> de terrain  
Le Monde Plus  
15, 12, rue du col. F. Avia  
75202 Paris Cedex 15.

Ch. entreprise à vendre C.  
72-20 MF, bénéficiaires assés  
sérieux, 2000 m<sup>2</sup> de terrain  
Eclairage auto n° 6376 F  
Société : 15/17, n° 1  
du Col. F. Avia 75202 Paris  
Cedex 15.

**Organisme public de  
FORMATION**  
**Région parisienne**

**CADRES DE  
DIRECTION**

Pour participer à la direction d'établissements ou unités de 2<sup>e</sup> avec la responsabilité des activités administratives et financières.

Agréés par le Service de l'Environnement, diplômés de l'enseignement supérieur, vous êtes recrutés au sein de la gestion d'un établissement scolaire.

d'une expérience acquise en entreprises.

Vos compétences sont mises en organisation et en gestion, votre rôle est d'encadrer une équipe et votre sensibilité pour les problèmes d'éducation vous permettront de faire passer ces idées dans l'action opérationnelle.

Merci d'env. lettre de candidature, CV complet et photos récentes accompagnées éventuellement en précisant le réf. 77-982 BLEU 17

à : M. J. LAFONT, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

**ETABLISSEMENT**

**VILLE DE MOISSY-CRAMAYEL**  
(77) - 12 500 hab.  
située dans la vallée neuve de Marne-Saintes

recrute selon les conditions suivantes :

**UN ATTACHE**

(TITULAIRE DU GRADE)  
pour la division technique

**MSSIONS :**  
Chargé de la direction des services techn. (fonction d'interface entre l'autorité publique et les services techniques), il devra veiller à l'exécution des directives du conseil municipal, assurer les services de la division technique, contrôler, coordonner les activités du service, exercer un contrôle permanent sur le fonctionnement des services, participer à l'élaboration et à l'exécution des programmes différents services techniques, participer aux opérations de planification et du suivi d'un certain nombre d'affaires.

**AVANTAGES :**  
13<sup>e</sup> mois brut, 6 sem. de congés payés, 1 h 30 ann. prime indemnitaire et technique.

Env. lettre de candidature avec CV détaillé + photo à : M. J. LAFONT, le maire de Moissy-Cramayel.

77-982 BLEU 17

**URGENT av. 15-09-81**  
Ecole cherche professeur expérimenté

**PROF. D'ALLEMAN**  
(langue mat.) pour préparer examen vétéranat français  
expérience env. 10 ans.  
CV, photo, envoi détaillé sous pli fermé  
au Professeur  
15/17 rue du Sol-Far-Air  
75002 Paris Cedex 15

Administrateur de biologie C.N.A.S.B., recherche biologiste expérimenté, Expérience Expérimentelle, Environnement, Biologie, Chimie, Botanique, Zoologie, Géologie, Géographie, G.C. GAUCHON,  
67, r. d'Amsterdam (Bis)

Recherche  
COMPTABILISTE-BUDGETAIRE  
BRIMONT (95) proche S.M.C.F. - T. 77-72-22-21

Sûr d'Education culturelle, enseignant expérimenté, recherches commerciales  
H. O. U F.

pour contacter collectifs locaux touristiques professionnels, formations diverses, possédant voiture.  
Pré. 11h 22-83-98-40

Ecole privée cher

**PROFESSEURS  
CHIMIE ET ANGLAIS**  
(logiq. de préf.) pour classer, Pré. 74-46-58-90

**VACATAIRES**  
EN  
ALLEMAGNE  
ALLEMAND

Diplôme 3<sup>e</sup> cycle  
obligatoire + expérience  
pédagogique.  
Adm. nat. maîtrise  
+ CV avec réf. LM21 sur  
enveloppe à PROMO J, 18,  
rue de Paris,  
92100 BOULOGNE,  
qui transmettra

**CHERCHE UN**  
**INGÉNIEUR**  
**DE RECHERCHE**  
(poste CHRS)

INGÉNIEUR  
GÉNÉRALISTE  
A COORDONNÉE  
MECANIQUE

Etude d'instruments  
scientifiques  
pour l'aéronautique  
Responsabilité bureau  
d'études capable en CFAO  
(ECLD)

Candidate : P. VOLA  
ou C. LESBRIER  
(06-1-45-07-75-30).

termine d'expérience pro  
fessionnelle, maîtrise  
supérieure bilingue de B et  
en A, 4 à 5 h, par J. L.  
Pons, 149, Bd. : 45-62-02-11

**LES HOSPICES CIVILS**  
**DE COLMAR**

recrutent

**UN INGÉNIEUR**  
**EN ORGANISATION**  
**ET METHODES**

Il sera chargé de la m  
en place de l'information  
médicale et de gestion.  
Il sera chargé de la m  
de l'organisation et  
méthodologie sur son niv

**ORGANISME DE FORMATION  
PROFESSIONNELLE LYON**

## RESPONSABLE DE SON DÉPARTEMENT LANGUES

Maîtrise d'anglais et exp.  
de la formation des adultes  
indispensables

Ad. lettre man. + CV + prêt.  
AU MONDE PUBLICITE  
ext. 1002  
15-17; rue du Col. Pierre-Abd.  
78900 Paris Cedex 15.

## recherche CONSULTANT JUNIOR

(Poette & Grumboltz)

Profil souhaité :

- Diplôme 3<sup>e</sup> cycle, gestion,  
comptabilité, industrie, ou  
grande école
- Sans di. contact.
- Exp. en gestion, comptabilité,  
autonomie

Maîtrise de l'anglais.  
Env. dossier de candidature  
(lettre man., + CV + photo) à  
M<sup>me</sup> GRATTAT  
CAP DECISION  
GROUP PRECEPTA  
12 rue de la Chapelle  
38100 GRENOBLE.

Artisan recherche  
heures de tour  
Partie mécanique générale  
Tél. 03-83-18-18

## COLLEGE PRIVE

cherche  
PROFESSEUR  
DE MATHÉMATIQUES  
ET SVT/ANALYSE

Tél. : 02-44-74-40-05

## pour la vente au Franco de S.A. THÉRIAPY

MAGNÉTIQUE ou drôme  
de brevets possibles

Prises d'acte à 1500 F

M. Klaus-Dieter Schmidt, Gr.  
weg 30 D-7951 Krenndorf/L.

## automobiles

### ventes

plus de 16 CV

## MERCEDES 500 S CABRIOLET 1981

Tres options, état impeccable  
Tél. Bureau 19-32-32  
513-90-1000

514-3D-96

## L'ARTISAN

recherche  
ouvriers  
pour la fabrication  
de meubles  
en bois  
et en fer forgé

Tél. 03-83-18-18

**Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.**

Une formation à temps plein permettant de maîtriser les aspects commerciaux, financiers, administratifs et économiques de l'activité internationale des entreprises. Ce stage est réalisé avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile de France.

## DEVENEZ RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

**Prochaine session : le 14 octobre 1991**  
**Sélection : 15 jours avant le début de la session**  
**Rémunération : par l'Entreprise ou l'Etat**  
**Stage agréé au titre du Congé Individuel de Formation**

**Groupe ESC Lyon**  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

**JEUNES DIPLOMÉS / Bac + 4, + 5, Grandes Ecoles**  
**CADRES, INGENIEURS, DIRIGEANTS / Tous secteurs d'activités**  
**DEVENIR CONSULTANT**  
 ORIENTER, IMPLANTER, DÉVELOPPER UN PROFESSIONNALISME  
**3<sup>e</sup> CYCLE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - INGÉNIERIE ET CONSEIL**  
 dossier de candidature  
**IDCE - ECOLE DES CONSULTANTS**  
 106, rue de Frémur - BP 624 - 49006 ANGERS CEDEX 01  
 Tél. 01.47.67.74 / N° Vert 05.41.49.49 - C. PELTIER

10



# LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>75 PARIS</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>BOULOGNE</b>		
2 PIÈCES	50, rue de Bourgogne	8 480	<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>BOULOGNE</b>		
60 m², 1 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 670	2 PIÈCES	52/68, rue des Haies	3 780	<b>BOULOGNE</b>		
	Frais de commission	6 781	54 m², 5 <sup>e</sup> étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 700	<b>BOULOGNE</b>		
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>				Honoraires de location	2 691	<b>BOULOGNE</b>		
2 PIÈCES	12, rue Paul-Baudry	7 450	<b>78 - YVELINES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
refais à neuf,	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 386	<b>2<sup>e</sup> PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
80 m²,	Frais de commission	5 364	<b>52 m², 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
possib. parking			<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
3 PIÈCES DUPLEX	12, rue Paul-Baudry	14 300	<b>3<sup>e</sup> PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
refais à neuf,	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 297	<b>76 m², 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
97 m², 5 <sup>e</sup> étage	Frais de commission	10 296	<b>possib. parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>balcon</b>			<b>BOULOGNE</b>		
STUDIO MEUBLÉ	Home Plaza	5 500	<b>11, villa Curtal</b>			<b>BOULOGNE</b>		
20 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-09-40-00	+ 825	<b>105 m², 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
2 PIÈCES MEUBLÉ	Home Plaza	8 500	<b>Frais de commission</b>			<b>BOULOGNE</b>		
50 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-21-22-23	+ 1 275	<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>BOULOGNE</b>		
4 PIÈCES	4, rue Moufle	7 913	<b>2 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
67 m², 4 <sup>e</sup> étage	LOC INTER - 47-45-15-56	+ 746	<b>54 m², 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
parking	Frais de commission	8 030	<b>parking, balcon</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
3 PIÈCES	14, rue des Frères d'Astier	5 401	<b>SAINT-GERMAIN-EN-LAYE</b>			<b>BOULOGNE</b>		
88 m², 5 <sup>e</sup> étage	de la Vigier	+ 836	<b>14-18, rue du Docteur-Timst</b>			<b>BOULOGNE</b>		
parking	AGIFRANCE - 49-03-43-27	4 035	<b>LOC INTER - 47-45-16-09</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>BOULOGNE</b>		
4 PIÈCES	Le Plaisance	6 900	<b>2<sup>e</sup> PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
89 m², 5 <sup>e</sup> étage	80/84, rue de l'Abbé-Carton	+ 890	<b>52 m², 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
	AGF - 40-44-91-37	6 333	<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
5 PIÈCES DUPLEX	Le Plaisance	16 500	<b>3<sup>e</sup> PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
116 m², 9/10 <sup>e</sup> ét.	80/84, rue de l'Abbé-Carton	+ 1 176	<b>76 m², 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
box, terrasse, cave	AGF - 40-44-91-37	11 741	<b>possib. parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
4 PIÈCES	199/201, av. du Maine	9 780	<b>balcon</b>			<b>BOULOGNE</b>		
67 m², 4 <sup>e</sup> étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 703	<b>3<sup>e</sup> PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
2 parkings	Frais de commission	7 326	<b>immeuble neuf</b>			<b>BOULOGNE</b>		
4 PIÈCES	199/201, av. du Maine	10 500	<b>66 m², 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
94 m², 1 <sup>e</sup> étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 752	<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
2 parkings	Frais de commission	7 830	<b>4/5 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>immeuble neuf</b>			<b>BOULOGNE</b>		
2 PIÈCES	51, av. Bugaud	7 000	<b>97 m², 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
54 m², 5 <sup>e</sup> étage	AGIFRANCE - 49-03-43-27	+ 779	<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
	Frais de commission	4 981	<b>3 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
2 PIÈCES	21, rue de la Pompe	5 800	<b>83 m², 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
47 m², 5 <sup>e</sup> étage	PREBAIL - 45-27-06-37	+ 1 100	<b>parking, balcon</b>			<b>BOULOGNE</b>		
	Frais de commission	5 977	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>82 m², 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>78 - YVELINES</b>			<b>BOULOGNE</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>SAINT-GERMAIN-EN-LAYE</b>			<b>197, rue Gallieni</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>14-18, rue du Docteur-Timst</b>			<b>LOC INTER - 47-45-16-09</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-16-09</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>VERSAILLES</b>			<b>55 m²</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>29 bis, rue de Noailles</b>			<b>jardin privatif 28 m²</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>			<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>Honoraires de location</b>			<b>5 PIÈCES DUPLEX</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>VERSAILLES</b>			<b>180 m², 4/5<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>6, rue du Gal-Pershing</b>			<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>54 m²</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>VERSAILLES</b>			<b>rez-de-chaussée</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>6, rue du Gal-Pershing</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>100 m², 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>poss. parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>VERSAILLES</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>6, rue du Gal-Pershing</b>			<b>64 m², 4<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>poss. parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>VERSAILLES</b>			<b>129 m², 4<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>6, rue du Gal-Pershing</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>54 m²</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>rez-de-chaussée</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>VIROFLAY</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>2, rue Joseph-Bertrand</b>			<b>11, place des Dominos</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>			<b>SAGGEL - 47-78-15-86</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>Honoraires de location</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>BOULOGNE</b>			<b>35, place des Saisons</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>197, rue Gallieni</b>			<b>SAGGEL - 47-78-15-86</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-16-09</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>NEUILLY</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>BOULOGNE</b>			<b>4, rue Théophile-Gautier</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>32 700</b>			<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>+ 4 090</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>23 544</b>			<b>NEUILLY</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>19 970</b>			<b>5, rue du Gal-Lanrezac</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>+ 1 105</b>			<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>15 378</b>			<b>Honoraires de location</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>12 528</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>+ 1 100</b>			<b>90 m², 3<sup>e</sup> ét.</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>8 290</b>			<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>7 500</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>+ 1 087</b>			<b>immeuble neuf</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>8 005</b>			<b>92 m², 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>3 780</b>			<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		



Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt  
M<sup>me</sup> PALAIS-ROYAL  
IMM. PIED-A-TERRA  
STUDIO, cuis. 30 m<sup>2</sup>  
Prix: 420 000 F  
créd. poss. 48-04-84-48

2<sup>er</sup> arrdt  
R. ST-HONORE Les Halles  
bel imm. 200 m<sup>2</sup>, 60 m<sup>2</sup> de  
cuis. équipée, terrasse.  
1 400 000 F  
SIB. 48-88-90-00

3<sup>er</sup> arrdt  
IMMUEBLE 17<sup>e</sup> poteau  
RUE DE LA VILLE  
Poutres a.c.b. Finitions  
gout. 780 000 F  
Tél. 40-27-04-27

4<sup>er</sup> arrdt  
ATELIER DU MARAIS  
1, rue de Clotilde-St-Martin  
2 p. 53 m<sup>2</sup>, 2 140 000 F  
4 p. 53 m<sup>2</sup>, 3 500 000 F  
Livraison fin 92

5<sup>er</sup> arrdt  
ELMER DWIGHT EDWARDS  
45-72-50-50  
Au cœur du village St-Louis  
en ville, imm. 17<sup>e</sup> sous les  
auventes d'une maison indép.  
Superbe duplex 82 m<sup>2</sup>, kitchen  
cuisine, 400 48-22-50-50, air  
et week-end 42-40-35-84

6<sup>er</sup> arrdt  
JARDIN DU LUXEMBOURG  
V. de l'opéra, 170 m<sup>2</sup>  
chambre, terrasse, pot.  
270 m<sup>2</sup>, grand studio, serv.  
cuis. équipée, 300 000 F  
PTE 43-25-70-70

7<sup>er</sup> arrdt  
STUDIOS TT CFT  
Rue de St-Louis, superbe 3-4  
p. 200 m<sup>2</sup>, 2 rénovés, cuis.  
équipée, 200 000 F  
Rue Neveu, 101 studio  
24 m<sup>2</sup>, 80 000 F  
Avenue Breteuil, 30 m<sup>2</sup>  
studio, 80 000 F

8<sup>er</sup> arrdt  
APPT FRIEDLAND  
de 200 m<sup>2</sup>, rénové, cuis. 200  
m<sup>2</sup>, 200 000 F, 44-05-03-38  
750 000 F, 44-05-03-38

9<sup>er</sup> arrdt  
24, r. PETRELLE  
RUE VICTOR-MARSH  
P. de t. 100 m<sup>2</sup>, 115 m<sup>2</sup>  
Terrasse, 135 m<sup>2</sup>, 115 m<sup>2</sup>  
Frais de notaire réduits.  
ARIA - 48-88-95-44

10<sup>er</sup> arrdt  
600 BULEVARD (ville)  
studio cuis. off. poss.  
PTE 43-25-70-70  
créd. poss. 48-04-84-48

Particulier vend 2 p. s. de  
cuis. 32 m<sup>2</sup>, 32 m<sup>2</sup>, 32 m<sup>2</sup>  
Tél. 42-00-55-55  
PARIS 10<sup>e</sup>

11<sup>er</sup> arrdt  
11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT  
Rue Faidherbe, 3 m<sup>2</sup>, 3 m<sup>2</sup>  
2/3 p., 64 m<sup>2</sup>, immeuble  
1978, 100 000 F  
Tél. 42-00-55-55

12<sup>er</sup> arrdt  
IMMUEBLE 1985  
2 p. 60 m<sup>2</sup>, cuisine, parking  
en sol. 1 286 000 F  
G.F.F.  
42-93-92-92

14<sup>er</sup> arrdt  
MONTMARNASSE  
Rue de la République, 20  
m<sup>2</sup>, 110 m<sup>2</sup>, 110 m<sup>2</sup>  
Liv. fin 1982, 2 p. duplex  
terrasse 60 m<sup>2</sup>, vue soie  
dernière étage.  
5 300 000 F  
Parking compris

15<sup>er</sup> arrdt  
ELMER DWIGHT EDWARDS  
45-72-50-50  
Déserté gd stand, p. de 4  
110 000 F, 45-72-50-50  
URGENT  
3 450 000 F, 43-35-18-38

16<sup>er</sup> arrdt  
CROIX-NIVERT  
Studio tout confort 23 m<sup>2</sup>  
P. de t. 800 000 F  
G.F.F.  
42-93-92-92

17<sup>er</sup> arrdt  
FOCH/POINCARÉ  
Imm. 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>  
RUE DE LA POMME  
App. 5 p. imm. clim. rénové  
4 p. 300 000 F, 47-04-96-27  
3 600 000 F, 47-04-96-27

18<sup>er</sup> arrdt  
TROCADERO (pche)  
Superbe app. env. 180 m<sup>2</sup>  
vue dégagée, 3 p. de récep.  
3 p. 300 000 F, 43-35-18-38  
45-68-43-43

19<sup>er</sup> arrdt  
AV. PAUL-DUMER  
P. de t. 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>  
P. de t. 100 m<sup>2</sup>, 100 m<sup>2</sup>  
2-3 p. 300 000 F, 45-04-23-15

20<sup>er</sup> arrdt  
LA FOURCHE 78 m<sup>2</sup>  
3/4 p. rénové, 1 350 000 F  
Tél. 42-93-92-92

21<sup>er</sup> arrdt  
PTE MAILLOT (pche)  
Ensemble 2 p. 40 m<sup>2</sup>, 40 m<sup>2</sup>  
180 m<sup>2</sup>, 180 m<sup>2</sup>  
2 p. 40 m<sup>2</sup>, 40 m<sup>2</sup>  
45-22-03-80, 43-35-18-38

22<sup>er</sup> arrdt  
NEUILLY - 17<sup>e</sup>  
Construit couple ou pers.  
amie. Duplex vue dégagée  
env. 140 m<sup>2</sup>, 85 m<sup>2</sup>  
PTE 43-25-70-70  
R.C. 40 m<sup>2</sup>, 40 m<sup>2</sup>  
45-22-03-80, 43-35-18-38

AV. WAGRAM  
APPT 7 p. EN ANGLE  
3 p. 40 m<sup>2</sup>, 40 m<sup>2</sup>  
4 800 000 F, 45-68-43-43

RUE LEGENDRE  
Imm. pierre de t. 2. de 2.  
trouv.  
1 100 000 F

G.F.F.  
42-93-92-92

18<sup>er</sup> arrdt  
P. Cléry, Studio 200 000 F  
2 p. 300 000 F  
3 p. 400 000 F  
4 p. 500 000 F  
5 p. 600 000 F  
6 p. 700 000 F  
7 p. 800 000 F  
8 p. 900 000 F  
9 p. 1 000 000 F  
10 p. 1 100 000 F  
11 p. 1 200 000 F  
12 p. 1 300 000 F  
13 p. 1 400 000 F  
14 p. 1 500 000 F  
15 p. 1 600 000 F  
16 p. 1 700 000 F  
17 p. 1 800 000 F  
18 p. 1 900 000 F  
19 p. 2 000 000 F  
20 p. 2 100 000 F  
21 p. 2 200 000 F  
22 p. 2 300 000 F  
23 p. 2 400 000 F  
24 p. 2 500 000 F  
25 p. 2 600 000 F  
26 p. 2 700 000 F  
27 p. 2 800 000 F  
28 p. 2 900 000 F  
29 p. 3 000 000 F  
30 p. 3 100 000 F  
31 p. 3 200 000 F  
32 p. 3 300 000 F  
33 p. 3 400 000 F  
34 p. 3 500 000 F  
35 p. 3 600 000 F  
36 p. 3 700 000 F  
37 p. 3 800 000 F  
38 p. 3 900 000 F  
39 p. 4 000 000 F  
40 p. 4 100 000 F  
41 p. 4 200 000 F  
42 p. 4 300 000 F  
43 p. 4 400 000 F  
44 p. 4 500 000 F  
45 p. 4 600 000 F  
46 p. 4 700 000 F  
47 p. 4 800 000 F  
48 p. 4 900 000 F  
49 p. 5 000 000 F  
50 p. 5 100 000 F  
51 p. 5 200 000 F  
52 p. 5 300 000 F  
53 p. 5 400 000 F  
54 p. 5 500 000 F  
55 p. 5 600 000 F  
56 p. 5 700 000 F  
57 p. 5 800 000 F  
58 p. 5 900 000 F  
59 p. 6 000 000 F  
60 p. 6 100 000 F  
61 p. 6 200 000 F  
62 p. 6 300 000 F  
63 p. 6 400 000 F  
64 p. 6 500 000 F  
65 p. 6 600 000 F  
66 p. 6 700 000 F  
67 p. 6 800 000 F  
68 p. 6 900 000 F  
69 p. 7 000 000 F  
70 p. 7 100 000 F  
71 p. 7 200 000 F  
72 p. 7 300 000 F  
73 p. 7 400 000 F  
74 p. 7 500 000 F  
75 p. 7 600 000 F  
76 p. 7 700 000 F  
77 p. 7 800 000 F  
78 p. 7 900 000 F  
79 p. 8 000 000 F  
80 p. 8 100 000 F  
81 p. 8 200 000 F  
82 p. 8 300 000 F  
83 p. 8 400 000 F  
84 p. 8 500 000 F  
85 p. 8 600 000 F  
86 p. 8 700 000 F  
87 p. 8 800 000 F  
88 p. 8 900 000 F  
89 p. 9 000 000 F  
90 p. 9 100 000 F  
91 p. 9 200 000 F  
92 p. 9 300 000 F  
93 p. 9 400 000 F  
94 p. 9 500 000 F  
95 p. 9 600 000 F  
96 p. 9 700 000 F  
97 p. 9 800 000 F  
98 p. 9 900 000 F  
99 p. 10 000 000 F

SOCIAL

Selon une étude du CERC

Le SMIC-jeune est déjà une réalité

« La création d'un SMIC-jeune ne s'impose pas », a déclaré mardi 3 septembre M. Pierre Bérégovoy. Une enquête publiée le 4 septembre par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) et consacrée aux rémunérations des jeunes à l'entrée dans la vie active (1) donne un relief particulier aux propos du ministre de l'Économie. Elle indique en effet que, dans une large mesure, le SMIC-jeune est déjà une réalité.

Selon le CERC (qui ne prend pas en compte les jeunes sortant de l'enseignement supérieur long), la rémunération mensuelle nette des jeunes embauchés avec un contrat de travail classique se situe en 1989 entre le SMIC - 4 100 francs environ à l'époque - et 6 000 francs. Pour ceux n'ayant pas de qualification, on remarque au passage « une concentration accrue des salaires autour du SMIC » entre 1982 et 1986. L'enquête, qui rappelle qu'à peine plus d'un tiers des jeunes accèdent à un emploi neuf mois après leur sortie du système scolaire, note que « les autres se partagent par moitié entre l'apprentissage et les mesures d'aide à l'insertion d'une part, chômage, service national ou inactivité d'autre part ».

Or, compte tenu des diverses mesures de traitement social du chômage, « les jeunes concernés se sont trouvés placés dans des situations assimilables à des emplois avec des rémunérations nettes inférieures au SMIC ». D'autre part, l'essor de la formation en alternance a permis d'étendre « la possibilité de rémunérer les jeunes salariés en dessous du SMIC, qui n'existaient auparavant que dans le cas de l'apprentissage ». Cette étude devrait conforter ceux qui considèrent que les incitations à l'emploi des jeunes doivent concerner non pas le niveau de rémunération mais celui des charges sociales. Une éventualité que, d'ailleurs, le ministère de l'Économie n'exclut nullement.

J.-M. N.

(1) Documents du CERC n° 99.

REPÈRES

DETTE  
Le paiement des arriérés du Pérou reporté

Le Pérou, qui est plongé dans une crise économique sans précédent, a convaincu le FMI et la Banque mondiale d'accepter une accumulation des arriérés de sa dette envers ces deux institutions jusqu'à fin 1992. Le groupe de soutien, qui vise à aider la Pérou à réintégrer le monde de la finance internationale, a obtenu de la Banque mondiale un prêt de 500 millions de dollars (3 milliards de francs) jusqu'à décembre. Ce groupe, mené par les États-Unis et le Japon, a versé 1,3 milliard de dollars (7,3 milliards de francs) d'apports, qui permettront de relancer l'économie péruvienne durant la trêve accordée à Lima pour le paiement des arriérés de sa dette.

PÉTROLE  
La production de l'OPEP au plus haut depuis décembre

La production de pétrole brut de l'OPEP est montée au mois d'août à son plus haut niveau depuis décembre 1990, s'élevant à 23,6 millions de barils par jour (mbj), soit une hausse de 0,3 mbj par rapport à juillet, selon le rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié le 3 septembre. L'AIE souligne à son tour la production de 0,2 mbj pour la porter à 24,4 mbj. Sans le Koweït et l'Irak, dont les productions sont respectivement évaluées à 0,2 mbj et 0,4 mbj au mois d'août, la production de l'OPEP a été évaluée à 23 mbj alors que l'organisation avait décidé de la limiter à 22,3 mbj au troisième trimestre. L'AIE évalue la demande en pétrole dans les pays de l'OCDE à 36,9 mbj au troisième trimestre, soit une baisse de 3,5 % par rapport à la même période de l'an dernier. Au quatrième trimestre, l'AIE table sur une demande de pétrole dans l'OCDE en hausse de 3 %.

ÉCONOMIE

Estimant excessif le nombre de départs en préretraite

M<sup>me</sup> Martine Aubry critique le contenu des plans sociaux des entreprises

M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, précise peu à peu ses critiques à l'endroit du contenu des plans sociaux que mettent en œuvre les entreprises lors de suppressions massives d'emplois. Dans un entretien publié conjointement le 4 septembre par *Quest-France*, les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le *Progrès* et *Midy Libre*, elle constate qu'il y a « une grande quantité de plans sociaux qui laissent beaucoup à désirer ». Des dirigeants d'entreprise « ne pensent qu'à dégrader les gens avec le minimum de difficultés possibles », elle estime qu'il y a « une grande quantité de plans sociaux qui laissent beaucoup à désirer ». Des dirigeants d'entreprise « ne pensent qu'à dégrader les gens avec le minimum de difficultés possibles », elle estime qu'il y a « une grande quantité de plans sociaux qui laissent beaucoup à désirer ». Des dirigeants d'entreprise « ne pensent qu'à dégrader les gens avec le minimum de difficultés possibles », elle estime qu'il y a « une grande quantité de plans sociaux qui laissent beaucoup à désirer ».

Le FO envisage une « grève générale de 24 heures ». Le Comité confédéral national de Force ouvrière tiendra le 20 septembre une réunion exceptionnelle pour « examiner la possibilité d'organiser une grève générale interprofessionnelle de 24 heures », a indiqué mardi 3 septembre la confédération. Cette annonce fait suite aux déclarations de M. Marc Blondel dans le *Monde* daté du 4 septembre, selon lesquelles le secrétaire général de FO souhaitait engager contre le gouvernement « une action d'avertissement » en liaison avec « ceux qui sont les partisans de la politique contractuelle ».

Menaces de grève à UTA. - Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) ont repoussé à la période allant du samedi 7 septembre au lundi 9 septembre le mouvement de grève qu'ils veulent organiser pour mettre fin aux « incertitudes qui se sont accumulées » depuis le rachat d'UTA par Air France en janvier 1990.

Ce report est dû aux discussions « encourageantes » menées avec la direction sur l'avenir d'UTA et le statut de son personnel.

INDUSTRIE

Thomson-CSF s'allie à Euromissile dans le secteur des engins anti-aériens

Le groupement d'intérêt économique franco-allemand Euromissile, qui réunit le groupe Aerospatiale et la société Messerschmitt-Bölkow-Blohm (filiale de Deutsche Aerospace), et le groupe Thomson-CSF doivent annoncer, jeudi 5 septembre, leur rapprochement dans le domaine des missiles anti-aériens (nos dernières éditions du 4 septembre). Dans un premier temps, les trois partenaires collaboreront sur le programme d'engins sol-air à courte portée Crotale NG. Ils tenteront ensuite de coordonner d'avantage leurs activités dans le domaine des missiles anti-aériens, compte tenu de la diminution des budgets militaires, de la raréfaction des clients potentiels et de la concurrence de plus en plus vive sur les marchés étrangers.

Cette alliance a été rendue possible parce que Euromissile et Thomson-CSF se sont, d'autre part, débarrassés, chacun de leur côté, des associations industrielles dans lesquelles ils s'étaient engagés auparavant en matière de missiles sol-air.

En mai 1990, le GIE Euromissile et le groupe français Matra avaient formé le projet de développer, à leurs frais, un nouveau missile sol-air « hypervélocité », le RM5, à partir du Roland existant. Cette alliance était destinée à contourner une association, annoncée en 1989, de Thomson-CSF avec le groupe britannique British Aerospace au sein du projet Eurodynamics, qui visait le même domaine de l'armement anti-aérien. Dès cette époque, le ministère français de la Défense avait paru condamner cette compétition franco-française entre trois sociétés par accords croisés de coopération intra-européenne.

En mars dernier, cependant, Thomson-CSF reconnaît à son alliance transmanche et, il y a quelques jours seulement, Euromissile (sans Matra qui s'est contenté de prendre acte) repousse pour une durée indéterminée le développement du RM5 en argument d'un réexamen du marché et de ses performances.

Ce double abandon préfigure, en réalité, ce que certains ont

Rechute du marché automobile français au mois d'août

Selon les statistiques provisoires publiées mardi 3 septembre par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), le marché français a reculé en août de 14,6 % par rapport au mois d'août 1990, avec 152 000 immatriculations de voitures neuves. Après un mois de juillet rassurant, qui s'était soldé par une baisse de 2 % seulement sur juillet 1990, le marché a ainsi retrouvé la pente sur laquelle il glisse depuis le début de l'année avec un recul estimé sur huit mois, à 14,3 %. Le CCFA relativise la chute d'août en précisant que le recul des immatriculations ne serait que de 10,5 % si le nombre de jours ouvrables comparables. Les constructeurs continuent d'espérer une meilleure fin d'année, prévoyant un marché légèrement supérieur à 2,1 millions d'unités, soit 8 % à 9 % de moins seulement que le record de 2,309 millions d'immatriculations atteint en 1990. L'évolution du marché reste toutefois particulièrement défavorable aux véhicules français par rapport aux voitures étrangères, ces dernières ayant représenté 43 % du marché en août.

INSEE

la référence au bout des pages...

LA FRANCE A L'ÉPREUVE DES TURBULENCES MONDIALES

La situation économique de la France en 1990 replacée dans le contexte de la décennie.

401 pages - Prix 140 F

En librairie et dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE



## MARCHÉS FINANCIERS

## La Banque d'Angleterre baisse à nouveau ses taux d'intérêt

La Banque d'Angleterre a décidé mercredi 4 septembre une baisse d'un demi-point de son taux de base, ramené de 11 % à 10,5 %. Cette baisse était largement anticipée par les marchés à terme, qui tablent sur un taux de 10 % au printemps 1992.

La dernière baisse était intervenue le 12 juillet. Cette descente des taux, qui se situait à 15 % lors de l'entrée de la livre dans le SME, est spectaculaire. Elle est rendue possible par la désinflation des prix et plus encore par celle des salaires.

Tandis que la BNP et la Dresdner Bank poursuivent leur rapprochement

## Le Crédit lyonnais et la Commerzbank rompent toute négociation

Alors que la BNP et la Dresdner Bank poursuivent leur coopération – avec la création la semaine dernière d'une nouvelle filiale commune, en Tchecoslovaquie cette fois (le Monde daté 1-2 septembre), le Crédit lyonnais et la Commerzbank ont annoncé la rupture des négociations engagées sur un échange de participations.

Lentement mais sûrement, le rapprochement entre la banque nationalisée française BNP et la banque allemande Dresdner se poursuit. Alors que les deux grands établissements ont échangé, depuis 1989, des administrateurs et gèrent ensemble leur réseau africain et des filiales communes en Turquie, en Suisse, en Hongrie et maintenant en Tchecoslovaquie, les directions des deux groupes mettent la main à un projet d'accord global, qui ne se limite pas à un échange de participations en capital. Dimanche 2 septembre, le Vorstand (l'équivalent du conseil d'administration) l'a étudié, avant que la direction de la BNP n'en fasse autant en ce début de semaine. Les deux parties envisagent de soumettre une proposition d'accord à la Commission de Bruxelles avant la fin du mois de septembre. S'il est obtenu l'autorisation de Bruxelles, il ne leur restera plus alors qu'à obtenir l'accord de leurs actionnaires respectifs (l'Etat pour ce qui concerne la BNP).

La coopération entre le Crédit

lyonnais et la Commerzbank ne semble pas progresser aussi sereinement. D'après le Financial Times du 4 septembre, les discussions entre les deux banques sur un échange de participations en capital auraient été abandonnées. En avril dernier, M. Walter Seipp, président du directoire de la Commerzbank, avait annoncé officiellement qu'une prise de participations croisées était en négociation avec le Crédit lyonnais. La banque allemande affirmait vouloir prendre 7 % du capital du Lyonnais, tandis que la banque française devait entrer à hauteur de 10 % dans le capital de sa consœur allemande.

Cinq mois plus tard, M. Seipp était entre-temps parti à la retraite, le projet serait-il abandonné? Si l'on en croit M. Peter Pietsch, vice-président de la Commerzbank et responsable de la communication, les deux établissements ont décidé d'un commun accord de mettre fin aux discussions. Mais selon M. Pietsch, «une renonciation à une prise de participations croisées ne remet nullement en question la coopération vieille de vingt ans entre les deux établissements». La Commerzbank et le Crédit lyonnais sont membres, avec le Banco di Roma et le Banco hispanoamericano, du club Europartners créé en 1970. Faute de cette prise de participations croisées, le Crédit lyonnais devra dorénavant faire preuve d'un surcroît d'imagination pour respecter le ratio Cooke, qui règle le rapport entre les crédits et les fonds propres.

## Paribas engagée pour 950 millions de francs dans le groupe suisse insolvable Omni

La banque Paribas a confirmé mardi 3 septembre être engagée pour 244 millions de francs suisses (soit 950 millions de francs français), auprès du groupe suisse Omni, en pleine déconfiture. Elle a précisé toutefois que «la quasi-intégralité de cette somme est couverte par des garanties sur des filiales d'Omni», notamment les sociétés allemande Harpener (énergie, transport) et suisse Sulzer (construction mécanique), qui sont l'une et l'autre saines. Le même jour, le financier suisse M. Werner K. Rey, à la tête du groupe Omni Holding, un conglomérat qui a fondé en 1986 et qui connaît depuis plusieurs mois de grandes difficultés financières (le Monde du 24 mai), a déclaré son insolvabilité devant le juge des faillites du tribunal du canton de Zurich. Cette déclaration est survenue à la veille d'une rencontre entre les créanciers du groupe, qui devaient décider de sa mise en faillite ou non. Depuis le début avril, Omni Holding bénéficie d'un surcroît de concordataire.

bilité devant le juge des faillites du tribunal du canton de Zurich. Cette déclaration est survenue à la veille d'une rencontre entre les créanciers du groupe, qui devaient décider de sa mise en faillite ou non. Depuis le début avril, Omni Holding bénéficie d'un surcroît de concordataire.

## EN BREF

o M. Linde Stalder devient conseiller économique du premier ministre romain. – L'ancien secrétaire d'Etat français au Plan, M. Lionel Stoleru, se rendra début octobre à Bucarest en tant que conseiller économique du premier ministre roumain, M. Petre Roman. Agé de cinquante-deux ans, M. Stoleru est depuis fin mai rédacteur en chef économique de l'hebdomadaire de langue anglaise The European, l'un des journaux du groupe du magnat britannique M. Robert Maxwell. M. Stoleru s'était intéressé aux problèmes de la concurrence dans le marché dans les ex-pays de l'Est.

o La FMF souhaite la réaffiliation du mouvement mutualiste. – M. Daniel Le Scornet, président de la Fédération des mutuelles de France (qui regroupe 3 millions d'adhérents), a préconisé mardi 3 septembre «l'unification» du mouvement mutualiste «pour résister à la concurrence du lobby des assurances» en matière de santé et de prévoyance. Animée par des militants proches du Parti communiste et de la CGT, la FMF avait déjà proposé un rapprochement à la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), de sensibilité socialiste, qu'elle avait quittée en 1986. Cette fois, elle va plus loin en suggérant la création d'une «fédération».

## NEW-YORK, 3 septembre

## Prises de bénéfices

Encouragée par de nouvelles statistiques économiques satisfaisantes, la Bourse de New-York a atteint un nouveau niveau record mardi 3 septembre en début de séance avant de se replier sous l'effet de prises de bénéfices. Le Dow Jones a clôturé à 3 017,85, en baisse de 25,34 points (-0,85 %).

Quelque 155 millions d'actions ont été échangées. Selon les observateurs, le marché a initialement bénéficié de la hausse à 5,4 % de l'indice mensuel de l'Association nationale des directeurs d'achat en août, contre 51,8 % en juillet. Ce gain, supérieur aux prévisions des experts, dénotait, selon eux, la reprise du secteur manufacturier de l'économie américaine. La progression de 1,6 % des dépenses de construction en juillet a contribué au sentiment positif.

VALEURS	Cours du 30 août	Cours du 3 septembre
Alcoa	88 3/8	88 3/8
AT&T	38 1/4	38 1/4
Boeing	45 5/8	45 5/8
Chrysler	20 3/8	20 3/8
Eastman Kodak	43 1/8	41 1/2
Exxon	50 1/8	50 1/8
Ford	32 1/8	32 1/8
General Electric	75 1/8	74 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	100 1/8	100 1/8
Johnson & Johnson	60 1/8	60 1/8
Merck	65 1/8	65 1/8
McDonald's	72 1/8	72 1/8
Wal-Mart	63 1/8	63 1/8
Walt Disney	127 1/8	127 1/8
United Tech.	47 1/8	47 1/8
Westinghouse	22 1/8	22 1/8
Yale	55 1/8	55 1/8

## LONDRES, 3 septembre

## Morosité

Après avoir atteint en début de journée un nouveau record, la Bourse de Londres a cédé du terrain mardi 3 septembre. La séance a pris un ton morose. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 10 points, soit 0,43 %, à 2 668 points. Le marché a bénéficié initialement de l'optimisme des investisseurs concernant l'évolution de la situation économique, la publication de statistiques encourageantes sur la reprise économique américaine.

En cours de séance, le Footsie a perdu le record affiché le veille, atteignant les 2 683,7 points. Le volume des échanges s'est gonflé à 428,4 millions de titres contre 344,5 millions de la veille. Les assurances, les banques et les pétroliers étaient réguliers. Les banques ont réagi dans le sillage de Wellcome, qui a cédé près d'une vingtaine de pourcent après une réunion d'analystes et une conférence de presse des courtiers Lehman Brothers.

## FAITS ET RÉSULTATS

o Rhône-Poulenc : bénéfice net en baisse de 54,4 % au premier semestre. – Après avoir enregistré des performances des chimistes allemands au premier semestre (le Monde du 31 août), Rhône-Poulenc annonce à son tour de mauvais résultats. Le groupe français a enregistré un bénéfice après impôts et avant réaffectations prioritaires de 991 millions de francs au premier semestre, en baisse de 54,4 % sur le premier semestre 1990 (2,17 milliards de francs). Rapporté au nombre d'actions du groupe, ce résultat est inférieur à celui du premier semestre 1990. Les résultats opérationnels, qui traduisent le plus fidèlement la marche effective du groupe, ne baissent pas de 1,4 % à 3,39 milliards de francs. Sur l'ensemble de l'année, Rhône-Poulenc «confirme son objectif d'un accroissement sensible de son résultat opérationnel».

o Sanofi (ELI-Quilnol) : hausse de 15,4 % de bénéfices net consolidés. – Le groupe pharmaceutique français Sanofi a enregistré une progression de 15,4 % de son bénéfice net consolidé, qui franchit sur la période les résultats affichés par les grands chimistes mondiaux. Sans baisse de sa part de bénéfice net consolidé de 351 millions de francs au cours des six premiers mois de 1990 à 405 millions au cours de la même période de 1991. Ces résultats, obtenus en dépit d'une conjoncture difficile, sont «très satisfaisants», commente le groupe dans un communiqué. Ils traduisent une augmentation de la rentabilité, le chiffre d'affaires ne progressant dans le même temps que de 1,6 % (passé de 9,418 milliards de francs à 9,567 milliards).

o Projet d'OPA «amicale» de GAN sur la société d'assurances GAN. – La compagnie d'assurances GAN doit annoncer cette semaine une offre publique d'achat (OPA) sur la totalité du capital d'UIS (Union Industrielle des Sociétés d'Assurances), société d'assurances de sociétés, dont elle détient déjà 45 % du capital, a annoncé mardi 3 septembre la Société des Bourses françaises (SBF). Le GAN Vie, contrôlé par le GAN et chargé de l'essentiel de la gestion du portefeuille immobilier de la société d'assurances, propose d'acquiescer la totalité du capital au prix de 800 francs l'action pour un dernier cours de 678 francs. Ce projet d'OPA «amicale», estimé à 1,3 milliard de francs, vise une harmonisation de

## PARIS, 4 septembre

## Retour de la baisse

A l'image des autres places financières, la Bourse de Paris a connu un début de séance morose, dans un marché très calme. En repli de 0,64 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 abandonnait une heure plus tard 0,39 %. Plus tard dans l'après-midi il revenait à -0,61 % s'inscrivant à 1 861,78 points peu avant l'ouverture de Wall Street.

En attendant que les chiffres du chômage continuent ou influent les frémissements de reprise économique aux Etats-Unis, les opérateurs dégageaient quelques bénéfices. Ces ventes se manifestaient dans un marché sans activité notable, même sur les valeurs de groupes parcellaires privatisables pourant les recherches.

La publication des résultats semestriels en baisse a pesé sur l'évolution des cours de certaines sociétés comme la Compagnie Industrielle de la Région de la Seine. Ce tassement général des bénéfices a été confirmé par une étude de la Banque de France sur les 900 entreprises. Pour la première fois depuis 1985, note cette étude présentée mardi, la marge bénéficiaire des entreprises industrielles françaises a baissé en 1990, particulièrement dans les grandes firmes. La cause de cette baisse qui mesure le bénéfice avant impôts par rapport au chiffre d'affaires a régressé de 0,6 point l'an dernier, pour revenir à 10,6 %. Cette évolution marque ainsi une rupture avec les bons résultats enregistrés depuis la fin-1983. Sur le marché à règlement mensuel, on notait parmi les plus fortes progressions de la séance Kléber, Unibail, Groupe de la Cité et Bail Investissement. En baisse, figuraient, outre la Compagnie Bancaire, Hechtia, les mines de Salsigne et la Sifm.

## TOKYO, 4 septembre

## Repli

Suivant les indications données par les autres places financières, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi 4 septembre en baisse. L'indice Nikkei a perdu 87,11 yens (-0,3 %) à 22 402,89 yens. La veille, le Nikkei avait gagné 0,79 yen. Après quatre séances consécutives de hausse, la cote a subi des corrections. Les investisseurs ont réagi aux opérations d'arbitrage, constatant les courbes.

VALEURS	Cours de 3 septembre	Cours de 4 septembre
Alia	1 070	1 070
Asahi	1 070	1 070
Daewoo	1 070	1 070
Daewoo	1 070	1 070
Daewoo	1 070	1 070
Daewoo	1 070	1 070
Daewoo	1 070	1 070
Daewoo	1 070	1 070
Daewoo	1 070	1 070
Daewoo	1 070	1 070

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3783	3800	Imtech	838	833
Amis	289	289	Intertec	161	161 80
B.A.C.	133 50	137	I.P.B.M.	80	86 50
Bouygues	801	808	Loxinvest	248 20	258
Bouygues	388	388	Locom	73 50	75 70
Boisat (Lyon)	219	213	Merc Com	119	114 20
C.A.L.-Fr. (C.C.I.)	989	940	Molier	170	170 10
Calsonic	404 50	404	Phil. Pélissier	410	402
Carif	714	708	Rhne-Alpes (S.I.)	321	
C.E.G.E.P.	137	137	S.H.M.	189	189
C.F.P.	280	271 50	Solent Invest (S.I.)	88 80	92 10
C.N.I.M.	500	880	Solent	416	418
Codetour	255	255	S.M.T. Comp.	130	
Compteur	689	712	Sopra	270	
Crédit	157	156	T.F.I.	350	346 30
Dauphin	425	413	Thermador H. (S.I.)	276	280
Dalme	1150	1150	Unilog	300	201
Demachy Worme Co.	395	395	Y. St-Laurent Groupe	76	777
Develuy	936	950			
Devil	336	322 50			
Difon	140	140			
Edison Bedford	248	248			
Europ. Propriété	283	280			
Finco	122	122			
Frankfort	135	135			
G.F. (groupement)	179	178 10			
Grand Lux	406	410			
Groupe	187	187			
Groupe Drigny	710	711			
Harvest	850	860			
I.C.C.	210	210			
Idemore	125	124 90			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 septembre 1991  
Nombre de contrats : 75 124

COURS		ÉCHÉANCES		
		Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier .....	106,34	106,36	106,42	
Précédent .....	106,24	106,32	106,20	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
106 .....	1,15	1,55	0,71	1,16
CAC 40 A TERME				
(MATIF)				
Volume : 8 262				
COURS		Septembre	Octobre	Novembre
Dernier .....	1 885,50	1 901,50	1 918	
Précédent .....	1 879	1 891	1 904	

## CHANGES

Dollar : 5,9050 F

Le dollar a poursuivi son repli mercredi 4 septembre à Paris, à 5,9050 francs au fixing, contre 5,914 la veille à la cotation officielle. Le marché se montrait optimiste dans l'attente de la publication, vendredi 6 septembre, des chiffres du chômage américain. Une baisse du chômage serait un signe de reprise susceptible de ramener le billet vert.

FRANCFORT 3 sept. 4 sept.

Dollar (en DM) 1,7400 1,7370

TOKYO 3 sept. 4 sept.

Dollar (en yen) 136,40 134,85

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (4 sept.) 9 1/8-1/4

New York (3 sept.) 5 1/2

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

2 sept. 3 sept.

Valeurs françaises 128,40 128,90

Valeurs étrangères 117,60 118,10

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC 400 400,54

(SBF, base 1 000 : 31-12-91)

Indice CAC 40 1 863,52 1 873,18

NEW-YORK (Index Dow Jones)

30 sept. 3 sept.

Industriel 3 843,64 3 017,67

LONDRES (Index Financial Times)

2 sept. 3 sept.

100 valeurs 2 679,60 2 669

30 valeurs 2 108,30 2 096,40

Méts d'or 150,20 150,50

Fonds d'Etat 86,50

FRANCFORT 2 sept. 3 sept.

Dollar 1 650,50 1 655,64

TOKYO 3 sept. 4 sept.

Nikkei Dow Jones 22 402,89 22 402,89

Indice général 1 744,15 1 739,69

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN DOLLAR	DEUX DOLLARS	SEPT DOLLARS
1 sept.	5,9050	5,9050	5,9050
2 sept.	5,9050	5,9050	5,9050
3 sept.	5,9050	5,9050	5,9050
4 sept.	5,9050	5,9050	5,9050

TAUX DES EUROMONNAIES	1 sept.	2 sept.	3 sept.	4 sept.
1 mois	5,9050	5,9050	5,9050	5,9050
3 mois	5,9050	5,9050	5,9050	5,9050
6 mois	5,9050	5,9050	5,9050	5,9050
12 mois	5,9050	5,9050	5,9050	5,9050

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RM

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 4 septembre  
M. Yves du Perri-Thouvenot  
directeur général de la compagnie des  
Chimistes de Baccarat.

Jeudi 5 septembre  
M. Jacques Pothier  
directeur des affaires  
internationales d'Enia.

«Le Monde Affaires» aborde les  
conséquences de l'accord CEE-Japon  
pour les équipementiers automobiles.

لكننا من الأصل



**Cours relevés à 13 h 47**

هكذا من الأصل



## ÉCHECS

A Montpellier

Marc Santo-Roman  
champion de France 1991

Harmis Joël Lautier (au-dessus du 1<sup>er</sup> ?) le champion de France d'échecs réunissait cette année, à Montpellier, l'ensemble des meilleurs joueurs de l'Hexagone. Trois grands maîtres, Spassky, Renet et Kautly, d'auze maîtres internationaux et le courageux maître national, Foyard, qui termina logiquement bon dernier, s'affrontaient en quinze rondes.

Jusqu'à la dernière ronde, Olivier Renet crut tenir le titre. Ayant un demi-point d'avance sur son suivant, il annula devant Sharif persuadé que Marc Santo-Roman, qui avait les Noirs, ne prendrait pas un point entier à

Kautly. Erreur. Le maître international écroula le grand maître et rejoignit Renet. Dans le mini match de départage (deux parties de vingt minutes pour chaque joueur), Santo-Roman fit la différence (1,5-0,5) et empocha le titre. Grâce à son excellent parcours (neuf victoires, deux défaites et quatre nuls), Santo-Roman a, en outre, réalisé deux nœuds de grand-maître.

Classement final : 1. Santo-Roman, 11 sur 13 possible; 2. Renet, 11; 3. Kautly, 10; 4. Bricard et Spassky, 9,5; 5. Kock, 8,5; 6. Miralès, 8; 7. Sharif et Prie, 7,5; 8. Hanchard et Amic, 6,5; 9. Seret et Apicella, 6; 10. Chabannon, 5,5; 11. Hall, 4; 12. Fayard, 3.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 5 SEPTEMBRE

« La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres lieux logis parisiens », 10 h 30, métro Rambuteau, sortie du Grenier-Saint-Lazare (Paris Aurore).

« La passion mandchoue, façons à tabac chinois », 14 h 30, hall du musée Guimet (le Cavalier bleu).

« De Saint-Merry à la rue Quincampoix », 14 h 30, métro Rambuteau (Paris pinocchio et inséparables).

« L'eglise et le dôme des Invalides, nœuds impériaux et nationaux », 14 h 30, cour d'honneur, statue de Napoléon.

« Dans l'hôtel de Miramion : l'Assistance publique, histoire de la santé à travers de riches collections », 15 h 47, quai de la Touraine (Monuments historiques).

« L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et la place Furstemberg », 14 h 30, devant l'église (E. Roman).

« Hors du Marais banu », 14 h 30, fontaine, face au 2, rue des Hauts-diettes (Sauvegarde du Paris historique).

« L'abbaye de Port-Royal de Paris » (visite des bâtiments du dix-septième siècle et projection de diapositives), 14 h 30, 123, boulevard de Port-Royal, devant la chapelle (Société des Amis de Port-Royal).

« Le théâtre de la rue de la Harpe », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (H. Houlard).

« Du canal Saint-Martin à la rotonde de la Villette en passant par l'hôtel Saint-Louis », 14 h 30, square Frédéric-Lemaître, devant le musée (A nous deux Paris).

« La Louvre, de Philippe-Auguste à la pyramide », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M. Polyer).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Palais de Justice, histoire et fonctionnement », 14 h 30 et 16 h 30, métra Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Une église souterraine sous Saint-Sulpice et les chapelles des tours », 15 heures, façade de l'église (D. Bouchard).

« Les visitandines à la chapelle Saint-Marie », 15 heures, 19, rue Saint-Antoine (Paris et son histoire).

« Quartier Saint-Sulpice : les compagnons charpentiers, la foire Saint-Germain, les beaux hôtels », 15 heures, métra Mabillon (Approche de l'art).

« Le quartier du faubourg Saint-Antoine, la rue de la Harpe, un quartier en pleine mutation », 16 h 30, au pied du grand escalier de l'Opéra Bastille (M. Hagen).

« Montparnasse des années 20 », 16 heures, sortie métro Vavin, angle Raspail-Vavin (Tourisme culturel).

## CARNET DU Monde

## Naissances

— M. et M<sup>me</sup> Lucien DENISE ont la joie d'annoncer la naissance de leur enfant.

M. et M<sup>me</sup> Léonard DENISE, de leur petite-fille.

## Agnes

le 19 août 1991, à Toulouse. Son frère, Lionel DENISE, s'associe à l'heureuse nouvelle.

Les Près de Montsouris, 29, rue Bousingault, 75013 Paris.

Château de Briot, 12, rue Principale, 60210 Briot.

— Marianna CONDE SALAZAR, Pierre THIVOLET, Marie.

sont heureux d'annoncer la naissance de

## Lucas

le 24 août, à Berlin-Charlottenburg.

— Valérie et Alain LE BERRE

sont heureux d'annoncer la naissance de

## Pierre

le 1<sup>er</sup> septembre 1991.

— Christine et Olivier MURON, Hélène et Nicolas.

sont heureux d'annoncer la naissance de

## Quentin

à Paris, le 18 août 1991.

2, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

## Mariages

— Eva LEDUC et Emmanuel DESMARESTZ

ont la joie de faire part de leur mariage, qui sera célébré le samedi 7 septembre 1991, à la mairie du cinquième arrondissement de Paris.

27, rue Daubenton, 75005 Paris.

## Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Christian AUTRAN,

survenu le 1<sup>er</sup> septembre 1991 à l'hôpital national des invalides, Paris-7, à l'âge de quarante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides. L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Vidauhan (Var).

— M<sup>me</sup> Marc Collignon, son épouse.

M. et M<sup>me</sup> Le Foyer Collignon, Marion et Jérôme Le Foyer Collignon.

Les familles Collignon, Jenou, Kloet, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc COLLIGNON, avocat honoraire

près la cour d'appel de Paris, ancien membre du conseil de l'Ordre, juge de paix honoraire, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, capitaine honoraire de l'infanterie de marine.

munis des sacrements de l'Eglise, survenu le 3 septembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, en son domicile à Paris-16.

Le service religieux sera célébré le vendredi 6 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Hippolyte d'Eylau, 9, place Victor-Hugo, Paris-16, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Montparnasse dans le caveau de famille.

4, rue de Noisiel, 75116 Paris.

246, quai des Tilleuls, 77350 Le Mesnil-sur-Seine.

— André et Nathalie Ernout, ses enfants.

Les familles Delambilly, Ernout, Pidou, Sentier, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Maria ERNOULT, née Delambilly,

dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu jeudi 5 septembre 1991, à 15 heures, en l'église de Montauban de Bretagne.

THÈSES  
Tarif Étudiants  
50 F la ligne H.T.

— Chloé Lacombe, sa fille.

Jean Lacombe, Anne Lacombe, Claire Lacombe, ses frères et sœurs.

Martine Boutier, Et toute la famille.

L'UNSA (Union nationale des syndicats français d'architectes).

Le FAF-PL (Fonds d'assurance formation des professions libérales).

Le CAUE 93 (Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement du Val-d'Oise).

ont la douleur de faire part du décès de

François LACOMBE, architecte.

survenu le 31 août 1991 à Emérainville, dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 5 septembre, à 15 heures, en l'église de Chennebrun (Eure), où l'on se réunira.

L'inhumation se fera au cimetière de Chennebrun dans la sépulture de famille. Une bénédiction aura lieu le jeudi 12 septembre, à 9 heures, à la chapelle Saint-Ignace, 35, rue de Sévres, Paris-7.

Famille Lacombe, 75015 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Gérard Lantz, M<sup>me</sup> Marie-Claude Lantz, M<sup>me</sup> Sabine Lantz, M<sup>me</sup> Isabelle Lantz, ses enfants.

M. et M<sup>me</sup> Christian Omnin et leurs enfants.

Florence et Guillaume, Le prince et la princesse Charles de la Tour et Taxis

et leurs enfants Dimitri, Maximilien et Costanza.

Le docteur Brigitte Lantz, M<sup>me</sup> Nathalie Lantz, M<sup>me</sup> Caroline Lantz, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LANTZ, ingénieur ECP,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, Légion de Merit.

survenu le 2 septembre 1991, dans sa cent troisième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Paris, 2, rue du Commandant Schloesing, Paris-16, le jeudi 5 septembre, à 14 heures.

41, rue Emile-Ménier, 75116 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Philippe Lionel-Marie, ses parents.

Bruno, Bertrand et Ghislain, ses frères.

M<sup>me</sup> Françoise Lionel-Marie-Coquelle.

M<sup>me</sup> Robert Costel de Corneville, ses grands-mères.

M<sup>me</sup> Eugène Coquelle, M<sup>me</sup> Gilbert de la Paix de Frémerville.

ont la douleur de faire part du décès de

Eric LIONEL-MARIE,

le 2 septembre 1991, à l'âge de dix-sept ans, à la suite d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 5 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 2, place d'Auteuil, Paris-16. L'inhumation aura lieu au cimetière de Migon (Indre), le même jour, à 17 heures.

1, rue du Général-Langeau, 75016 Paris.

— La direction scientifique des sciences sociales et la direction du département d'économie et sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agroalimentaire (INRA) apprennent avec une grande tristesse la disparition de

Pierre MATHAL, directeur de recherche, responsable de la rédaction des Cahiers d'économie et sociologie rurales.

qui prive l'INRA d'un chercheur aux très grandes qualités intellectuelles et humaines, qu'il avait su mettre au service de l'institution et de la recherche.

— Ses collègues et amis du département d'économie et sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agroalimentaire (INRA) ont l'immense peine d'apprendre la disparition de

Pierre MATHAL, directeur de recherche, responsable de la rédaction des Cahiers d'économie et sociologie rurales.

et tiennent à exprimer le témoignage de leur affection et de leur amitié.

— Les familles Pastor, Austin, Ollivaud, Levassieur, Barras, Ferrand, Sauter, ont la douleur d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Yolande PASTOR, née Austin,

leur épouse, mère, nièce, belle-fille, belle-mère, cousine, survenue le vendredi 16 août 1991.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 21 août, à Saint-André de Nice.

— M<sup>me</sup> Jacqueline Mayrargue, M<sup>me</sup> Nicole Mayrargue, M. et M<sup>me</sup> Michel Mayrargue, M. et M<sup>me</sup> Yves Mayrargue, Laurent, Stéphane et Sylvain, Benjamin et Marine, M. et M<sup>me</sup> Jean Mayrargue, M<sup>me</sup> Edith Blum, M<sup>me</sup> André Baillet, Et toute la famille.

ont le chagrin de faire part du décès de

Constant MAYRARGUE,

survenu en son domicile le 2 septembre 1991 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité le jeudi 5 septembre au cimetière du Montparnasse, Paris-14.

34-36, rue Pasteur, 92270 Bois-Colombes.

— M<sup>me</sup> Huguette Mazet, son épouse.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Weber, M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Mazet, M. et M<sup>me</sup> Pierre Goubargue, M<sup>me</sup> Dominique Mazet, M. et M<sup>me</sup> Bruno Mazet, ses enfants.

Les familles Boucher, Guerin, Lasse, Rabatel et Rouff, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MAZET, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur honoraire de la faculté de Lille, ancien professeur de l'ENSA, ancien directeur scientifique à l'ONERA,

recteur de captivité du camp de Stalag, ancien recteur des académies de Caen et de Poitiers,

officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre des Palmes académiques, correspondant de l'Académie des sciences, docteur honoris causa de l'université de Montréal, prix du Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique, prix Muteau de l'Académie française,

survenu le 1<sup>er</sup> septembre 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 6 septembre, à 10 heures, en l'église Sainte-Bathilde de Châteaufort-Malabry.

38, rue Madeleine-Crenon, 92330 Sceaux.

[Né à Paris le 7 février 1903, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé et docteur de lettres, M. Robert Mazet avait été professeur à la faculté des sciences de Lille (1925-1944) puis recteur des académies de Caen (1944-1946) et de Poitiers (1946-1947). Professeur à la faculté des sciences de Poitiers (1948), il était correspondant de l'Académie des sciences depuis 1959.]

— Jeanne-Françoise et Geneviève Roche, Mahaut Rabattu.

Toute sa famille et ses amis, ont la grande tristesse d'annoncer le décès, à Chambéry, le 26 août 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de

M<sup>me</sup> André ROCHE, née Angélique Tresset.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

9, avenue de Versailles, 75016 Paris.

27, rue du Champ-de-Mars, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Henry TRÉMEAUD, née Olivia Cazezgues,

survenu le 2 septembre 1991 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly le jeudi 5 septembre, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu à Gex (Ain) le vendredi 6 septembre et sera précédée d'une messe en l'église de Gex le même jour, à 11 heures.

16, boulevard du Parc, 92200 Neuilly-sur-Seine. 01220 Grilly.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèses étudiants : 50 F

— M<sup>me</sup> Georges Tulet, née Jacqueline Combes. Ses enfants, Jean-Pierre, Michel, Christine, Bertrand, Vincent, Sébastien, Paul Tulet, M<sup>me</sup> Paulette Tulet, M. Jacques Tulet, ont la douleur de faire part du décès de

Georges TULET, directeur honoraire de la Banque de France.

survenu le 28 août 1991.

Messes anniversaires

— Pour la cinquante-neuvième année de son mariage

Anne CELLIER,

une messe sera célébrée à son intention à la chapelle de l'Institut de l'Assomption, 6-8, rue de Lubec, Paris-16, le samedi 7 septembre, à 9 h 30.

Anniversaires

— Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

Alain MAEGHT,

une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Thomas d'Aquin, le jeudi 5 septembre 1991, à 19 h 30.

Paul et Adrien Maeght, leurs enfants et petits-enfants.

Soutenances de thèses

— Claude Vailion vous invite à la soutenance de sa thèse de doctorat, « Origine et évolution des pratiques de la participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise (1842-1923) », le vendredi 6 septembre 1991, à 14 heures, à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 54, boulevard Raspail, Paris-6.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5600

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Comme un enfant sur le retour. — II. Qui a un grand front. — III. Pousse un cri. Coule en Bretagne. — IV. Ficelle de métier. Du poids à perdre. — V. Peut aussi manquer quand il n'y a pas de raison. — VI. Dieu. Frapper comme pour le faire un vaurien. — VII. Mot qui évoque le portrait d'un inconnu. Aurore, était sous le bonnet. — VIII. En Normandie. Peut-être allumer quand le son de brasse. — IX. Ne doit pas être oubliée quand on fait une fugue. — X. Créateur pour les gnostiques. Conjonction. — XI. Comme certains fruits. Aime la compagnie des bouquins.

VERTICALEMENT

1. Sont très massifs. — 2. Riposter comme un âne. Fortifiée par le soleil. — 3. Quand elle est bonne, c'est le bouquet ! Bon pour bûir. — 4. Agrément étranger. Sont incités à s'armer. — 5. Mot qui peut faire venir le berge. Embellit le chant liturgique. — 6. Cornichons sur un plateau. Etat d'Amérique. — 7. Coule en Afrique. Pour les amateurs de biscuits. — 8. D'un auxiliaire. Préposition. Abréviation. — 9. On peut y mettre ce qui n'a pas été mangé.

Solution du problème n° 5599

Horizontalement

I. Lève-vitre. — II. Aurore. — III. Plo. Claps. — IV. An. Rése. — V. Lésés. Mai. — VI. Inés. Sang. — VII. Stratus. — VIII. Seul. Enne. — IX. Mer. Ion. — X. Do. Réec. — XI. Encart. Dé.

Verticalement

1. Lapellissade. — 2. Eminence. On. — 3. Vue. Sérum. — 4. Es. Resalera. — 5. Vécés. RER. — 6. Iule. Sue. At. 7. Tré. Mastie. — 8. Plan. No (ou No). — 9. Enseignant.

GUY BROUTY

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

هذا من الأصل







Nouveaux rebondissements dans les affaires de fausses factures

## Le dossier marseillais d'Urba-Gracco va être instruit à la cour d'appel de Lyon

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a été désignée le 21 août par la chambre criminelle de la cour de cassation pour instruire une plainte contre X avec constitution de partie civile déposée à Marseille par un député des Verts, M. Gérard Monnier-Besombes, dans l'affaire Urba.

Il y a, au tribunal de Marseille, des scellés qui attendent depuis plus de deux ans qu'un magistrat veuille bien se pencher sur eux. Saisis par les inspecteurs Antoine Gaudin et Alain Maillot au cours de leur enquête sur les fausses factures du Sud-Est, en avril 1989, ils révèlent le système de financement du PS. Il y a là des documents comptables, mais aussi les quatre cahiers à spirale du

directeur administratif d'Urba, M. Joseph Delcroix, qui a patiemment détaillé, des années durant, le fonctionnement d'Urba-Gracco, le bureau d'études du PS. Dans un procès-verbal de synthèse daté du 5 mai 1989, les deux inspecteurs exposent leurs trouvailles. Le système de financement du PS, extrêmement centralisé, y est décrit avec minutie. Les deux policiers marseillais travaillaient alors dans le cadre d'une enquête préliminaire ordonnée le 17 avril 1989 par le parquet. Le dossier n'ira pas plus loin. L'enquête sur les fausses factures dites du Sud-Est, bien qu'elle ait été confiée à un magistrat parisien, M. Pierre Culié, s'enrichira des cahiers Delcroix, mais le travail du magistrat sera forcément partiel. M. Culié ne peut utiliser que les pages des cahiers qui concernent son dossier. Les autres documents ne feront pas l'objet de nouvelles investigations; malgré les trouvailles des deux policiers et le procès-verbal du 5 mai 1989, aucune information judiciaire ne sera ouverte au tribunal de Marseille.

Ce silence prendra peut-être bientôt fin. L'avocat des Verts, M. Pierre-François Divier, a tenté ces derniers mois un tour de passe-passe juridique qui pourrait bien relancer l'affaire Urba. Utilisant un article du code des communes qui autorise tout contribuable à exercer « les actions qu'il croit appartenir à la commune », et que celle-ci « a refusé ou négligé d'exercer », les Verts ont obtenu, le 11 juin, un jugement du tribunal administratif de Marseille qui pourrait bien donner une nouvelle chance à ce dossier: le tribunal a autorisé M. Gérard Monnier-Besombes, député européen des Verts, à déposer plainte avec constitution de partie civile « en lieu et place de la commune » dans l'affaire Urba. Ce qui a été fait le 20 juin auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Marseille, M. Bernadette Augé.

Dans cette plainte, M. Divier cite de longs extraits du livre de l'inspecteur Gaudin, l'Enquête impossible, qui n'a, souligne-t-il, fait l'objet d'aucune poursuite en diffamation, ni d'une responsabilité civile de la part des personnes qui ont ainsi été nommément désignées. Cette plainte contre X évoque une affaire relatée dans son livre par M. Gaudin: la condamnation, lors de l'attribution du marché de l'aménagement du tunnel Prado-Carénage, à Marseille, d'un pot-de-vin de 5,7 millions de francs.

« L'ensemble de cette procédure des acquisitions des deux inspecteurs, les scellés, et le rapport de constatation rédigé le 5 mai 1989 y compris une copie des cahiers Delcroix, peut-on lire dans cette plainte, se trouve encore actuellement au parquet de Marseille, lequel n'a ni classé sans suite ce dossier, ni n'en a saisi un juge d'instruction, dans l'attente qu'il se trouve toujours, depuis plus de deux ans, des instructions de sa hiérarchie à ce sujet. » Cette plainte vise des infractions classiques dans ce type de dossier: faux en écritures privées et usage, ingérence, corruption, trafic d'influence, et complicité de recel.

### L'intervention de la Cour de cassation

Le parquet de Marseille a immédiatement réagi: dès le 5 juillet, le procureur de la République, M. Olivier Droget, rédigeait une requête aux fins de saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation. Une procédure parfaitement normale: la plainte visant deux adjoints au maire de Marseille, le dossier devait être « déposé » dans un nouveau tribunal. Enregistrée au greffe de la Cour de cassation le 16 juillet, la requête devait être examinée sous huitaine par la chambre criminelle. Une longue attente retardait alors la procédure: l'arrêt qui désigne la cour d'appel de Lyon est daté du 21 août. « La Cour de cassation a traité afin de réduire les chances d'aboutissement de ce dossier, accuse M. Divier. J'ai été obligé de faire délivrer par huisserie deux sommations au parquet de Marseille afin qu'il soit immédiatement statué sur ce dossier. »

La coltre de l'avocat des Verts est à la mesure de la course contre la montre qu'il vient d'engager. La plainte évoque les noms de deux députés socialistes des Bouches-du-Rhône, MM. Michel Pezet et Philippe Sannarico: il faut donc que le parquet parvienne à huit jours après l'ouverture de la session parlementaire d'automne, fixée au 2 octobre. La justice a donc quatre semaines devant elle.

Quatre semaines pour mener à bien les premiers pas de cette procédure: notification de l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation; l'attribution de la plainte civile; la constitution de la partie civile; notification et règlement de cette constitution; communication de la procédure au procureur général près

la cour d'appel, pour aboutir enfin aux réquisitions du parquet général. Si les réquisitions ne sont pas prises avant l'ouverture de la session d'automne, M. Divier a le choix entre deux maux: attendre la fin de la session ou engager la procédure très lourde de la levée de l'immunité parlementaire.

Si la procédure aboutit, les Verts auront réussi là où beaucoup avaient échoué: l'enquête des inspecteurs Gaudin et Maillot sera confiée à un magistrat instructeur. Les embûches, toutefois, ne manquent pas. La première tient aux délais de prescription (trois ans pour les délits évoqués dans la plainte): pour être poursuivis, les faits dénoncés devront donc être postérieurs au mois de juin 1988. La seconde tient aux effets combinés des deux lois d'amnistie: celle du 20 juillet 1988, qui a suivi la réélection de François Mitterrand à la présidence de la République, et celle du 15 janvier 1990, qui est associée à la loi sur le financement des partis politiques.

A. C.

### L'ex-ambassadeur de France au Panama conteste l'authenticité du courrier mettant en cause le PS

M. Robert Cantoni, ex-ambassadeur de France au Panama, a été entendu, lundi 2 septembre, par les policiers chargés de l'enquête préliminaire ordonnée par le parquet de Paris à propos des documents relatifs à un éventuel financement du Parti socialiste par le régime du général Noriega. M. Cantoni a contesté l'authenticité de la lettre à l'attention de l'ambassade de France au Panama, datée du 18 mai 1987 et signée par « Patrick Simon, conseiller commercial de France au Panama », publiée dans nos colonnes (le Monde du 27 et du 30 août).

Entendu samedi 31 août par les enquêteurs, M. Simon avait déclaré avoir signé cette lettre (le Monde du 3 septembre). Selon M. Cantoni, ce courrier ne peut émaner de M. Simon qui, en mai 1987, avait quitté son poste depuis dix-huit mois. M. Cantoni a aussi nié avoir rencontré l'ambassadeur du Panama en France, M. Gaspar Wittgreco, dans les conditions évoquées par ce document à l'authenticité contestée.

### Au conseil des ministres

## M. Dumas assure que la France a joué un rôle « décisif » dans la reconnaissance des Etats baltes

Devant le conseil des ministres, réuni mercredi 4 septembre au palais de l'Élysée, M. Roland Dumas a rendu compte de son voyage dans les pays baltes. M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le ministre des affaires étrangères avait souligné le rôle « décisif » joué par la France dans la reconnaissance des trois Etats. La France « a contribué à la juste réparation qui était due à ces pays », a poursuivi M. Dumas avant d'ajouter qu'elle « assurera leur admission dans les grandes organisations internationales et se prononcera pour la conclusion de traités d'association avec la Communauté européenne ».

Le ministre d'Etat a aussi décrit le mécanisme de la commission d'arbitrage pour régler la crise yougoslave. Il a souligné que « c'est en grande partie grâce à la France que s'ouvrira, samedi 5 septembre, la conférence de paix qui ne réussira que si les parties sur le terrain respectent les cessez-le-feu et que si les grandes puissances européennes font preuve

de retenue et se servent de leur influence ». « La France y est prête », a-t-il affirmé.

M. Lang a fait part, à propos du règlement de la crise embodjigène, de la prochaine venue à Paris du prince Sihanouk et il a donné les grandes lignes du processus qui devrait permettre le rétablissement de la conférence de Paris en vue de l'installation du prince Sihanouk à Phnom-Penh, le 14 novembre. Enfin, sur le Liban, M. Lang a indiqué que le gouvernement considère que l'engagement écrit pris par le général Aoun de respecter les contraintes du droit de réserve n'avait pas été transgressé, le gouvernement estimant que l'article publié n'est qu'un « pur et simple montage ou assemblage ». Interrogé sur ce qu'il a appelé les « balles russes de l'opposition », M. Jack Lang s'est déclaré « attristé que ce qui est l'intérêt de la France, sa politique internationale, fasse l'objet de telles polémiques intérieures ». Il a ajouté: « L'unité de l'opposition apparaît plus difficile à construire que la nouvelle Union des Républiques soviétiques. L'opposition parle beaucoup d'unité et de retrouvailles. C'est plutôt l'amour-vahe. Les croche-pieds ne manquent pas et les futures p-maires se joueront peut-être de la roulette russe. » Il a estimé que M. Roland Dumas « n'est pas inquiet » sur l'issue d'une motion de censure, sachant que les responsables de l'opposition ont quelques difficultés à se retrouver ensemble, le même jour, au même endroit.

Le conseil des ministres a encore entendu trois communications: l'une de M. Louis Mermaz sur la situation de l'agriculture; l'autre de M. Michel Delebarre sur les actions menées en faveur des jeunes pendant l'été; enfin celle de M. Louis Le Pensec sur le bilan et les perspectives des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie.

### Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, l'ISO-FRANCE-FENETRES veut poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devs gratuits. Magazine d'information 111, rue La Fayette 1101 - M. Gère-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Plans de carrière

LS doivent se froter les mains, dites donc, au Quai d'Orsay. Avec toutes ces Républiques en rupture de bar, toutes ces nations bientôt souveraines, tous ces Croates, tous ces Tatars, tous ces Kirghizes qui vont venir cogner à leur porte - Je suis indépendant, je vous signale, qu'est-ce que vous attendez pour me reconnaître? - on va pouvoir refaire carrière dans la Carrière, à maintenant.

Comme c'est parti, d'après les experts, d'ici l'an 2000, le pointillé de nouvelles frontières va s'entourer autour d'une bonne cinquantaine de taches de couleurs inédites sur la meppemonde. De Bakou à Samarcande, de Stepanek à Syktyvkar, vous vous rendez compte de ce que ça représente question ambassades, consulats, résidences et postes en tous genres!

Y compris, avis aux profs qui ont leur carte du PS en poche, celui de conseiller culturel. Ça va être le rush sur Irkoutsk because Michel Sirogoff et sur Sébastopol rapport à Mac-Ahahon. Là, faut vraiment se grouiller, pas se laisser griller au risque de se retrouver à Brest ou à Bayonne quand les Bretons et les Basques auront fait sécession.

Et il n'y a pas que le Quai d'Orsay un peu tous les débouchés offerts aux mocs du KGB qui voudraient se recycler dans la diplomatie. Ou tout simplement retrouver du boulot à l'Est après s'être fait virer des ambassades soviétiques truffées d'agents secrets à l'Ouest. Elles vont circuler dans tous les sens, les lettres de créance, et les bouchons de champagne vont péter de cocktail en réception aux quatre coins de l'ex-Union, qui songe à se doter d'une capitale artificielle type Ottawa ou Washington. Ça encore, c'est tout bon!

Moi, rien que de penser à la ruée des petits nouveaux à l'ONU et à l'UNESCO sur les talons des Litoniens, des Estoniens et des Lettons, j'en ai le tournis. Où est-ce qu'ils vont bien pouvoir cacher leur derrière? Il y a de la tour de verre dans l'air! Je me console en imaginant le pittoresque des tribunes habillées aux couleurs nationales autour du Mimi le 14 juillet, où viendront s'aligner bottes caucasiennes, dentelles baltes et calottes ouzbèkes.

Folklo pour folklo, je préfère nettement ça à la tenue de para.

## La refonte des listes électorales en Corse

### Polémique entre M. Marchand et M. Giacobbi

La refonte des listes électorales qui a commencé fin août en Corse a donné lieu, mardi 3 septembre, à une vive polémique entre le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, et le président (MRG) du conseil général de la Haute-Corse, M. François Giacobbi. Dans une lettre ouverte, M. Marchand s'est élevé contre les « prestations inacceptables » couvertes par la commission de contrôle, composée de quatre membres et créée à la suite de la loi du 13 mai dernier, dotant la Corse d'un nouveau statut de collectivité territoriale.

Dénonçant ces attaques « contre l'Etat », M. Marchand a affirmé sur France-Inter que « la loi sera appliquée ». Les relations avaient commencé à se tendre sur ce dossier entre M. Marchand et les élus corses dès le 8 août dernier, lorsque M. Giacobbi avait adressé aux maires de son département et aux membres des commissions administratives une lettre dans laquelle il jugeait « contestables » certaines indications contenues dans la circulaire envoyée par le préfet de Haute-Corse à chaque électeur. M. Giacobbi avait notamment mis en cause la valeur juridique de la notion de « domicile d'origine ».

imposée par la commission de contrôle qui a commencé ses travaux, en Corse, jeudi 29 août. En réaction aux propos de M. Marchand, le sénateur MRG a indiqué mardi 3 septembre à Bastia qu'il « maintenait » intégralement sa ligne de conduite. « Il est contraire à la loi, n'est-il pas, que l'on essaie par des moyens plus ou moins réguliers de faire pression sur les commissions administratives pour les amener à prendre des décisions préférentielles. »

M. de Villiers (UDF) opposé « à une future codirection de la France ». M. Philippe de Villiers, député UDF de Vendée, a déclaré mardi 3 septembre sur RTL que « l'opposition, dont la victoire sera large aux prochaines élections législatives, entamerait son propre crédit si elle acceptait de codiriger la France ». « L'objectif de ma démarche, a poursuivi M. de Villiers, c'est de convaincre l'opposition que l'éventuelle codirection serait un désastre pour la France, et que si elle gagne sur ce thème, le signal pour François Mitterrand sera clair: il devra se considérer comme désemparé. »

Futurs BACT3, BACT4 Valoriez votre diplôme

OLD DOMINION UNIVERSITY  
UNIVERSITE D'ETAT-VIRGINIE USA

European American Program

**MBA**

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION  
accrédité AACSB

9 mois en France + 9 mois aux USA

Programme intensif enseigné en anglais par l'Université de l'Etat de Virginie à Norfolk associée au Centre d'Etudes Franco-Américain de Management Lyon avec l'appui d'entreprises internationales.

Admission immédiate de 30 futurs diplômés Licence - Masters: AES, Sciences Eco, Sciences Po, Ecoles de commerce

CENTRE D'ETUDES FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT  
107, rue de Marseille - 69007 Lyon - Tél.: (33) 72734788

RENSEIGNEMENTS ET ADMISSION:

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Tél.: \_\_\_\_\_

Niveau d'études: \_\_\_\_\_

Programme MBA CEFAM/OJJ U.  
107, rue de Marseille - 69007 Lyon - Tél.: (33) 72734788

هكذا بن الأصل